

M
Fév
rapp
voir
ci-de
10
déré
aux
resse
prin
teme
vant
cont
men
opér
et al
du d
la dic
bien-
mém
2.
de S
muni
sous
gage
donn
bre d
exam
Sa M
bre n
genu
pend
qu'off
l'farm
provin
3. C
ions lé
liorati
10.
tes les
établis
tions a
de pos
20.
réels ;
minist
clamat
30.
fonctio
les ac
40.
mens
autorit
tes che
La c
Pou
grain,
ton, L
nel, S
Con
Bessen
reau,
Desch
P. A.
Huot,
son, l
mond,
A. C.
del, T
Elle
La
M. G

M.
soum
les m
cevoir
recev

M. Neilson, secondé par M. Duval, a proposé le 21 Février, de renvoyer de nouveau à un comité général le rapport sur l'état de la province, avec instruction de savoir si la chambre ne devrait pas substituer aux résolutions ci-dessus les suivantes :

1^{er}. L'état de cette province a été pleinement considéré par cette chambre, et représenté à Sa Majesté et aux deux chambres du parlement dans ses humbles adresses du 13 Mars 1831 ; et la réponse qu'y a faite le principal secrétaire d'état de Sa Majesté pour le département colonial en date du 7 Juillet suivant, mises devant cette chambre le 18 Novembre de la même année, contient une promesse solennelle de la part du gouvernement de Sa Majesté de son consentement et de sa coopération, à éloigner ou à remédier aux principaux griefs et abus dont se plaignent les dites adresses ; et qu'il est du devoir de cette chambre de procéder, dans l'esprit de la dite dépêche, à co-opérer et à promouvoir la paix, le bien-être, et le bon gouvernement de la province, conformément à l'acte du parlement britannique qui le constitue.

2. Que l'extrait d'une dépêche du principal secrétaire de Sa Majesté pour le département des colonies, communiqué à cette chambre par message de Son Excellence, sous date du 14 Janvier dernier, contient un nouveau gage de la disposition du gouvernement de Sa Majesté à donner effet aux recommandations du comité de la chambre des communes du 29 Juillet 1828, adopté après un examen des requêtes de toutes les classes des sujets de Sa Majesté en cette province, et qu'en cela cette chambre a un motif de plus pour procéder instamment, diligemment et avec persévérance, en autant que cela dépendra d'elle, à assurer à ses constituans les avantages qu'offrent les dites recommandations, cultivant en même temps l'harmonie et la bonne intelligence entre les habitans de la province, et en avançant son bien-être général.

3. Qu'il est dans ce moment urgent d'aider par des dispositions législatives l'avancement de la province, ainsi que l'amélioration de la condition de ses habitans, plus particulièrement.

1^o. Pour faciliter sous des titres l'occupation de toutes les terres incultes qui se trouvent dans le voisinage des établissemens, sans que le cultivateur soit sujet à des conditions arbitraires ou à des redevances injustes, avec liberté de posséder ou sous l'ancienne tenure du pays, ou en franc-aleu.

2^o. Pour la plus grande certitude des lois sur les biens réels ; pour l'immovibilité des juges ; pour une meilleure administration de la justice, et les moyens de faire valoir les réclamations contre le gouvernement provincial.

3^o. Pour une plus grande responsabilité chez les grands fonctionnaires publics, et une cour dans la province pour les accusations portées par la chambre d'assemblée.

4^o. Pour la liquidation de tous les appointemens, les émolumens d'office, les honoraires, et autres dépenses exigées sous autorité publique, ainsi qu'une diminution des frais de toutes charges inutiles.

La chambre se divisa sur l'amendement :

Pour : MM. Anderson, Baker, Berthelet, Caldwell, Castelain, Cuvillier, Davis, Duval, Goodhue, Gugs, Hoyle, Knowlton, Languedoc, Le Boutellier, Lemay, Neilson, Power, Quenel, Stuart, Taylor, Wood, Wright, Wartelet, Young. (24.)

Contre : MM. Amiot, Archambeault, Becard, Bertrand, Beaserer, Blanchard, Boissonnault, Bouffard, Bourdages, Bureau, Careau, Carreau, Courteau, Child, De Bleury, Dégny, Deschamps, De Tonnencour, De Witt, Dionne, J. Dorion, P. A. Dorion, Drolet, Fortin, Girouard, Guillet, Godbout, Huot, Kimber, Lafontaine, Larue, Leslie, Létourneau, Masson, Morin, Méthot, Mousseau, Noël, Poulin, Proulx, Raymond, Rivard, Rochbrune, Rodier, Rochon, Scott, Simon, A. C. Taschereau, P. E. Taschereau, Tessier, Toomy, Trudel, Turgeon, Valois, Vanfelson, Viger, (56.)

Elles passent dans la négative.

La motion originale est alors adoptée pour 56, contre 23. M. Gugs s'étant retiré.

Lundi, 17 Février 1834.

ÉTAT DE LA PROVINCE.

M. NEILSON : les résolutions que l'on propose de soumettre n'ont été remises qu'en partie hier entre les mains des membres, et je viens justement d'en recevoir un supplément. Doit-on sans plus d'examen recevoir ces résolutions, sans avoir eu même le temps

de les lire ? On ne peut pas le faire avec sûreté et avec décence. Elles ne peuvent plus être reçues par partie ; car il importe d'en connaître les conclusions. Pour ma part, je déclare que je ne les comprends pas encore. Il faut que chacun des membres puisse en connaître la substance. Si ces résolutions sont l'expression des sentimens de cette Chambre, je désire bien qu'elles soient portées aux pieds du trône ; mais je veux qu'on sache qu'elles ont été adoptées par les membres avec connaissance de cause, avec réflexion, et avec mûre délibération.

M. BOURDAGES : la chambre, suivant l'ordre du jour, doit se former en comité, pour que les résolutions y soient lues.

M. GUGS : je serais préparé, si c'était la volonté de la majorité d'entrer subitement dans les détails de ces résolutions, qui embrassent les droits, les privilèges, les griefs et les réclamations du peuple de cette province. Mais il y a une grande raison pour retarder, qui regarde non seulement la conscience des membres, mais leur devoir envers le pays, et qui exige qu'ils prennent les précautions nécessaires, s'ils veulent marcher dans la voie de l'honneur et de la justice. Comment les membres qui n'ont reçu hier qu'une partie de ces résolutions, peuvent-ils les discuter aujourd'hui ? à moins qu'on ne veuille faire qu'une vaine imagination, en ne nommant un président que pour lui faire laisser la chaire ; comme un polichinelle qu'on fait jouer derrière le rideau. Peut-être que si j'avais lu ces résolutions je serais un de ceux qui les soutiendraient. Mais que me diront mes constituans ? que me dirai-je à moi-même, si je les vote aujourd'hui sans les lire ? Il y a en outre des membres plus capables que moi, qui n'ont pu les voir. J'en appelle à la justice de cette chambre et des membres, qui eux-mêmes ont rédigé ces résolutions. Ils ont mis un mois à les travailler, à les reviser, à les refondre ; et je n'aurai pas une heure, pas une minute pour les lire, quand justement je viens d'en recevoir l'appendice, en quelque sorte. J'espère qu'on donnera un délai suffisant, afin que si ces résolutions sont adoptées elles le soient avec connaissance de cause et réflexion. Si au contraire on veut les précipiter, on aura peut-être la force de les faire réussir, mais aussi on aura la conviction de n'avoir pas réuni toutes les opinions. C'est pour cette raison que, sans toucher au mérite de la question, sur laquelle je ne me suis pas expliqué, je demande le temps de la réflexion, et que je propose que le dit ordre du jour soit remis à lundi prochain.

[Il amène ensuite sa motion, et dit à jeudi prochain.]

M. LAFONTAINE : Je serais fâché d'empêcher aucun des membres de marcher dans les voies de l'honneur et de la droiture. Mais on doit sentir que ces résolutions qu'on veut examiner, on ne les tient que de la main de l'imprimeur, et non pas du membre qui les doit introduire, non plus que de la chambre. La régularité des procédés exige qu'elles soient soumises au comité. Cette raison induira, je crois, l'hon. membre à retirer sa motion, et à nous laisser entrer en comité général, afin que ces résolutions nous soient remises par la chambre. Au reste, il n'y a guère besoin de délai ; ce sont des questions qui ont déjà été discutées et décidées par cette chambre en d'autres occasions.

M. RODIER : Il me semble que l'hon. membre ne s'est formé un fantôme que pour le combattre. Qui supposerait qu'un membre appellerait la chambre à décider, dès ce soir, sur 92 résolutions, dont la majorité de la chambre n'a pas lu la moitié ? Elles sont longues et compliquées, et méritent d'être considérées et discutées : la chambre ne les votera sans doute qu'après avoir entendu toutes les observations, auxquelles elles pourront donner lieu. Mais il faut un commencement partout. Pourquoi n'a-t-on pas lu ce soir, d'autant plus que le membre qui les introduira, pourra expliquer quel est son but ? M. Neilson s'est plaint lui-même qu'il ne savait pas quel était le but qu'on se proposait par ces résolutions : cela lui serait expliqué par celui qui en est le rédacteur. D'ailleurs puisque la chambre s'est formée samedi dernier en comité, elle le doit faire encore aujourd'hui pour entendre la lecture des résolutions, et le président fera ensuite rapport de progrès. La motion faite par l'hon. Doyen la semaine dernière, pour que cette question soit le premier ordre du jour, ne cessera d'avoir lieu.

M. QUENEL : L'hon. membre pour le comité de l'Assomption a, selon moi, raison ; la chambre s'étant formée en comité samedi, le doit encore faire aujourd'hui pour la régularité des procédés. En effet, aucunes propositions n'ont encore été soumises au comité ; il n'a encore rien devant lui. Veut-on nous exposer au ridicule de dire qu'en deux occasions nous aurons fait rapport de progrès, sans que rien n'ait été mis devant le comité ?

M. BOURDAGES : Il est de convenance que les résolutions,

ETAT DE LA PROVINCE.

qui sont imprimées, soient soumises aujourd'hui au comité, afin qu'il ait quelque chose devant lui. On se rappelle pour quel objet l'appel nominal avait été demandé pour le quinze et voici qu'un membre, à qui ces résolutions ne plaisent pas, probablement, demande à les remettre à une quinzaine. Que deviendra alors l'appel nominal? On ne doit pas résister au moins à laisser mettre les résolutions devant le comité. Assurément l'hon. membre pour Sherbrooke n'est pas sérieux, quand il fait cette motion. Il nous parle du sentier de l'honneur et de la justice : qui n'est disposé à y marcher comme lui? Ce sont de ces grands mots, dont on se sert pour jeter de la poudre aux yeux ; quand on manque d'arguments, on y a recours. On devrait pourtant sentir combien il est important, essentiel et nécessaire de soumettre aujourd'hui ces résolutions. Mais il faut du délai, dit-on, pour les examiner : le long délai demandé, décèle assez bien le but. On n'aurait pas osé proposer de les renvoyer au 1^{er} août ; on a demandé un délai en apparence moins choquant : c'est se jouer de nous, et tenter de donner à nos procédés une apparence de ridicule. Quoi qu'on en dise, la chambre est disposée à suivre les sentiers de l'honneur et de la justice : nous y marcherons, et nous verrons qui ira le plus loin.

M. BEDARD : L'hon. membre pour le comté de Sherbrooke devait supposer que ce n'est l'intention d'aucun membre de faire passer ces résolutions dès ce soir et comme par surprise. Elles doivent être méditées et adoptées par chaque membre sur sa responsabilité. L'intérêt de chacun de nous, comme de notre pays, exige que nous puissions décider d'après notre propre conviction. J'espère donc que l'hon. membre retirera sa motion, afin qu'on ne dise pas que la chambre a siégé deux jours sur cette question, sans faire un seul pas. Pour moi je ne ferai que soumettre ces résolutions, et je consentirai à donner quelque délai, pourvu que ce soit un délai raisonnable.

M. DUVAL : Il est singulier qu'on regarde le fait d'un membre qui demande quelques jours de délai, comme une opposition formelle à des résolutions sur l'état de la province, qu'il voudrait, mais qu'il n'ose, dit-on, remettre au premier d'août. Je crois qu'il n'y a personne qui désire les faire perdre par ce délai. Au contraire, suivant moi, chacun est et doit être empressé de les décider : l'intérêt du pays l'exige même. Si ces résolutions sont conformes aux sentiments de la majorité du peuple, il est de son intérêt, il est de l'intérêt du Gouvernement Impérial qu'elles lui soient soumises au plus tôt. Mais il ne faut pas que ceux qui les ont rédigées, nous enrient d'avance, nous seuls avons raison, nous seuls savons bien juger des choses, nous seuls aimons notre pays ; et tous ceux qui ne pensent pas comme nous ont tort et ne sont pas des patriotes. Quoique ces résolutions en somme ne rencontrent pas mon assentiment, si c'est l'opinion de cette chambre qu'elles soient votées, et envoyées en Angleterre ; si l'on donne des raisons satisfaisantes pour cela, qu'elles le soient, je le veux. Mais qu'est-il besoin à l'hon. Doyen de venir nous dire que ceux qui n'ont pas d'arguments, ont recours à de grands mots? Pour ma part, je lui conseilerais, à lui, de se servir de ce petit moyen. Je n'ai pas entendu un argument, une raison de sa part. Il vous dit, par exemple, que c'est se déclarer contre les résolutions, que de demander du délai pour pouvoir les lire. Si je voulais avoir recours à des arguments aussi peu candides ; si je voulais prendre les armes du Doyen et les tourner contre lui, si je voulais faire sur sa conduite des jugemens aussi légers qu'il en fait sur la conduite des autres, je lui dirais : si vous imputez aux autres de vouloir rejeter ces résolutions, parce qu'ils demandent du délai, ne pourrait-on pas vous dire à vous, qui êtes le Doyen de cette chambre, et qui vous faites honneur de l'être, (et c'est une gloire), maintenant que vous désirez tout hâter, tout précipiter et quand le moteur de ces résolutions est lui-même coupable de négligence pour ne les avoir pas sou- mises plutôt ; ne pourrait-on pas vous dire, qu'à en juger par vos paroles, vous vous montrez déterminé, décidé d'avance à tout approuver, à tout soutenir, à tout admettre dans ces résolutions, quelque arguments et quelque raisons, qui vous soient données? Voilà ce qu'on pourrait lui dire, en se servant de ses arguments. Pour moi, je suis d'avis qu'on devrait remettre jusqu'à jeudi. Si un client remettait à M. Bedard un papier important, sur lequel il lui demanderait son avis ; qu'il me dise, si, comme un homme qui connaît sa profession, qui aura étudié les lois, et qui n'aura pas fait de son office une boutique d'artisan, il ne demandera pas au moins vingt-quatre heures de réflexion? Je ne prétends pas dire que ces résolutions soient mal fondées. Chacun aura à dire sur sa propre responsabilité, s'il veut le trouble ou la paix dans le pays. Nous sommes appelés, il est vrai, à résister, à nous opposer à des mesures violentes contre le pays. L'hon. membre nous dit : j'ai des résolutions chez l'imprimeur, j'en ai dans ma poche, et dans mon grenier ; mais quel est le but? que contiennent-elles? qui le sait? un membre, ami de son pays,

est-il déraisonnable à déclarer qu'il veut au moins quelques heures pour les lire? Si vous lui refusez cela, vous aurez beau dire que vous êtes les seuls patriotes, vous verrez si l'on vous croit. Qu'on sache bien que ce n'est pas pour faire perdre ces résolutions, que j'appuie ceux qui demandent pour les affaires publiques un délai que l'on demande même pour les affaires privées. Si aujourd'hui je ne ne suis pas prêt, c'est la faute de ceux mêmes qui ont demandé l'appel nominal, et qui ne sont pas prêts à nous dire ce qu'ils veulent.

MR. PAPINEAU. La seule question qui s'est élevée n'a rapport qu'à des délais de la part des membres qui résident ici ; auxquels la prolongation de la session ne peut être incommode ; qui donneront peut-être pour raison que leurs intérêts privés, que leurs occupations en cour ne leur permettent pas de travailler à l'intérêt public : tandis que ceux des membres qui sont de parties éloignées de la province, et sans cesse occupés ici, devront attendre que les premiers aient terminé leurs propres affaires, et soient enfin prêts. Dans l'état actuel du pays, sous des circonstances aussi urgentes que celles où nous sommes, je ne crois pas que, quand la considération de nos maux est proposée, si l'on nous traite avec justice, qu'il y ait nécessité à de bien longs délais affectés, à des délais de huit jours par exemple ; et qu'on puisse nous dire qu'on ne comprend pas encore le sujet et le but de ces résolutions, lorsqu'elles sont fondées sur des extraits de nos journaux, sur des documents publics qu'on a lus et relus, et qui forment la suite de démarches auxquelles on a dû prendre part, si l'on n'a pas été indifférent pour ce pays, qu'on dit être le sien, qu'en aime, où l'on dit qu'on a des intérêts ; et que cependant on trahirait hautement, si l'on ne disait pas qu'il est dans un état où tous les jours chacune de nos démarches pour le bien public, nous attire de nouvelles persécutions, en autant que l'administration ose se les permettre ; dans un état de gêne et de souffrance, que nous sommes entrés dans une session malheureusement trop continuée, au milieu des injures et des outrages reçus jusque des derniers subalternes de l'exécutif, qui refusent de reconnaître nos privilèges et de s'y soumettre ; par le secrétaire civil, qui vient opposer ici son mince personnel et l'un des subalternes, qui refusent de nous remettre des papiers et documents du gouvernement, relatifs à quoi? non aux prérogatives de la couronne, mais à des mesures qui nous concernent particulièrement, où l'exécutif est notre inférieur ; et où néanmoins il maintient des employés, dont l'un s'est permis l'acte bas et honteux d'effacer quelques lignes des régîtres, et que c'est peut-être pour cette raison ou d'autres semblables qu'on n'ose pas nous le soumettre cette année. M. le Président, c'est sous ces considérations qu'on demande des délais! L'intérêt, l'attente du pays, les besoins du gouvernement demandent que nous ne nous ne jouions pas dans cette occasion, et que nous entrions aussitôt que possible, sur ce sujet. L'ensemble des résolutions tend à dire que le peuple est opprimé et a lieu de se plaindre ; quelques individus croient que tout est fait pour eux, et qu'ils ne doivent rencontrer de représentations nulle part, si ce n'est pour les mépriser ; etc.—et comme elles ont des extraits des journaux, de diverses requêtes, et de documents publics, elles doivent être familières à tous les membres. Mais y a-t-il quelqu'un qui hésitera à voter la première résolution, qui défend la loyauté des Canadiens, qui a été si injustement attaquée? Les Canadiens, sous ce rapport, ont été accusés ; et ceux mêmes qui pendant la dernière guerre fuyaient, et se rangeaient de l'autre côté, sont aujourd'hui dans le conseil législatif, parce qu'il ont su manier le bâton, en temps de paix, et refusé de porter le mousquet en temps de guerre, et que depuis ils ont présidé au massacre des citoyens dans les rues de Montréal. Voilà des titres à la faveur. Et quand on demande à voter une résolution qui soutient la loyauté canadienne, on hésitera! on ne sera pas prêt! il semblera qu'on était hors du pays, au temps qu'il se défendait, peut-être même parmi ceux qui l'attaquaient! il semblera qu'on n'a pas eu connaissance que les canadiens ont combattu! Je ne m'oppose pas à accorder quelques momens de délai, mais qu'on sache que, si l'on en accorde, on ne craint pas du moins d'aborder la question, et qu'il ne faut pas une heure, si l'on veut laisser la ses causes et ses plaisirs. Mais si l'on veut faire passer les intérêts publics après les intérêts privés, après les plaisirs, ce ne sera pas assez de deux jours de délai ; il en faudra bien huit. Je crois que l'importance du sujet est telle qu'il faut remettre à demain, au plus tard, et de siéger de jour en jour ; qu'il n'est pas juste d'accorder un plus long délai, et que les 24 heures d'intervalle ne doivent être consacrées qu'à cet objet. Nous ne sommes pas ici pour notre plaisir et pour plaider des causes, quand surtout on aspire avec tant d'empressement à cette place, et que quelquefois on en est déchu avec tant de chagrin. Si toutefois demain l'on n'était pas prêt, on pourrait demander de nouveaux délais.

il y a
envir
aux s
on d
verne
les lo
Cepen
pour
mand
aucun
et de
entier
dans
obligé
suite
comme
bre, et
rait pe
La

Séance

M. M
ser la q
j'object
glaise v
que j'ai
sion de
avec le
unes de
faire, il
résoluti
tendent
à portée
essentie
l'on pres
résoluti
mon ass
contrer

M. l'O
que sou
comté d
résoluti
aujourd
sentimen
suite de
depuis l
objection
aurait pu
la voix,
gérer de
gratuite
reux. C
glaise n
d'aucun
qui ente
moins qu
s'élevant
qu'il ne
pouvait

il y aurait de la bon ne foi ; les membres des environs ne se montreraient pas indifférens aux sacrifices de ceux qui ont été d'opinion de s'en aller d'abord et de laisser le gouvernement seul, isolé, incapable d'exécuter les lois, et obligé de recourir à l'assistance. Cependant que les membres sont restés ici pour l'intérêt public, ils ont droit de demander qu'on ne prenne en considération aucun autre objet que celui qui les retient ; et de supplier que la chambre y donne en entier son attention. La foule était telle dans les galeries, que la chambre a été obligée de les faire vider. Il a été ensuite résolu que personne ne serait admis comme spectateur sans un billet d'un membre, et que chaque membre n'en donnerait pas plus que trois billets.

La question a été remise.

Séance du soir. — MARDI, 18 février, 1834.

1ère. résolution.

M. NEILSON : Si dès ce soir on veut poser la question sur aucune de ces résolutions, j'objecterai que le reste de la traduction anglaise vient justement de m'être livré, sans que j'aie eu le temps de la lire. La conclusion de ces résolutions est tellement liée avec le tout, elles découlent tellement les unes des autres, que s'il y a des amendemens à faire, ils doivent commencer par la première résolution même ; et comment ceux qui n'entendent que l'anglais auront-ils pu se mettre à portée d'en juger ? Des délais sont donc essentiels ; et pour moi, je déclare que si l'on presse la décision, quelques-unes de ces résolutions qui pourraient peut-être rencontrer mon assentiment après mûre réflexion, rencontreront mon opposition aujourd'hui.

M. l'Orateur PAPINEAU : Je n'ai pas de doute que sous huit jours l'hon. membre pour le comté de Québec ne vote contre toutes les résolutions, comme il est disposé de le faire aujourd'hui. Ce n'est pas l'impression et le sentiment du moment, c'est une longue suite de réflexions et de combinaisons qui l'ont depuis longtemps déterminé. Si toutefois ses objections eussent été personnelles à lui, on aurait pu y déférer peut-être ; mais s'il élève la voix, ce n'est pas pour lui, c'est pour suggérer des objections à d'autres, dont tout gratuitement il se fait l'avocat et le procureur. Cette objection, que la traduction anglaise n'a été livrée que tard, ne peut être d'aucun poids pour l'hon. membre lui-même, qui entend parfaitement bien le français : à moins qu'un sentiment d'orgueil national, ne s'élevant au fonds de son cœur, ne lui ait dit qu'il ne devait pas lire en français ce qu'il pouvait lire en anglais, dans une langue

moins familière, ce qu'il pouvait lire dans une autre qu'il entendit mieux, et qu'il n'ait prétendu user du droit de voir ces résolutions dans l'une et l'autre langue. Ce droit serait applicable ici, s'il s'agissait des procédés de cette chambre ; mais il ne s'agit que de résolutions, l'ouvrage d'un seul membre, qui strictement parlant, sinon convenablement, aurait eu le droit de ne nous les communiquer qu'une à une et que dans une seule langue, et alors chacune d'elles aurait été traduite, à mesure qu'elle aurait été présentée. Dès hier j'ai été surpris qu'on tentât d'éloigner cette première résolution, qui défend contre la calomnie notre honneur et celui de nos constituans, la loyauté canadienne. La méfiance contre le peuple canadien, l'accusation de déloyauté contre lui, ont dû paraître toutes simples dans les calomnies et les agressions du conseil législatif. Que ce mensonge effronté y ait pris source, il n'y a là rien de surprenant ; mais ce à quoi on ne devait pas s'attendre, c'est qu'il fût renouvelé ici, dans cette chambre, par des représentans du peuple. Ce comité général s'est formé à la demande de l'hon. membre pour le comté de Montmorency, M. Bedard : il nous a dit, au nom du pays qui nous attend, que nous étions tous appelés au 15, à donner chacun notre opinion libre et indépendante sur l'état de la Province, et à déclarer si nous avons lieu de nous louer des actes de l'administration et des institutions qui nous régissent, et si nous devons nous plaindre des uns et demander la réforme des autres. Chacun de nous doit être aujourd'hui accusateur, si l'amour du pays nous anime, chacun de nous doit être prêt à soutenir les accusations portées par l'hon. moteur, ou prêt à dire que l'exécutif a sa confiance, et que le conseil législatif lui paraît bien constitué. C'est sur cette question que nous devons être prêts à décider, à tout blâmer ou à tout approuver, à dire que tout est bien ou que tout est mal, sans nous occuper d'aucune considération étrangère, ni voir ce que pensent, ce que méditent, ce que se proposent d'autres autorités. C'est sur notre honneur et notre conscience seuls que nous avons à répondre de notre détermination. Il est bien vrai que nous venons ici avec des droits égaux d'entrer sur cette question, et de suggérer librement des propositions à l'assemblée. Mais il n'en est pas moins vrai que les règles des convenances et des usages parlementaires demandaient que M. Bedard, le principal moteur, eût la faculté de dire qu'il n'était pas encore prêt, et demandât la permission de remettre à quelques jours ; et je ne vois pas pour quelle raison les hon. membres pour le comté de Québec et de Sherbrook, MM. Neilson et Gagy, se sont levés avec tant de précipitation pour lui en-

lever, lui arracher sa mesure, et s'en sont emparés avec empressement et avidité, quand il ne s'agissait que de la faire venir un peu plus tôt ou un peu plus tard. Voilà quel était l'état de la question; et voilà sur quoi personne ne devait avoir des idées plus saines et plus sûres que les deux hon. membres. Il a donc dû paraître surprenant que M. Bedard ait été interrompu au milieu de ses procédés par deux hon. membres, qui ont énoncé leur opinion sur ce sujet, de montré leur embarras et leur vacillation, et avoué une opposition formelle à ses résolutions, en demandant un délai de huit jours, sans songer qu'ils avaient eu trois semaines pour se préparer. Par cette demande de délais affectés, et leur opposition à la première résolution, ne nous annoncent-ils pas clairement qu'ils sont amis d'un ordre de choses différent de celui énoncé dans les résolutions, et qu'ils approuvent ce que celles-ci réprouvent. S'il en est ainsi, il s'agit donc d'entrer en matière, et de leur donner des argumens. Je ne crois pas qu'il puisse y avoir de difficultés à la faire dès ce moment; surtout lorsqu'en grande partie ces résolutions ont déjà été votées par les membres qui font de l'opposition, et qu'ils doivent voter encore, s'ils ne veulent se jeter dans les contradictions les plus manifestes. Que s'ils comprennent bien leur devoir comme représentans du peuple, comme revêtus d'une des plus grandes dignités, comme appartenant à un corps bien supérieur en respectabilité à un autre qui dépend des caprices d'un seul homme, ils doivent sentir tout ce qu'il y a d'honneur d'être appelés à ce rang, et s'estimer assez eux et leurs confrères, pour dire qu'ils ne veulent pas jouer dans cette mesure, et l'éluder par des puérilités. Si parmi ces résolutions quelques-unes se trouvent être trop compliquées; à mesure qu'elles se présenteront, ce sera le temps de les opposer, de donner des raisons et des argumens, de citer des faits et des principes, qui puissent jeter des doutes sur l'exactitude des faits et des principes qui y seront allégués, et la confiance qu'on doit y mettre, et justifier la demande de les ajourner à un jour ultérieur. Mais refuser de voter sur cette première résolution, qui énonce la loyauté canadienne, qui repousse la calomnie qui a tenté de la souiller, qui dit que les Canadiens ont résisté aux sollicitations de caractères aussi grands et aussi nobles que ceux des Franklin et des Washington, qui les appelaient à se joindre à eux dans la carrière où la persécution de l'Angleterre avait jeté les Etats-Unis, et qui les a conduits à cet état de bonheur et d'agrandissement où nous les voyons; refuser, dis-je de voter cette résolution, est une détermination qui ne peut aisément se comprendre. Qu'on nous dise si les faits qu'elle énonce sont vrais ou non; qu'on les nie, qu'on se

joigne aux calomniateurs, qui payés par les Canadiens, n'ont cessé de mentir contre eux, et de choisir quelques faits isolés d'individus, pour en rejeter le blâme sur la population entière. Qu'on remonte au temps de la conquête, sous le général Murray, quand la calomnie avait donné tant de méfiance contre le peuple du ce pays, qu'on avait arraché les armes des particuliers, qui n'ont jamais été rendues, et distribué des soldats dans les familles : et l'on verra que depuis ce temps la faction anglaise, qui souille et salit les gazettes anglaises, n'a cessé de nous représenter comme un peuple déloyal et peu attaché à la Mère-Patrie. M. Neilson, mieux instruit qu'aucun dans l'histoire politique de cette colonie, a eu la générosité de se faire Canadien, et de dévoiler ces trames d'iniquité, et aujourd'hui il n'a pas la force de se répéter. Je ne crois pas qu'il y ait de difficulté à voter sur cette première résolution dès ce soir. Je suis bien aise de mettre les hommes à l'épreuve sur ce fait, et de voir si, dans le fonds du cœur, on nourrit des penchans à la calomnie. Il ne faut pas se jouer d'un sujet de cette importance. Nous devons faire quelques pas : déjà il y a eu assez de délai. Nous devons sentir, tout le monde doit sentir que la forme de notre gouvernement est vicieuse, et nos administrations fautives. Le gouverneur et le conseil ont leur part du pouvoir, et ils ont dû dans ces circonstances délibérer aussi eux sur l'état de la Province. Si nous avions voté ces résolutions sans qu'elles fussent venues à leur connaissance, nous aurions eu l'air de n'oser avouer ces vérités, craindre une prorogation de la part de l'Exécutif, ou qu'il ne mit la défection dans nos rangs. Le gouverneur les a vues et les a lues, ces résolutions ; il a eu deux jours pour délibérer, et il a été le maître de nous dire qu'il ne donnait pas son consentement à ce qu'on les discutât, en nous prorogeant. Il a dû prendre, et il a pris l'avis de son conseil sur ce sujet. Hier et aujourd'hui, il a pu nous envoyer encore : il ne l'a pas fait. Il est vrai pourtant qu'on ne pouvait pas supposer qu'il nous permettrait d'examiner davantage ses torts et ses injustices. Le temps est passé à présent : si cette chambre n'est pas la force du pays, elle la représente, elle l'exprime. La vérité pénétrera enfin. L'Exécutif est convaincu que nos accusations seront appuyées par le peuple. Il doit savoir aussi qu'une faction et une fraction sont la même chose, et que la cabale commerciale, qui prétend tout régir ici, n'est pas la force de ce pays. La force des évènements dans cette province a porté la conviction, que les vœux de la masse de la population doivent être suivis ; et je ne crois pas à ceux qui ont dit d'avance qu'on oserait nous dissoudre. Nous avons à examiner, si aujourd'hui nous ne sommes pas rendus à cette époque qu'il faut

tyes par les
pour contre
isolés d'in-
e sur la po-
au temps
al Murray,
tant de mé-
pays, qu'on
iculiers, qui
istribué des
n verra que
nglaise, qui
glaises, n'a
ne un peuple
lère-Patrie,
aucun dans
ie, à eu la
et de dévoiler
d'hui il n'a
e crois pas
ur cette pre-
e suis bien
rouve sur ce
du cœur, on
nnie. Il ne
cette impor-
pas : dé-
avons sen-
la forme
euse, et nos
gouverneur et
ir, et ils ont
libérer aussi
nous avions
es fussent ve-
aurions eu
ées, craindre
Exécutif, ou
nos rangs. Le
lues, ces ré-
pour délibérer,
dire qu'il ne
à ce qu'on les
il a dû pren-
conseil sur ce
pu nous en-
t. Il est vrai
supposer qu'il
avantage ses
s est passé à
pas la force
lle l'exprime.
Exécutif est
s seront ap-
avoir aussi
ont la même
merciale, qui
s la force de
ens dans cette
que les vœux
doivent être
ux qui ont dit
ssoudre. Nous
d'hui nous ne
oque qu'il faut

que la première magistrature de l'état re-
couvre le respect qu'elle a perdu, et que
l'honneur, la fortune, la liberté et l'existence
du peuple soient mises en sûreté, ou se ré-
soudra voir tomber l'un au dernier degré
d'avilissement, et l'autre s'emporter à des
excès. Oui, je le crois, nous en sommes ve-
nus à ce jour. Il y a de la honte, de l'infamie
à ceux qui coudoient des commissions
sous un gouvernement, qui les met en oppo-
sition avec les lois, et en lutte avec le peup-
le et ses représentants. Quelques-uns sem-
blent entrer dans cette mesure avec trop
d'alarmes, et s'imaginer qu'il faut des nerfs
de fer pour se soutenir dans cette époque
importante. Ce n'est pas un état nouveau
pour la Province que cet abus du pouvoir ;
c'est une habitude à la quelle on est presque
formé. Depuis la cession du pays jusqu'en
1792, des gouverneurs Militaires, tels que le
Général Murray, ont pu maintenir contre
les Canadiens l'orgueil et les jalousies de la
partie de la petite population anglaise, de
gens qui se disaient les conquérants du Pays,
et qui n'étaient que les vivandiers de l'ar-
mée ; qui se faisaient grands eux-mêmes et
qui n'étaient que petits dans l'esprit des au-
tres. Dès lors a été mis en opération le sys-
tème d'exclusion et de distinction nationale.
Dans ces temps de malheur et d'ignorance,
où l'on appelait à des guerres religieuses les
sectes protestantes et catholiques ; dans ces
temps, dis-je, on prétendit faire régner dans
les Canadas ces lois de sang, et appeler sur
les catholiques Canadiens la même persécu-
tion qui pesait sur les catholiques d'Angleterre.
Si ce complot inique n'eut pas tout son succès,
il en eut au moins de grands. C'est à cette
époque qu'on disait que les Canadiens ne pou-
vaient pas être jurés etc., à cause de leur catho-
licité ; et que cette exclusion a été long-temps
mise en pratique. On n'a choisi que des shérif-
s protestants, qui eux-mêmes ne prenaient
que des jurés protestants : et les juges ont toléré
ces abus, malgré que ce fût une violation des
lois. Et quand il a fallu établir un nouvel ordre
de choses, le préjugé était tellement enraciné,
que dernièrement encore le shérif de Montréal,
pour complaire à l'exécutif, en violation de
la loi, et pour sauver des criminels, qui tôt ou
tard auront leur juste punition, a fait un de ces
choix illégaux et partials de jurés, et oublié son
devoir et son serment. C'est à l'époque, dont
j'ai parlé, qu'a commencé ce système de distinc-
tion dans les places, dans les honneurs,
dans les privilèges, et qu'il a été perpétué jus-
qu'à nos jours. Sous ces circonstances, des dé-
marches furent prises alors, des requêtes furent
dressées et présentées avec fermeté, avec as-
surance, avec espoir, par des hommes, qui n'a-
vaient pas l'inviolabilité de rang et de caractère
qu'ont des représentants du peuple, qui voyant
aujourd'hui des maux plus grands, n'osent de-
mander ni des remèdes ni des réformes. S'ils
disent que tout est bon, tout est bien, ils rece-
vront, sans doute, des récompenses, mais per-
sonne ne leur enverra cet avantage. A cette
époque, c'était des hommes qui réclamaient

leurs droits comme hommes, et comme sujets
britanniques. On reconnut qu'il y avait des
principes conformes au droit des gens, qu'on ne
pouvait violer ; qu'il y avait dans le Canada
une population, qui avait des lois, une religion
une langue, des mœurs et des institutions qui
devaient lui être conservées ; on fit des repré-
sentations en Angleterre, appuyées par le peup-
le ; et dans un temps, où les Canadiens n'étaient
guères instruits du droit public et politique, au
milieu du mouvement et de l'agitation de la po-
pulation des Etats-Unis pour résister à l'op-
pression de la métropole, on ne craignit pas de
demander des réformes, et on les obtint. La
suite de ces démarches fut l'acte de Québec,
tout vicieux, tout imparfait qu'il était, et qui a été
le sujet de tant de plaintes, mais qui fut donc né
alors, parce qu'il parut conforme au vœu géné-
ral. Tous ceux qui avaient été employés par
l'ancien gouvernement s'étaient retirés, avaient
disparu avec sa chute, et il n'était resté qu'une
population agricole, sans éducation, tremblante
et muette de terreur par suite des événements
dont elle avait été témoin, et ignorante des
droits de l'homme en société. La seule partie
de la population, qui avait des lumières et des
idées de droit public, représentait la nécessité
d'avoir un conseil législatif. Cet acte rencontra
l'assentiment et fut reçu avec avidité d'un corps,
qui pouvait mieux en juger. Le peuple n'a-
vait point alors d'existence politique ; mais le
clergé, à qui cet acte conservait tous ses droits,
ses privilèges, et sa prépondérance, avantages
qui lui sont bien mieux conservés par la con-
fiance, la persuasion religieuse et la conviction
des peuples, parce que l'histoire prouve com-
bien folles et vaines sont les persécu-
tions religieuses ; le clergé, dis-je, accueillit
cet acte avec empressement, s'attacha à la cause du gouvernement, et négligeant
celle du peuple, le trouva bon, parcequ'il lui était avantageux. Néan-
moins quelles furent les premières démar-
ches de l'administration ? L'autorité des juges
devint exorbitante, et le pouvoir législatif se
trouva dans les tribunaux. On énonça la maxi-
me que les lois d'un autre pays devaient être
données aux Canadiens, parcequ'elles cou-
vraient l'ignorance et la mauvaise foi des juges.
Si quelqu'un oserait avoir droit de se plaindre
d'un jugement qui le mettait hors de cour, on
lui disait : c'est un maquo de forme, c'est par
une règle de pratique que vous ne connaissez
pas. C'est à cette époque d'injustice odieuse,
que la demande d'une réforme ne pouvait aisé-
ment se faire, parcequ'il n'y avait pas de bran-
che populaire, de point de ralliement pour les
hommes éclairés et bienveillants, qui se formaient
à l'étude de la politique. Il se trouva néanmoins
des individus, dévoués à la cause de leur pays,
qui demandèrent des changemens, et des chan-
gemens bien plus importants que ceux que nous
demandons aujourd'hui ; qui faisaient trembler
ceux qui avaient le pouvoir en main, et qui de-
vaient faire trembler des conseillers, qui gou-
vernaient arbitrairement, et dont la réforme de-
vait amener la ruine. C'est sous ce régime, où
l'on entassait dans des pontons, dans des vais-
seaux pourris, ceux qui avaient osé se plaindre
des gens en pouvoir, qu'on allait même jusqu'à
leur couper les oreilles ; c'est dans ce temps
que des hommes zélés et intrépides préparèrent

des requêtes et sollicitèrent des signatures, pour demander à sortir de cet état funeste. Si l'on n'a pas la l'histoire de ces temps, l'on ne peut pas s'imaginer à quels dangers ils s'exposaient. Le conseil réunissait alors tous les pouvoirs, législatif, judiciaire, et administratif. Quand il fut question de ces requêtes, c'était quelque temps après l'indépendance des Etats-Unis. Dès lors commença ce temps de calomnies et d'injures, qui a continué jusqu'à aujourd'hui, et c'est alors que ceux qui voulaient le bien de cette colonie, furent traités de mécontents, d'ambitieux, de révolutionnaires, comme on l'est de nos jours, sans qu'on se donne la peine de citer des faits. Ceux qui signèrent ces requêtes, furent accusés d'avoir favorisé la révolution des Américains, quand ceux-mêmes, qui portaient ces accusations, s'étaient sauvés aux Etats-Unis, et avaient ensuite reçu des places dans cette Province, comme il est arrivé de nos jours. L'amour du désordre dans le conseil avait conservé une ordonnance odieuse, tyrannique, en vertu de laquelle on distribuait des soldats chez les citoyens. Les juges en personne menaçaient tels et tels individus de se bien venger, s'ils demandaient le système électif; et ils disaient qu'ils renouvelleraient cet usage de distribuer ainsi les soldats. L'année suivante cette ordonnance fut rétablie, et malgré que nous ayons voulu depuis effacer du livre de nos statuts cette loi inique, le conseil n'a jamais voulu y consentir, peut-être parcequ'il a espéré pouvoir la mettre en force quelque jour. C'est probablement une lettre morte, parcequ'en effet dans la guerre avec les Etats-Unis on a tenté en vain de vouloir la mettre en opération, et que devant les tribunaux des avocats en ont si bien fait sentir les inconvénients, que le gouvernement y a renoncé. Il y a donc lieu de croire qu'elle ne sera plus jamais mise en force. Toutefois au temps dont j'ai parlé, on annonça qu'on la renouvellerait, et on le fit. Des soldats furent distribués dans les familles, et leur insolence y a causé plus de trouble, de désordre, et de chagrins qu'il n'y en ait jamais eu dans ce pays. Néanmoins ces citoyens, qui étaient ainsi examinés, et exposés à être traités devant les tribunaux, n'ont pas craint d'arracher la toute-puissance de l'autocratie qui régnait alors. Jusque là il n'y a donc pas de paix et de bonheur dans le pays, mais de l'oppression et de l'arbitraire. On a cru que quelque chose de semblable au régime colonial des Etats de l'Amérique, convenait au Canada. Quel a été le jour qu'on puisse dire avoir été une époque de contentement? Quel est le gouverneur, qui n'a pas plus mérité de reproches et de haine, que d'estime et d'affection? Est-il possible que le hasard ou que quelque divinité maligne qui préside à ce pays, aient voulu qu'on ne nous ait donné, pour nous gouverner, que des hommes ignorants et corrompus? Il faut que cette circonstance, qui remonte si haut, se trouve dans la nature même de nos institutions. Je demande si les mêmes plaintes n'ont pas toujours été répétées. Parcourons les diverses époques, entre lesquelles on peut partager les variations, qu'a souffertes la constitution. Depuis 1792 jusqu'en 1810, les canadiens furent indifférents et peu éclairés sur leurs droits constitutionnels; ils ont vu les délibérations de l'assemblée influencée par les adminis-

tions, l'assemblée elle-même composée exclusivement de la population d'origine anglaise, qui parce qu'elle avait eu l'impudence de dire qu'elle seule était sage et éclairée, et à force de le répéter, avait fini par se faire croire, et engagé les canadiens à lui remettre le soin de leurs affaires. Tout alors fut fluit pour et par l'administration. Eux qui reprochent l'ignorance aux canadiens de ce temps, n'en ont-ils pas montré d'avantage? Cette époque de la législature n'est-elle pas la plus pauvre? Quel acte important a été passé pour l'avantage des canadiens? Que n'a-t-on pas fait plutôt pour augmenter le pouvoir et le patronage? C'est aussi vers ce temps que ceux qui, par leur partialité et leur animosité contre les droits du peuple, avaient fait révolter l'Amérique, se sont réfugiés en foule dans ce pays, et en ont usurpé les places. Depuis M. Smith, et toute sa famille, attentive à torturer les lois du pays et à se revêtir de la toute-puissance, ces étrangers ont prévalu et régné sur tout sans contrainte. Pour s'attacher l'Exécutif, et se mettre à l'abri de son autorité, ils ont consenti à passer des actes de revenus perpétuels, quand ils avaient sous les yeux l'exemple des autres colonies, qui ont eu la sagesse de n'en créer que de temporaires: ici au contraire toutes les appropriations ont été permanentes; et la chambre lutte encore en vain pour reconquérir ses droits. Il semble que la liberté qu'ils aiment tant en Angleterre, n'ait plus d'attrait pour eux ici, et qu'elle ne leur paraisse plus qu'une prostituée, qu'ils doivent rejeter, s'il faut qu'elle soit amie de nous, comme elle l'est d'eux. Ils ont donné des pouvoirs sans limites aux cours et aux juges qui les président; ils leur ont donné des droits énormes, qui répugnent à l'état du pays, et qui ont été le sujet de plaintes graves. Tous les membres disent qu'ils ont en vain demandé que la justice fût rendue librement, et sans qu'elle fût contrôlée par quelque autre autorité. Poussera-t-on aujourd'hui la partialité jusqu'à n'oser demander la réforme de ces abus? Est-ce que les juges, s'ils n'eussent eu ce pouvoir, auraient fait ces règles de pratique si contraires aux lois du pays, où ils semblent avoir pris à tâche de se grandir eux-mêmes, d'enchaîner le barreau et de l'humilier? Eh bien! la source des mêmes abus se trouve encore dans la circonstance, qu'un gouverneur, appuyé par une branche de la Législature, peut toujours faire le bien de ses favoris, d'hommes qui eux-mêmes peuvent faire la fortune des gouverneurs. Il me semble qu'il n'y a rien de plus bas que la noblesse anglaise, qui nous vient dans ce pays, tant elle aime les places, tant elle aime l'argent. Quand je pense qu'un duc de Richmond, qui avait commandé l'Irlande en qualité de vice-roi, o un sentiment d'orgueil national l'environnait tous les jours, au milieu de Dublin, de la pompe et de l'éclat de la Royauté, et que cet homme, après avoir abandonné ce théâtre bril-

lant, s'en va
sa fortune v
autre noble
réparer son
mence à du
de la nobles
trempe, qui
qui trouven
ceveurs gé
rous se pas
frauduleux
ciers, de te
leur trempe
est bien, q
tent. C'est
qui règne e
mais eu d'
plus mépri
le demand
vernement
celui qui
chansons p
boulets et
gislature a
parceque l
pieds, que
vait un me
pressé des
prendre la
la représen
et l'on
tait jusqu
par la jo
Depuis ce
ces, l'arge
ployé pou
tout a été
che, s'ava
pinion des
de choses
Ceux q
liatifs, des
de certai
seils, cert
gré d'avo
défaite, e
dépassé le
puis long
maux; to
la difficul
git d'exan
a des per
électifs e
ennes, v
idées. C
institution
rer ni en
per qu'on
si bon et
certain d
toute p
Dans l'in
constitut
de cette
le deman

de exclusi
nglaise, qui
ce de dire
et à force de
roire, et en-
le soin de
pour et par
hent l'igno-
n'en ont-ils
poque de la
vre ? Quel
l'avantage
fait plutôt
patronage ?
ui, par leur
des droits
ler l'Amé-
dans ce
laces. De-
sillo, atten-
le revêtir de
ont prévalu
Pour s'at-
abri de son
des actes
ils avaient
les colonies,
er que de
tes les ap-
tes ; et la
r reconqué-
berté qu'ils
plus d'at-
ur paraîsse
aient rejeu-
s, comme
es pouvoirs
es qui les
des droits
ux pays, et
aves. Tous
a vain de-
brement, et
elque autre
ui la par-
la réforme
juges, s'ils
nt fait ces
aux lois du
âche de se
le barreau
source des
dans la cir-
cuyé par une
ut toujours
ommes qui
me des gou-
y a rien de
e, qui nous
e les places,
d je penso
it comman-
o un sen-
ronnait tous
le la pompe
et cet hom-
théâtre bril-

lant, s'en vint ici pour réparer les débris de sa fortune ; et qu'il eut pour successeur un autre noble, qui venait aussi gagner de quoi réparer son vieux château délabré : je commence à douter de ce grand désintéressement de la noblesse anglaise. Des hommes de cette trempe, qui ne sont ici que pour s'enrichir, et qui trouvent des conseillers, qui sont aussi receveurs généraux, et prêts à prendre l'argent, tous se passant les uns les autres des actes frauduleux pour se soustraire à leurs créanciers, de tels hommes veulent des hommes de leur trempe et de leur pâte, qui diront que tout est bien, que tout est bon, puisqu'ils en profitent. C'est un ordre de choses qui a régné et qui règne encore plus que jamais. Il n'y a jamais eu d'administration plus ignorante et plus méprisée que celle d'aujourd'hui. Et, je le demande, quel est le plus faible des gouvernemens, celui qui s'est attiré la haine, ou celui qui est tombé dans le mépris ? Des chansons peuvent autant contre lui que des boulets et des épées. Depuis 1810, la Législature a pris une nouvelle forme : c'est parce que les lois avaient été foulées aux pieds, que chacun, voyant tout ce que pouvait un mauvais gouvernement, s'est empressé des s'immiscer aux affaires, et de prendre la cause de la patrie. Le goût pour la représentation a de beaucoup augmenté, et l'on a senti que la chambre n'était jusque là en partie constituée que par la jonte et la cabale administrative. Depuis ce temps les dissolutions, les menaces, l'argent, les honneurs, tout a été employé pour intimider et pour corrompre ; et tout a été inutile. L'opinion publique marche, s'avance pour accuser, pour écraser l'opinion des cabales ; pour dire que cet ordre de choses ne peut exister plus longtemps. Ceux qui s'y opposent ont proposé des palliatifs, des petits bills pour la disqualification de certains officiers à siéger dans les conseils, certains qu'ils sont qu'on leur saura gré d'avoir voulu retarder le moment de la défaite, et ignorant qu'ils ont trop tardé, et dépassé le but. Des plaintes existent depuis longtemps ; tous conviennent de nos maux ; tous sont unanimes pour accuser : la difficulté est quant aux remèdes. Il s'agit d'examiner où nous les prendrons. Il y a des personnes, qui, occupées des systèmes électifs et des autres constitutions Européennes, voudront nous entretenir de ces idées. Ce n'est pas à nous à décider des institutions de l'Europe ; on ne peut l'éclairer ni en bien juger. Nous devons examiner quel doit être notre sort, le rendre aussi bon et aussi durable que possible. Il est certain qu'avant un temps bien éloigné, toute l'Amérique doit être républicaine. Dans l'intervalle, un changement dans notre constitution, s'il en faut, doit-il être en vue de cette considération ? et est-il criminel de le demander ? Les membres de cette cham-

bre en sont redevables à leurs constituans comme d'un devoir sacré, et, quand bien même le soldat devrait les égorgers, ils ne doivent pas hésiter à le faire, s'ils y voient le bien de leur pays. Il ne s'agit que de savoir que nous vivons en Amérique, et de savoir comment ont y a vécu. L'Angleterre elle-même y a fondé de puissantes républiques où fleurissent la liberté, la morale, le commerce et les arts. Les colonies Espagnoles et Françaises, avec des institutions moins libérales, ont été plus malheureuses, et ont dû lutter beaucoup contre le vice de ces institutions. Mais le régime anglais, qu'a-t-il été dans les colonies ? A-t-il été plus aristocratique que démocratique ? Et même en Angleterre est-il purement aristocratique ? C'est donc une grande balourdise de M. Stanley, de nous parler du gouvernement monarchique d'Angleterre en 1834. Du temps de la maison des Stuart, ceux qui ont maintenu le pouvoir monarchique, ont perdu la tête sur les échafauds. Depuis ce temps la constitution de l'Angleterre a été appelée mixte, et elle ne devait pas être appelée autrement. Lui, Mr. Stanley, ministre par un vote de la chambre et malgré le Roi, à qui l'on a dit de l'accepter ou de perdre sa couronne, Mr. Stanley, méprisé aujourd'hui par le peuple, vient nous parler du gouvernement monarchique de l'Angleterre, quand des changemens sont permis à ses habitans, si grands par leur commerce, leurs institutions, et les progrès qu'ils ont fait faire à la civilisation, aux arts et à la liberté sur tout le globe ; et quand cette nation vient d'introduire de nouveaux alimens de bonheur, en demandant la réforme de l'aristocratie, et en augmentant la force du principe démocratique dans son gouvernement. Le système vicieux qui a régné dans les colonies, n'a fait que donner plus d'énergie au peuple, pour se rendre républicain : c'est ce qui a été le cas dans les états du nord de l'union. Dans les colonies du milieu des Etats-Unis, quoique les institutions y fussent plus républicaines et plus libérales, le peuple y a été le dernier à se révolter : et la raison en est bien simple, c'est qu'il n'avait pas eu à lutter contre la métropole, les secrétaires coloniaux ; que les assemblées y étaient nombreuses, et les salaires modiques ; que personne n'y pouvait influencer sur des corps élus tous les ans, et qu'il était donné pour avis à la mère-patrie que le gouvernement colonial ne durerait qu'aussi longtemps que la bonne intelligence. D'ailleurs le nombre des états rendait la lutte plus facile. Dans les Etats régis par des propriétaires, les oppositions y étaient plus fréquentes ; mais néanmoins le gouvernement n'y était pour rien, il ne menaçait pas sans cesse : aussi un sentiment de liberté a-t-il régné de bonne heure ? Quelles n'en ont pas été les conséquences ? Comme ces colonies ont eu bientôt devancé celles de la France, qui avait fait de bien plus grands sacrifices que l'Angleterre. En effet, depuis Québec jusqu'à la Nouvelle-Orléans, la France avait bâti en divers lieux des forteresses, et des maisons d'instruction publique ; elle y a sacrifié ses trésors sans succès, parce que c'était des Européens, qui voulaient gouverner des Américains, et suivant cet axiome qu'une nation n'en peut gouverner une autre. Cette prétention de dire, je vous

réglerei, je législaterai pour vous, y a tout perdu : c'est le contraire, où le principe démocratique a prévalu. Quel espoir d'agrandissement n'ont pas les Etats voisins ? Dans un temps où des gouvernemens militaires couvrent l'Europe de sang, les Etats-Unis, sans alarmes, sans trouble, ouvrent leurs ports comme l'asile du malheur, ou viennent se froisser et se briser toutes les opinions contre des opinions bien meilleures, et bien plus profondément gravées dans les cœurs. C'est pourquoi ils ne craignent pas les sentimens des généraux de Bonaparte, qui s'y sont réfugiés. Toutes les opinions, tous les préjugés de la vieille Europe viennent tomber auprès du républicanisme de l'Union. On n'y a pas besoin d'armée, ni de censeur de la Presse. Chacun peut tout dire, tout écrire, et l'intérêt de tous assure qu'il n'y a pas de danger que des erreurs y prennent racine, et s'étendent au point de devenir contagieuses. L'esprit humain y a tous les moyens de s'y éclairer et perfectionner ; et néanmoins, sous prétexte d'améliorations, on n'y peut rien bouleverser. C'est donc dans l'histoire des autres colonies anglaises, qu'il faut chercher ce qui nous convient. On demandera d'où vient la différence de notre régime avec le leur. Cela est dû à des circonstances particulières. Le peuple de ce pays, étant sous la foi des traités, aucune autorité n'a pu changer des droits qui lui étaient assurés. Mais ce sont des ambitieux, des factieux, des méchans, tels que ceux qui, guidés par la passion, nous disent aujourd'hui qu'ils nous imposeraient d'autres lois, sans examiner si elles nous conviennent ; ce sont eux qui ont été les auteurs de cet état de choses. Les intrigues des marchands étrangers, les préventions suscitées contre nous, ont été les moyens mis en œuvre pour capter l'assentiment des Bureaux Coloniaux, pour bouleverser les lois du pays, et pour ôter à la législature le pouvoir de décider sur ce qui lui convient. A quoi bon ce simulacre de législature ? Ce n'est donc qu'un jeu qu'on a fait en Angleterre, quand on a reconnu que nous seuls devions juger de nos besoins, et les faire connaître ; si d'un autre côté quelques individus dans le conseil législatif, concourant dans quelques lois absolument nécessaires pour ne point s'exposer à une haine trop forte, intriguent ensuite pour les faire rejeter ailleurs. A quoi bon une telle législature, si sans cesse nous sommes entravés ? Je ne connais pas de combinaison possible qui, tant que l'exécutif présidera à la formation du conseil, puisse lui permettre de faire le bien. On a voulu chercher quelques palliatifs, en y appelant de grands propriétaires ; mais souvent ceux-ci sont des dissipateurs, qui consomment leur patrimoine, et perdent bientôt leur indépendance dans une situa-

tion, où les gouverneurs, pouvant toujours puiser dans les coffres pour acheter, non leur conscience, car ils n'en ont pas, mais leurs opinions, les achèteront inévitablement. On peut voir par le rapport des débats que quelques-uns des plus frénétiques, qui ont pris part aux discussions, sont de grands propriétaires, mais s'ils ont été choisis, c'est que leur frénésie était bien connue. Il y a des gens qui croiraient ne se pas distinguer, s'ils avaient les sentimens communs des hommes, et s'ils ne montraient leur goût pour ce qu'on méprise : ce sont ces gens qui conseillent l'administration. Quand on voit qu'on ne peut pas citer un jour où la constitution a produit du contentement, doit-on douter qu'il faille des changemens ? Qu'on demande au peuple de ce pays, s'il est content. Qu'on se demande si, sous un autre ordre de choses, le Conseil constitué de manière à avoir autant de bonne foi que de lumières, ne produirait pas le bien du pays ? parce qu'en effet, partout où il y a des lumières, il y a de l'amour pour la liberté. Réunis par le système électif, ils seraient les apôtres des droits de l'homme ; leurs sentimens seraient conformes à ceux du peuple ; et l'expérience en bien des choses, qu'ils ont acquise au delà de l'océan, ferait marcher graduellement les améliorations dans cette colonie. Ces hommes si fougueux, et si acharnés contre les droits du peuple, ne voyant pas d'autre théâtre que celui qu'il leur offrirait, et rencontrant des compétiteurs dans la Chambre d'Assemblée, auraient des motifs d'agir d'après leur pleine conviction et de concourir dans tout ce qui serait bon ; tandis qu'aujourd'hui ils ont des motifs de semer la discorde et la dissension. Et cela est d'autant plus vrai, qu'étant dans un pays nouveau, nous recevons des gouverneurs qui n'ont que de deux rôles l'un à jouer : s'ils ont des talens et des lumières, l'orgueil des Eropéens qui les environnent, fier de cette qualité, comme s'ils emportaient toutes les lumières et tous les progrès de la nation qu'ils quittent, les corrompt, bientôt. Quelle en est la récompense ? Portés dans les conchils, ces gens ont des intérêts contraires à ceux du peuple, et dès lors le gouvernement devient difficile, et désavantageux pour le peuple. Si au contraire il se trouve un gouverneur ignorant et qui demeure dans l'inaction, bientôt le peuple le méprise, et se demande s'il n'est ici que pour s'engraisser. Il ne voit dans les emplois qu'un frêlon indolent, qui dévore le miel, et n'est d'aucune utilité. Il est donc clair que le système, qui donne le plus de patronage est le plus contraire à la permanence du régime colonial. Nous l'avouons, c'était un malheur de circonstances que celui de la différence d'origine, auquel il n'y avait pas de remède. Néanmoins on a fait ce qu'on a pu pour le faire disparaître,

en d
vince
mett
de de
pas
amél
et de
d'Ar
lance
toute
des é
on l'
autre
dema
class
plus
lo co
puye
soit l
abus
est l
enec
les c
glan
gore
dans
il a
indig
men
n'ou
q'ion
tion
men
nous
hait
réjou
dava
malh
bleu
voir.
qui
porte
do
eux-
rir d
nous
pouv
notr
les
sout
qui
naiss
ici l
égale
faite
glai
les
sub
celu
priv
tout
just
sont
veu

avant toujours,
ur acheter, non
ont pas, mais
inévitablement.
t des débats que
éthiques, qui ont
sont de grands
ont été choisis,
it bien connue.
t ne se pas dis-
sentimens com-
ne montraient
éprise : ce sont
l'administration.
ut pas citer un
oduit du conten-
faillie des chan-
du peuple de ce
on se demande
oses, le Conseil
autant de bonne
uirait pas le bien
partout où il y a
our pour la liber-
ectif, ils seraient
me ; leurs sen-
eux du peuple ;
oses, qu'ils ont
ferait marcher
ons dans cette
fougueux, et si
du peuple, ne
de celui qu'il leur
mpétiteurs dans
aient des mo-
ne conviction et
qui serait bon ;
des motifs de
ention. Et cela
nt dans un pays
es gouverneurs
à l'un à jouer :
ières, l'orgueil
nnent, fiers de
portaient toutes
s de la nation
ientôt. Quelle en
dans les conseils,
ntraires à ceux
gouvernement de-
ux pour le peuple.
un gouverneur
l'inaction, bien-
se demande s'il
er. Il ne voit
n indolent, qui
cune utilité. Il
p, qui donne le
is contraire à la
hial. Nous l'a-
le circonstances
origine, auquel
Néanmoins on
faire disparaître,

en disant les Canadas en deux Pro-
vinces. Pourquoi était-ce, sinon pour per-
mettre à chacune de ces diverses contrées
de défendre ses droits respectifs ? mais non
pas jusqu'au point d'être aveugles sur les
améliorations introduites par les étrangers,
et de ne vouloir pas recevoir ses co-sujets
d'Angleterre. Il a fallu bien de la malveil-
lance pour oser dire le contraire ; quand
toujours on a vu de la partialité en faveur
des étrangers. Lorsqu'elle n'était pas avouée,
on l'a tolérée. L'administration est passée
outre à l'ouverture d'une session, elle a
demandé des lois particulières pour une
classe particulière, et ce qu'il y a de
plus odieux et de plus damnable dans
le conseil, c'est qu'il a eu la lâcheté de l'ap-
puyer. C'est passé en principe que le con-
seil veut tout ce que l'exécutif veut. Cet
abus exige absolument une réforme. Quel
est le moyen de la faire ? Est-ce de donner
encore au gouverneur le pouvoir de choisir
les conseillers, après un outrage aussi san-
glant fait à ce pays, en y appelant ces étran-
gers, comme s'il ne s'était trouvé personne
dans ce pays pour remplir cette place. Mais
il a trouvé dans le cœur de ces gens, bien
indignes du rang qu'ils occupent, des senti-
mens conformes aux siens. Que ceux qui
n'ont rien de Canadien, qui ne savent pas ce
qui est juste et équitable ; que cette vile fac-
tion s'attache à ses doctrines ; qu'elle nous
menace, elle ne nous fera pas fléchir. Qu'elle
nous dise qu'elle nous déteste, qu'elle nous
hait : nous lui répondrons que nous nous en
réjouissons, et que nous la haïsons encore
davantage. Mais il faut changer cet état
malheureux de choses, sans redouter le ta-
bleau des dangers frivoles qu'on prétend y
voir. Il n'y a rien à craindre pour ceux
qui veulent le bien, dans ce siècle, et à la
porte des Etats-Unis. Ce sont aux auteurs
de nos maux, à les dévorer, à les avaler
eux-mêmes. Nous ne devons pas concou-
rir dans leurs odieux projets ; ils voudraient
nous faire pendre, ou nous faire égorger, s'ils
pouvaient. Ils nous ont reproché jusqu'à
notre langue, comme si ceux qui possèdent
les deux langues, qui puisent à cette double
source, n'ont pas plus d'avantages que ceux
qui ne puisent que dans une seule. Les con-
naissances des deux nations, dont on parle
ici le langage, sont également étendues, et
également essentielles à une éducation par-
faite. On trouvera dans les publicistes an-
glais, dans les histoires parlementaires, dans
les discours des Fox et autres, des maximes
sublimes de droit et de liberté publiques ; et
celui qui n'a pas puisé à ces sources, s'est
privé de grands moyens, et ne connaît pas
tout ce que lui permet la loi publique, et
jusqu'où elle lui permet de s'étendre : en
sorte que les ennemis du nom canadien, qui
veulent donner des bornes si étroites à la

liberté anglaise, seraient bien mieux d'y aller
lire. Il est donc essentiel d'y voir qu'elles
sont les institutions qui nous conviennent,
et qui ne puissent jamais nous être arra-
chées. Du moment que nous avons appar-
tenus à l'Angleterre, nous avons eu droit à
des institutions aussi démocratiques que les
siennes. On a tenté de nous donner une
aristocratie, et le système ne se trouve pas
applicable. Y a-t-il parmi les masses un
commencement d'affection pour le Conseil
Législatif ! Si, lorsque quelqu'un est nom-
mé conseiller, il était mieux vu, plus res-
pecté, on pourrait dire que le principe com-
mence à s'établir. Mais, je le demande,
y a-t-il eu une époque, où la place de conseil-
ler ait été recherchée, enviée ? Au con-
traire ne voit-on pas ceux qui y entrent, s'en
retirer, n'oser y paraître, et avouer que c'est
un opprobre pour eux d'y siéger, s'ils ont
encore des titres au respect et à l'honneur
de leurs concitoyens.

M. STUART appelle à l'ordre sur ces der-
nières expressions ; et M. GUY demande
à faire vider les Galeries. Après quelques
momens le public a été de nouveau intro-
duit ; et

M. PAPINEAU a continué : je disais,
quand j'ai été interrompu pour répondre
d'un mot choisi au milieu d'une phrase, pour
être mal interprété ; quand on a abusé de la
règle de vider les galeries, sous le faux
prétexte qu'il y avait du bruit, (question sur
laquelle ce n'est pas à nous à décider, mais
à être jugés,) je disais donc qu'il fallait des
changemens dans une branche de la Légis-
lature, qui tous les jours devient plus mépri-
sable ; et qui a été la cause de nos maux
depuis qu'elle existe. Est-ce dans ce mo-
ment, que tout le monde convient de ses dé-
fauts, et qu'un des membres, qui fait de l'op-
position, est convenu qu'il fallait des change-
mens, qu'on voudrait nous faire prendre une
marche rétrograde ; quand un homme, qui
lui-même a presque abusé du système de ré-
forme libérale, nous menaco d'introduire
des changemens propres à augmenter le pou-
voir. Appelés à juger des actes du conseil,
demandons-nous le ; qu'a-t-il voulu ? la spo-
liation de l'Isle de Montréal. De quelles
personnes est-il formé ? de ceux qui ont de-
mandé l'union. Quel sera le défenseur de
ces gens qui ont voulu nous préparer un ave-
nir si déplorable ? Dans ce moment que le
développement du principe démocratique
étend ses ramifications sur toute la face de
l'Europe, resterons-nous stationnaires, et
ne demanderons-nous pas des changemens
dans le même sens, aux maux dont nous
souffrons ? On fera voir d'avance que la
force des choses est telle, que quand nous
nous sommes exprimés, nous l'avons fait
pour dire que nous serions de plus en plus
libres. En effet, les colonies, qui se son

donné des institutions libres, l'ont fait en vue des progrès de la liberté dans les temps modernes. Par cette heureuse prévoyance, elles ont détruits ces germes de commotions violentes, et ces grandes catastrophes, qui ont désolé les vieilles monarchies, et les ont fait sortir avec tant de peine de l'état de stagnation, où les avait engourdies l'ancien régime. De nouvelles doctrines se sont répandues avec l'éducation, et elles se sont trouvées plus ou moins contradictoires aux principes politiques des gouvernements. Quelles en ont été les conséquences? C'est que les mœurs ont changé, et que les gouvernements, en bien des places, n'ont point changé, et sont restés en arrière: delà aussi toutes ces convulsions révolutionnaires, qui ont ébranlé l'Europe. Mais, quelle a été la marche des Etats-Unis? à mesure que de nouvelles conventions ont été formées, tout a tendu vers la démocratie. Il est donc de la nature des choses que sous un gouvernement, où l'influence de la naissance est détruite, où est peu de chose l'influence des fortunes, qui ne peuvent être grandes, parcequ'on y a défendu les substitutions, par le moyen desquelles se fait la transmission des grandes propriétés; il est donc naturel, dis-je, qu'il n'y ait point de classes privilégiées, et qui aient des titres particuliers au respect. La magistrature qui seule pourrait y ennobler, est le corps représentatif choisi par le peuple. Or est-il possible que des luttes puissent vouloir avoir lieu entre les corps ainsi nommés par le peuple, et celui qui s'en isole? En Angleterre, une simple réforme a donné lieu à tant d'excès et de violence qu'on a dû craindre l'anarchie. Les prétentions du conseil nous conduiraient là, si les abus existaient encore plus longtemps. Sur quoi s'appuie-t-il pour nous opposer? sur ce que la population d'origine anglaise n'est pas représentée, quand les sept-huitièmes des habitants du pays sont d'origine Française, et qu'un tiers de la représentation se compose d'hommes d'une origine différente. Cela ne satisfait pas son odieuse préférence nationale! S'il y a du tort dans la force de mes expressions, elles sont pourtant bien faibles pour la vérité de mes sentimens. Un corps qui a invoqué des principes aussi destructifs de nos droits, peut-il avoir des titres à la protection? Quand il a voulu nous écraser; quand il a provoqué de justes ressentimens, ces ressentimens doivent rester gravés au fond de tout cœur vraiment canadien. Si donc tous les changemens dans cette partie du monde ont tendu à établir le système démocratique, et que ceux des Etats-Unis qui sont à l'ouest, établis les derniers, sont les plus démocratiques de tous, il est évident que c'est un ordre de choses particulier à l'Amérique, et qu'on n'y peut créer d'aristocratie. Que reste-t-il donc à faire à la Métropole, si elle veut être juste envers nous? Nous donner un conseil qui convienne au peuple de cette colonie. Il faut donc qu'il soit tiré du peuple, et rendu au peuple qui le jugera à diverses époques; qu'il ne forme pas une classe particulière, influencée par les autorités au delà de l'Océan, mais qu'il ait ses intérêts ici comme nous. Dira-t-on que ces principes sont nouveaux et inouis? Il s'agit de se reporter en Angleterre, depuis Fox jusqu'à Mr. Stanley, pour se convaincre du sentiment, si souvent ex-

primé, que les institutions qui conviendraient le mieux à notre état, seraient celles qui se rapprocheraient davantage des institutions des Etats-Unis, notre modèle, et notre étude. Il n'est pas besoin que nous fussions valoir ici ces sentimens. Ils ont été exprimés bien plus éloquemment par Fox et d'autres grands hommes de l'Angleterre, que je ne serais capable de le faire: et ils sont justes, ils sont bons, ils sont vrais; et nous les adoptons parce qu'ils nous conviennent. Est-il possible que ces institutions ne soient pas les seules qui nous conviennent, et dont nous soyons le plus à portée de juger? Nous ne connaissons celles de l'Europe que par des livres. Le nombre de ceux qui les ont vues en opération est petit, auprès de ceux qui ont visité les Etats-Unis, et qui ont pu admirer leurs lois, leur gouvernement, leur industrie, leurs villes et leur commerce. Tout cela fait comprendre que l'influence du gouvernement n'est sentie nulle part plus fortement qu'aux Etats-Unis, et que l'on ne s'y occupe pas des préjugés et des sentimens que peuvent y apporter les étrangers. Eh, bien! il est un moyen efficace d'attachement, c'est celui de ne nous plus répondre par des phrases, mais par des effets et des réalités. On a senti que ce temps était arrivé, et Mr. Stanley n'a pu s'empêcher d'avouer qu'il faudrait que nous n'eussions rien à envier aux Etats voisins, de l'Amérique, et qu'alors le bien en résulterait. Pour retenir les Canadiens, il n'y aurait pas besoin de chaînes, de soldats, de répression. Plus attachés à la Mère-Patrie, sous un gouvernement libre, ils auraient tous les avantages politiques des Etats-Unis, et de bien plus grands avantages commerciaux. Pour ces derniers avantages, il vaut mieux encore renoncer à d'autres dont jouissent les Américains, et auxquels on ne veut pas nous laisser participer à cause de notre origine; et sacrifier pour le commerce quelques droits naturels moins importans. Dans un pays où les 9-10 de la population sont agricoles, et ne prennent presque aucune part au commerce, n'est-il pas juste de demander une réforme, quand les hommes les plus marquans dans la société sont accusés, et qu'il y en a beaucoup d'autres en outre qui devraient l'être? Sans quoi, peut-on croire que les Canadiens demeureront attachés à un pareil ordre de choses? Je suis certain qu'il n'y a personne qui me dira qu'il existe quelque confiance dans le conseil et dans l'administration de la justice, et qu'ils n'ont pas abusé de leurs pouvoirs. S'il en est ainsi nous sommes appelés à le dire à l'Angleterre. Il y a dans ces résolutions autant de force dans la vérité des faits que de ménagement dans les expressions. L'Angleterre n'a-t-elle pas droit de connaître ce que sont les corps constitués dans cette colonie? Il n'y a pas de

doute que
entre nos
terre, l'op
verneur,
une disso
rait du ce
treasse n'e
pays. M
session.
ces dont
dire qu'a
vons avoi
nent, et c
comme à
remplir
en lui dis
rendra pl
nations.
changem
d'autres
serons pr
s'ils sont
Mais s'il
ner, je n
ront se fa
me suis é
raux, ne
ont lu les
examine
à mesure
de l'asse
l'attention
s'idératio
de ce pa
abus du
remède s
sûr de
des men
de ces p
ce n'est
constitué
le réform
messes d
croyaien
Ils ont p
sion et t
uns des
bre, por
ger; ils
confère
mêmes.
dernière
nales, se
nous.
pas y si
envoyer
a eu lieu
ont été
promis
représen
on ne
loin la d
le bien?
tendant

doute que s'il y avait quelque analogie entre nos institutions et celles de l'Angleterre, l'opposition qui règne entre le Gouverneur, le Conseil, et la Chambre exigeait une dissolution. Pour notre part, on aurait dû cesser toute communication, si la détresse n'eût pas été aussi grande dans le pays. Mais quand on ne nous a retenus en session, que pour nous faire part des violences dont on nous menaçait, nous devons dire qu'à une époque plus reculée nous devons avoir des libertés qui nous appartiennent, et qui ne nous ont pas été données comme à bien d'autres colonies. En cela, nous remplissons notre devoir envers l'Angleterre, en lui disant qu'un changement de système rendra plus durable l'alliance entre les deux nations. Ceux qui n'approuvent pas les changements proposés, auront sans doute d'autres systèmes à nous soumettre; et nous serons prêts à les écouter et à les adopter, s'ils sont meilleurs, c'est-à-dire plus libres. Mais s'ils n'ont que des phrases à nous donner, je ne comprends pas comment ils pourront se faire entendre et se faire croire. Je ne me suis étendu ici que sur des aperçus généraux, ne croyant pas, quand tous les membres ont lu les résolutions, qu'il fût nécessaire de les examiner en détail; c'est ce qui pourra se faire à mesure qu'elles seront soumises à la décision de l'assemblée. Je dois néanmoins appeler l'attention des membres sur une certaine considération, c'est que dès le commencement de ce parlement, on s'est élevé contre les abus du conseil, et l'on a déclaré que le seul remède serait le principe électif, et un moyen sûr de calmer les mécontentemens. Si des membres alors, effrayés de la nouveauté de ces propositions, ont voté contre elles, ce n'est pas qu'ils croyaient le conseil bien constitué, mais c'est qu'ils espéraient qu'on le réformerait; qu'ils comptaient sur les promesses qu'on nous en avait faites; et qu'ils croyaient que ces promesses se réaliseraient. Ils ont pu voir depuis, que ce n'était qu'illusion et qu'on se jouait de nous. Quelques-uns des membres de la majorité de la chambre, portés dans le conseil, n'y peuvent siéger; ils y sont flétris par les libelles de leurs confrères, comme nous le sommes nous-mêmes. Les résolutions du conseil l'année dernière, établissant des distinctions nationales, sont une insulte pour eux comme pour nous. Est-il surprenant qu'ils ne veulent pas y siéger? Ils n'ont pas même daigné envoyer leurs raisons à l'appel nominal, qui a eu lieu dernièrement. Ils avouent qu'ils ont été séduits, trompés; qu'on leur avait promis de leur adjoindre des hommes qui représenteraient les sentimens du peuple, et on ne l'a point fait. Peut-on porter plus loin la conviction que ce corps ne peut faire le bien? On m'a appelé à l'ordre, en prétendant que j'avais dit que le conseil était un

opprobre. Je n'avais point dit cela; j'avais dit que dans l'opinion publique, le refus de quelques conseillers de se rendre à l'appel nominal devaient induire à croire, qu'on regardait comme un opprobre d'appartenir à ce corps. Ce n'était pas une opinion que j'émettais, c'était des faits qui me conduisaient à cette conclusion. Quant aux résolutions, il est impossible, que si quelqu'un y objecte, il n'y ait pas de discussion. Pour ma part je ne voudrais pas prendre l'attention de la chambre trop longtemps, ni trop souvent, et priver qui que ce soit du plaisir de prendre part dans une discussion si intéressante pour tous. Ce n'est pas parceque ces sentimens sont les miens, qu'ils doivent avoir du poids. C'est une erreur de croire que quand des opinions appartiennent à un homme plutôt qu'à un autre, malgré qu'elles soient nouvelles et dangereuses, elles devront entraîner l'assentiment du peuple. Si mon nom est plus souvent cité, exposé à plus d'animosité, et défendu par plus de vrais amis, ce n'est pas parceque mes sentimens me sont propres, mais parce qu'ils sont ceux de tous, et qu'ils rencontrent ceux de tous; au moins de ceux qui ont des intérêts communes avec le peuple. En effet, il n'est aucune occasion où la majorité de la chambre ait décidé quelque chose qui ne rencontrât pas l'opinion de nos constituans: la chose est même impossible. Si la majorité vote ces résolutions, on doit croire qu'elle sera appuyée par le peuple. Il est d'autant plus important de nous montrer fermes aujourd'hui, que le bureau colonial emploie contre nous des menaces; parceque peut-être on lui aura dit que de gros mots nous feraient fléchir. Si aujourd'hui nous ne le faisons pas, nous le ferons encore bien moins plus tard. Si nous démontrons les défauts du système actuel, et que nous disions franchement la vérité, dans ce cas, croyons que nous deviendrons de plus en plus forts. Si le gouverneur croyait que nous ne représentions pas les sentimens du peuple, il devait nous dissoudre. Pourquoi donc ne l'a-t-il pas fait? Il trompe et trahit l'Angleterre. Il a peut-être espéré que la cabale le ferait réussir dans cette chambre, et dans cette persuasion il a négligé d'employer les moyens constitutionnels. Quelle sera donc sa défense? Il calomnier le peuple et dira que c'est son ignorance qui l'entraîne dans des écarts; ou bien il osera soutenir que ces résolutions ne sont que l'expression des sentimens de la chambre: le peuple en sera le juge. Je crois que ceux qui ont voté l'année dernière contre un conseil électif, conviendront cette année que c'est le seul moyen de sortir de l'embarras; et qu'ils s'étaient mépris, quand ils comptaient sur de bons choix. Il est clair qu'ils devront être mauvais, parceque ceux qui ont le pouvoir seront toujours portés à en abuser, et que les probabilités sont de 99 contre un, que l'Exécutif lèra comme il a toujours fait. Aujourd'hui que toute confiance sous ce rapport est détruite, il nous faut donc chercher dans de nouvelles combinaisons politiques un remède, qui puisse calmer les mécontentemens. L'Angleterre ne pourra pas trouver notre demande étrange,

quand elle est appuyée sur des idées de ses plus grands hommes d'Etat; et que pour la première fois on a osé nous faire des menaces. La chambre est un théâtre assez élevé, pour que la vérité se fasse connaître; et qu'une poignée d'hommes du pouvoir ne puissent étouffer les plaintes et les remontrances de tout un peuple, et empêcher des remèdes qui mettront fin à nos maux, et feront de tous les colons un peuple de frères, et leur donneront des motifs de se lier ensemble. Les distinctions, les privilèges, les haines et les antipathies nationales, tout cela sera détruit. La législatrice au lieu de s'occuper d'accusations et de débats politiques, n'aura en vue que des objets de législation utile. Le but et l'ambition de tous sera le bien commun. En finissant, je rappellerai aux membres que l'acte de 1791 ne fut qu'un essai de M. Pitt, et que malheureusement cet essai a été funeste.

M. GUY : M. le Président, une foule d'accusations vagues et hasardées, une multitude d'expressions peu mesurées et injurieuses, l'exagération dans les sentiments, les erreurs dans les faits, qui se trouvent dans le discours de l'hon. Orateur, me forcent à élever ici la voix, et à lui répondre. Je n'entreprendrai pas de le suivre dans toute cette longue chaîne d'argumentations, soignées et travaillées depuis longtemps, renfermant une foule immense de considérations, dont les unes, pour lui rendre justice, sont vraies et lumineuses, et beaucoup d'autres pernicieuses et désorganisatrices. Je n'entrerai pas non plus sur le mérite des résolutions. Au moment qu'il a commencé son discours, j'étais dans une chambre de comité, lisant les résolutions, et peu s'en est fallu que je n'aie eu la satisfaction de l'entendre. Au moment même où je vous adresse, M. le Président, je ne les ai pas encore toutes lues, ces résolutions, en sorte que je ne puis pas même dire positivement si je voterai pour ou contre. Mais il y en a une ou deux que je dois signaler, et qui ne rencontreront jamais mon appui. Elles contiennent des doctrines nouvelles pour ce pays, et qui lui deviendront fatales. D'après ce que j'avais lu de menaces et de déclamations, dans les papiers publics, je me doutais que les résolutions seraient violentes, emportées, énergiques, mais je ne croyais pas qu'elles le seraient jusqu'à la démesure et l'exaspération. Dans la 49me et 50me résolutions, il est clairement expliqué que, si l'on ne veut pas faire comme on le demande, on veut la guerre, et l'on en appelle aux Etats-Unis. Il est vrai, il y a des guerres de toutes sortes : il y a des guerres de boulets et des guerres de paroles. Si l'on ne veut parler que de ces dernières, on aurait dû nous l'expliquer. Ce serait le cas de citer le texte mis au frontispice de certain auteur : —

« We'll blow the villains up eky high,

But do it with economy. »

Ce serait un moyen bien plus facile; car il est d'arguer de déclarer la guerre, et de menacer d'en appeler aux Etats-Unis. Pour tant j'ai promis de ne pas entrer ce soir en matière sur ce sujet, et je ne m'étendrai pas plus loin. Je ne croyais pas non plus que l'hon. Orateur voudrait profiter de l'occasion, user des moyens que lui ont donnés la con-

naissance de ces résolutions, pour tenter ce soir de capter, comme par surprise, l'assentiment des membres. On nous avait promis le contraire hier; et l'en appellerai à M. Bédard, le moteur des résolutions, pour qu'il me dise, s'il n'est pas qu'un instrument dans cette affaire, s'il n'a voulu que m'abuser, lorsqu'il m'a assuré que rien ne serait fait aujourd'hui. Je l'avouerai, j'ai voulu avoir l'hon. Orateur pour mon ami. J'ai respecté et suivi ses opinions, quand elles ont été bonnes. Mais si l'année dernière je me suis opposé à changer le Conseil par une convention, je me crois obligé encore cette année à m'opposer à cette partie des résolutions que j'ai lues, en autant qu'elles ont rapport au Conseil Législatif. Comme je l'ai dit, j'ai cherché l'amitié de l'Orateur, j'ai pris quelquefois ses opinions, mais je n'ai pas voulu me donner un maître. Voyant qu'il fallait être tout entier avec lui ou rien du tout et ne l'ayant pas fait, je me suis attendu qu'il fondrait sur moi. Il a parlé aussi du Sheriff de Montréal, dont je suis parent; il a parlé du crime du corruption, qui, dit-il, a sauvé des criminels, qui tôt ou tard devront avoir leur juste punition. Je veux croire que c'est conviction chez l'hon. Orateur; mais ce n'est pas le jugement de cette chambre. Je ne m'arrêterai pas à des mensonges odieux, qui inculpent ici mon père. Ce père a ses peines, il souffre de voir ici son fils écouter des accusations portées contre lui; et je souffre moi-même davantage d'être obligé de repousser ces accusations, de dire qu'elles ne sont nullement fondées, mensongères, criminelles et calomnieuses; et quand l'Orateur de la chambre le voudra, j'entrerai en lice et je le lui prouverai. La passion domine quelquefois les hommes publics; c'est cette passion qui leur fait dire : « Ote-toi que je m'y mette, je veux régner, je veux dominer, je veux occuper le rang de cette misérable faction Anglaise, cette faction poltronne et lâche. » Voilà les sentiments, de l'hon. Orateur, et ses expressions quand il parle d'hommes qui sont morts, et qu'on ne connaît pas; et encore, ce sont ses expressions lorsqu'il parle de griefs. Pour exciter les passions et nous précipiter dans ses écarts, il s'en vient nous parler du peu d'humanité qu'avaient des gens qui sont morts il y a plus de cent ans. Quand je serais prêt à en convenir, je le dirai toujours; qu'est-ce que cela a à faire avec nous? Nous coupe-t-on les oreilles aujourd'hui? nous jette-t-on dans des vaisseaux pourris, nous donne-t-on la bastonnade? Y-a-t-il une preuve plus convaincante de notre liberté, que les termes envenimés et insultants dont il se sert contre ce qu'il appelle la Faction Anglaise, quand elle met un frein à ses projets d'agrandissement? Il est un fait que tout le monde connaît, un fait qui nous a tous affligés, et dont l'hon. Orateur a su tirer un si grand parti pour ébranler les passions, je veux parler du 21 Mai. Je demande à ceux qui viennent d'entendre cette philippique enflammatoire, que si M. Papineau est aussi violent à Montréal, qu'il l'est à Québec, est-il bien difficile de s'expliquer le 21 Mai? Je dirai que les passions d'un homme qui croit que tout est fait pour lui, que le soleil et la lune ne luiissent que pour lui, sont dangereuses et funestes. On nous parle de la confusion mise dans nos lois, et pour cela on veut tout bouleverser. On crie

contre
lonial,
discour
compo
Unis?
nez pa
n'ai m
Orateu
bien lo
de veill
tions d
une ho
dant, e
dians,
triotis
grands
payés.
présen
sont ur
j'en co
devien
posées
pays d
bienfai
écrits e
leur r
Frank
colonie
matoir
aux E
qualifi
sont ce
l'hon.
grands
tous le
titution
Mais
exécu
pées.
faut-il
pas a
temps
d'alors
dans l
honn
jusqu'
qualifi
sentir
des ét
d'hon
nous
n'y v
qui p
nous
l'anne
memb
de v
faire.
grés,
nos t
derni
adres
des p
mer
méd
pire,
La n
est à
se
sem
avoi
le fu

ur tenter ce soir
l'assentiment des
mis le contraire
dard, le moteur
se, s'il n'est pas
aire, s'il n'a vou-
sauré que rien ne
guera, j'ai vou-
ami. J'ai res-
elles ont été
re je me suis op-
ne convention, je
née à m'opposer
que j'ai lues, en
Conseil Législa-
arché l'amitié de
ses opinions, mais
autre. Voyant
de lui ou rien du
me suis attendu
lé aussi du Shé-
arent; il a parlé
t-il, a sauvé des
nt avoir leur jus-
que c'est convic-
e n'est pas le
je ne m'arrêterai
qui inculpent ici
nes, il souffre de
uations portées
même davantage
s accusations, de
fondées, menson-
trices : et quand
dra, j'entrerais en
passion domine
olices : c'est cette
te-toi que je m'y
veux dominer,
cette misérable
ion poltrone et
ns, de l'hon :
quand il par-
qu'on ne connaît
pressions lorsqu'il
il s'en vient nous
avaient des gens
ent ans. Quand
le dirai toujours ;
e nous ? Nous cou-
? nous jette-t-on
plus convaincan-
es envenimées et
oe qu'il appelle la
net un frein à ses
est un fait que
qui nous a tous
a su tirer un si
passions, je veux
nde à ceux qui
lippique enflam-
est aussi violent
ébaue, est-il bien
ai ? Je dirai que
roit que tout est
lune ne puissent
et funestes. On
dans nos lois, et
verser. On crie

contre les menaces et le ton du Secrétaire Colonial, M. Stanley, et qu'est cela auprès des discours de M. Papineau, et de résolutions qui comportent la menace de se joindre aux Etats-Unis ? On me dira peut-être, vous ne comprenez pas encore ces résolutions. Il est vrai, je n'ai malheureusement pas les moyens de l'hon : Orateur, et de ses amis, qui travaillent depuis bien longtemps. Elles m'ont pas coûté tant de veilles qu'à eux. Néanmoins, j'ai mes affections dans ce pays. Par mon travail j'ai gagné une honnête fortune, je me suis rendu indépendant, et plus indépendant que ces patriotes médisants, qui font métier de politique, et vivent de patriotisme. Mes services toutefois sont moins grands que les leurs, mais aussi ils sont moins bien payés. Cependant ces résolutions, qu'ils nous présentent comme le fruit de tant de recherches, sont un chef d'œuvre de démenche. Les Canadiens j'en conviens, sont vertueux, loyaux ; mais que deviendra leur vertu, si de telles mesures, proposées par des têtes chaudes, précipitent le pays dans une lutte avec l'Angleterre ? Les bienfaits de la mère-patrie envers eux sont écrits en gros caractères. Elle leur a conservé leur religion, quand les Washington et les Franklin lui reprochaient de favoriser dans ses colonies du Canada, un culte *impie* et *blasphématoire*. Voilà les expressions dont on se servait aux Etats-Unis à la suite de la révolution, pour qualifier le culte de mes compatriotes. Et ce sont ces Américains, qui sont les modèles de l'hon. Orateur, et dont il affecte de faire de si grands éloges. Depuis ce temps, nous avons eu tous les avantages de sujets Britanniques, constitution, presse libre, procès par juré &c. Mais dira l'hon : Orateur, cela a-t-il été bien exécuté ? et il en viendra aux oreilles *cou pées*. Quelle est la cause de nos maux ? A qui faut-il les attribuer ? aux administrations et non pas aux institutions. Qu'on se rappelle qu'au temps de la conquête, les hommes marquans d'alors répudiaient les Anglais, et se retirèrent dans leurs terres. Il fallut pourtant avoir des hommes capables de remplir les places ; et jusqu'en 1806, le manque d'hommes dans le pays qualifiés pour les fonctions publiques, s'est fait sentir beaucoup ; de là la nécessité de recourir à des étrangers, et de les élever à tous les postes d'honneur, de les mettre dans le Conseil. On nous dit que la minorité des membres du conseil n'y veulent pas siéger. Eh bien, c'est à ceux qui pouvant s'y trouver, se sont absentés, que nous devons attribuer l'adresse du conseil de l'année dernière. Il y a là parmi les anciens membres, des hommes de la vieille école, qui ont de vieux préjugés, dont ils ne peuvent se défaire. Ceux qui pourraient opposer ces préjugés, et qui ne le veulent pas, sont la cause de nos maux. S'ils eussent été présents l'année dernière, ils auraient pu protester contre cette adresse si injurieuse. Mr. l'Orateur s'indigne des petits bills qui ont été proposés pour réformer le conseil. Ce langage est celui d'un médecin à qui l'on apprend que son malade est pire, et qui répond tant mieux. On lui dit : La maladie augmente, c'est bien ; le malade est à l'agonie, c'est encore mieux ; le malade se meurt, ah ! tant mieux, tant mieux ! Il semble qu'il veuille tout voir s'écrouler, pour avoir le plaisir de le refaire. Je souhaite qu'il le fasse bien, mais certes je crains fort.—On me

dit que je n'ai pas à faire un apprentissage, que je sais fort bien ce dont il s'agit. Pour ma part je veux lire et étudier ces résolutions. Néanmoins, je citerai deux faits qui sont controuvés, sans fondement. Dans une des résolutions on fait dire à J. Neilson, Ecuyer, qu'il a préféré pour ce pays un conseil électif, quand il fut interrogé devant le comité de la chambre des communes en Angleterre. Qu'on lise le rapport du comité et l'on verra qu'il n'a parlé d'un Conseil Electif qu'hypothétiquement. Je n'ai pas l'honneur d'être en relation intime avec cet honorable membre ; mais j'attache beaucoup d'importance à ses opinions, et je serais fâché qu'on lui en attribuat de fausses pour accréditer des principes que je reprouve. Il est encore un autre fait erroné, qui a rapport à un homme que l'on prétend, je ne sais avec quel fondement avoir porté le bâton, quoiqu'il ait refusé de porter le mousquet. Ce fait tel qu'énoncé dans la résolution, lui conteste sa qualité de sujet Britannique. Néanmoins il est certain qu'il est d'origine Anglaise. Je veux parler d'Horatio Gates. Il est vrai qu'il a prêté le serment d'allégeance, mais ce fait n'exclue pas l'autre, et pour cela j'en appelle au bon sens des membres de cette chambre. Il est possible qu'il réclame contre un procédé de cette nature. Peut-être aura-t-il l'occasion d'établir un fait que je tiens de lui même. Par suite de cette doctrine : «*ote-toi que je m'y mette*," l'hon : Orateur prend un moyen, que prenait Don Quichotte qui se battait avec des moulins. Mais il est vrai, l'Orateur de la chambre a un avantage sur Don Quichotte ; c'est que celui-ci se battait avec des moulins qu'il trouvait tout faits, au lieu que le premier les fait et les combat : il a au moins sur Don Quichotte le mérite de l'invention. Ces moulins de l'hon. Orateur, c'est le conseil législatif recomposé tel qu'il est aujourd'hui, des actes duquel il forme une foule immense de maux, qu'il attribue toujours à ceux qui ne sont pas de son opinion. N'avons-nous pas assez de griefs ? Pourquoi en chercher de nouveau ? Nous ne souffrons que trop par suite des divisions de partis, sans les augmenter encore par des distinctions et des crimes supposés. On a dit que les Anglais d'origine sont peu nombreux ici. Les Canadiens d'origine française ne sont pas les seuls toutes fois. Je conviens qu'ils sont vertueux, je leur donne ce qui leur appartient, je suis prêt à prendre leur défense dans les occasions ; mais je ne crois pas que je doive être en butte à la persécution, si j'ose croire que tous ceux, qui ne pensent pas comme l'hon. Orateur, ont des droits comme habitans de ce pays. Je le répète, les Canadiens ne sont pas les seuls dans cette colonie, et moi-même je ne suis pas Canadien, si l'on restreint ce nom à ceux qui sont d'origine française. Mais c'est une idée de distinction qui n'entre pas même dans la tête des habitans de nos paisibles campagnes. C'est une idée de trouble et de dissension qui n'est née que dans cette chambre. Et les conséquences funestes qui en résulteront, nous vivrons assez pour les attribuer à l'hon. Orateur. Qu'on ne m'accuse pas d'oublier mon serment de défendre la cause du pays : mon serment est celui d'Annibal, et je préfère être exposé aux traits de plusieurs, plutôt que de ne me pas prononcer, quand l'intérêt et le sentiment du pays l'exigent. Il y a un autre fait sur lequel j'ose dire que je suis plus à portée de juger que M. Papineau, c'est l'administration de la justice. Elle a perdu entièrement la confiance du peuple, et je suis un de ceux qui ont pris une grande part à en démontrer les défauts. J'espère aussi que la chambre y apportera des remèdes.

Quant aux règles de pratique, je conçois que Mr. l'Orateur n'est pas qualifié à en décider. Elles contiennent du bon et du mauvais. Je serais certainement prêt à voter sur plusieurs résolutions à ce sujet. Quant à la constitution, je conviens aussi qu'il faut une réforme; mais sans précipitation, sans l'étourderie de la jeunesse, avec réflexion et prudence. Mais la suite de ces résolutions incendiaires, sera qu'on n'en aura point du tout. Le système proposé tournera peut-être à l'avantage de ses auteurs, et voilà tout. Peut-être même le système électif pourrait être bon, vu que la corruption est rare dans nos élections. Mais n'est-il pas contradictoire avec les institutions de la Mère-Patrie? Nous avons aujourd'hui entre les mains une dépêche, que j'ai prédite, au sujet des résolutions de l'année dernière, contre lesquelles a voté l'hon. membre pour le comté de Montmorency, qui vient lui-même aujourd'hui avec des propositions dans le même sens. Cette dépêche, dit-on, contient de dures menaces. Qu'avons-nous fait de notre côté nous, qui avons refusé ce que nous offrait le Roi par la dépêche du Lord Goderich? Toutefois je suis persuadé que le Conseil Electif aurait ses inconvénients. Dans un pays où l'on voit l'Orateur d'une des branches de la Législature en appeler si souvent aux passions, et où se trouve une majorité des habitants d'origine française, si le Conseil était électif, qu'est-ce qui représenterait nos co-najets qui viennent d'Angleterre, qui ont les mêmes droits que nous et sont Canadiens comme nous? On aurait un Conseil et une chambre, qui seraient mus par les mêmes sentimens, par des sentimens comme ceux déjà énoncés, quand on a fait un crime à un fonctionnaire public très respectable d'avoir un nom Anglais, et que pour cette raison on a voulu destituer. Quelle confiance pourraient avoir une partie de la population dans deux corps ainsi constitués? Il est clair que la suite de ce système serait fatale aux uns et aux autres. Peut-être les Anglais, peu nombreux, seraient-ils abattus? Peut-être aussi, excités par les expressions que l'on emploierait contre eux, les verrait-on se roidir et forcer la majorité de les écraser. L'hon. Orateur s'en va-t-il content alors? lui, dont le sang de trois individus a tant excité la sensibilité, croit-il qu'il en serait moins versé alors? et de quel œil le supporterait-il? Je ne vois pas dans le Conseil un corps qui soit un approuver, mais qui a servi et servira bien des fois d'échec à l'effervescence des passions qui règnent quelquefois dans cette chambre. Si les Rois ont leurs flatteurs, les peuples ont aussi les leurs. N'est-ce pas une flatterie, faite au peuple, que de chercher à lui donner des institutions plus démocratiques que les nôtres? Ces flatteurs du peuple veulent lui faire croire qu'il est malheureux, quand il est heureux. Ce sont des flatteurs de mauvaise foi, qui le perdent; ce sont des gens qui font métier de politique pour leur propre intérêt, et qui n'ont en vue que leur agrandissement personnel. Je suis incapable pour le moment d'entrer dans une discussion plus étendue sur le sujet qui est devant nous, mais je puis dire quel en sera la conséquence. Je partage jusqu'à un certain point les idées de l'hon. Orateur quant au bonheur et à la splendeur des Etats-Unis. Je les ai vus, et je dois pour mon pays l'époque qui lui donnera les mêmes avantages, sans espérer de la voir jamais. Néanmoins le désir qu'a le Haut-Canada de faire occuper ses terres par l'émigration, qui passe sur notre sol, pourrait bien le mettre en

lutte avec nous, et quand le peuple de cette colonie voudrait devenir républicain, il ne l'oserait pas, ayant un autre peuple opposé derrière lui. Je dis en outre, que les notions républicaines détruiraient plus vite l'union de l'Angleterre et du Canada, et amèneraient bientôt à leur suite une révolution. Ce peuple qui aime tant à conserver sa religion, la conserverait-il mieux uni avec un peuple qui la traitait d'impie et de blasphématoire? Sous ces circonstances, il vaudrait mieux encore souffrir notre conseil législatif. Les Canadiens sont heureux, contents, paisibles. Nous, grands hommes, nous sommes sujets à l'ambition et aux mécontentemens. Nous souffrons de voir occuper par un autre, une place à laquelle nous aspirons. Mais comment le peuple, dont les neuf-dixièmes sont agricoles, souffrira-t-il des petites injustices, et des cabales que font la chambre et le conseil? Et puis, au reste, il en est de certains hommes publics comme des maris jaloux: ils voyent partout ce qui n'est pas. Je suis donc persuadé que ces mesures ne conviennent pas, parce qu'il n'y aurait que l'hon. Orateur et quelques autres de ses amis, qui en profiteraient. Les Etats-Unis sont assez tranquilles, en vertu de leur isolement de toute autre puissance. Cet empire cependant n'est encore qu'un essai. Cinquante huit ans d'existence n'est rien dans l'histoire des empires. Nous pouvons réformer notre constitution, mais non pas l'abandonner pour en adopter une qui renferme même les germes de sa destruction. S'il faut voter aujourd'hui les résolutions, je dois voter contre. Si l'on nous accorde quelque temps, il en est plusieurs pour les quelles je voterai, et je promets aussi d'en préparer quelques-unes de mon côté. Quant à la première résolution il n'y a pas de difficulté à la voter; mais à quoi sert de dire d'un côté que le peuple Canadien est loyal, si de l'autre la chambre déclare qu'elle veut faire la guerre? Insister à avoir une décision aujourd'hui, c'est dire adoptez tout, ou rejetez tout. Il y a néanmoins des résolutions que j'approuve, parmi d'autres que j'ai montrées être fausses. Je ne puis approuver la dépêche de M. Stanley relative à l'élection de Montréal. La chambre a le droit de présider à sa composition, et de recevoir qui elle veut. (M. Stuart le nie.) J'en suis content, Mr. le Président; cela prouvera que je ne regarde ni à droite ni à gauche: que tout ce que j'ai dit est conviction chez moi, et que mes paroles sont l'expression de mes sentimens. Mes yeux physiques sont mauvais, ceux de mon intelligence ne sont peut-être pas meilleurs, mais j'avais cru que ces résolutions seraient tempérées, venant d'un homme qui l'année dernière était opposé à un conseil Electif. Je me suis trompé. Sous ces circonstances, j'en appelle à M. Bedard lui-même, qui nous avait promis de ne nous faire entrer en comité que pour en sortir, afin que je puisse avoir le temps de lire au moins les résolutions, et de me décider. C'est ce que j'attends de l'honneur d'un gentilhomme Canadien.

M. BEDARD: Je dois répondre à cet appel, comme j'ai répondu hier. Pour ma part je suis prêt à voter ces résolutions, mais je ne veux presser ni prendre personne par surprise. Il n'a pas dépendu de moi qu'on n'entrât pas aujourd'hui en discussion, mais bien de l'hon. membre pour le comté de Sherbrook, M. Gagy, qui lui-même s'est emparé de la question, et a fait des remarques sur plusieurs résolutions. Après l'avoir entendu parler de guerre, de boulets et de sang, je ne m'attendais pas qu'il m'associât avec l'hon. Orateur. Je l'assure que, quand il voudra me faire plaisir, il me dise que j'ai suivies opinions d'un homme aussi éclairé et aussi justement célèbre. On me reproche d'avoir changé d'opinion depuis l'année dernière. Je ne croyais pas alors, que la deman-

de d'une
à faire.
mesure à
la souber
à l'Angl
me, et q
peuple,
ou deux
de répu
faire des
pays de
en preuve
50e réso
ment-elle
La dépe
atteinte
aveuglém
me et lib
mi nous
ni à être
mieux q
tre libe
abandon
d'approu
ment à l
qui selon
comme c
de Mr. S
Celle me
seul moy
contente
Etats vo
dre cette
gouvern
force en
de vingt
l'Amérie
de la Gr
que An
l'était co
lorsqu'el
de décid
gouvern
engager
générale
ne l'est a
se." N
qu'il est
majeurs
c'est m
Toute fi
que, en
C'est po
réforme
même pa
rons le f
réserve
lorsque
suis d'ac
che un g
et je lui
sujet du
me agen
le comité
modes d
choix, o
ce n'est
son sout
et s'il ne
nous.
la cham
opinion

cette colonie
l'oserait pas,
lui. Je dis en
traînaient plus
de, et amène-
on. Ce peuple
la conserve-
qui la traitait
ces circon-
vir notre con-
seurs, con-
s, nous som-
contentement.
un autre, une
comment le
gricoles, sou-
e cabales que
au reste, il en
de des maris
pas. Je suis
viennent pas,
teur et quel-
lieraient. Les
vertu de leur
ce. Cet em-
pai. Cinqante
l'histoire des
e constitution,
opter une qui
struction. S'il
je dois voter
le temps, il en
rai, et je pro-
mes de mon
il n'y a pas de
de dire d'un
si de l'autre
la guerre?
l'hui, c'est dire
néanmoins des
autres que j'ai
prouver la dé-
ction de Mon-
ider à sa com-
(M. Stuart le
ent; cela prou-
gauche: que
z moi, et que
es sentiments.
ceux de mon
meilleurs, mais
ent tempérées,
dernière était
e suis trompé.
ella à M. Be-
nia de ne nous
tir, afin que je
ins les résolu-
s j'attends de
n.
à cet appel,
na part je suis
je ne veux
surprise. Il
ntrât pas au-
ien de l'hon.
ok, M. Gagy,
question, et a
résolutions.
uerre, de bou-
pas qu'il m'as-
l'assure que,
me dise que
aussi éclairé
n me repro-
pour l'année
que la deman-

de d'une convention fût la première démarche à faire. Maintenant qu'il n'y a pas d'autre mesure à prendre, je me fais un devoir de la soutenir. Nous ne disons rien autre chose à l'Angleterre, que nous voulons une réforme, et que si elle doute que ce soit les vœux du peuple, qu'elle en appelle à lui. On rejette une ou deux résolutions, comme contenant des idées de républicanisme; on nous accuse de vouloir faire des distinctions nationales, et inonder le pays de sang pour soutenir nos propositions; et en preuve de ces allégués, on cite la 49e et la 50e résolutions. Or je le demande, n'expriment-elles pas ce qui est senti par tout le pays? La dépêche de M. Stanley menace de porter atteinte à nos droits. Faut-il nous soumettre aveuglément, ou bien prendre une position ferme et libre, et lui dire qu'il ne trouvera pas parmi nous des hommes prêts à porter son joug; ni à être ses jouets et ses instruments? Il vaut mieux que ce soit M. Stanley, qui nous ôte notre liberté, plutôt que de consentir nous à la lui abandonner. L'hon. M. n'a pu s'empêcher d'approuver la résolution de la chambre relativement à l'élection de Montréal: eh! bien, la 50e, qui selon lui doit inonder le pays de sang, est comme celle-là, une conséquence des menaces de Mr. Stanley. Quelle doit être notre réponse? Celle même de M. Stanley et Fox: "Que le seul moyen de rendre les colonies heureuses et contentes, est de ne leur laisser envier rien aux Etats voisins." Il est temps qu'on fasse entendre cette vérité en Angleterre: Vous pouvez gouverner comme vous voudrez; vous avez la force en main: mais sachez que, sous moins de vingt ans, la population des Etats-Unis de l'Amérique sera autant ou plus grande que celle de la Grande-Bretagne; que celle de l'Amérique Anglaise sera autant ou plus grande que ne l'était celle des ci-devant colonies anglaises, lorsqu'elles décidèrent que le temps était venu de décider, que l'avantage inappréciable de se gouverner au lieu d'être gouvernées, devait les engager à répudier un régime colonial, qui fut, généralement parlant, beaucoup meilleur que ne l'est aujourd'hui celui de l'Amérique Anglaise." Nous devons rappeler à l'Angleterre qu'il est un temps où les colonies deviennent majeures, et doivent se gouverner elles-mêmes: c'est même un principe qu'on y a reconnu. Toute fois on peut éloigner pour nous cette époque, en nous donnant un bon gouvernement. C'est pour cette fin que nous demandons une réforme; et quand il faudra nous séparer de la mère patrie, pour devenir ses alliés, nous pourrions le faire sans efforts et sans boulets. Je me réserve à m'étendre sur chacune des résolutions, lorsque le temps en viendra. En attendant, je suis d'accord avec M. Gagy, qui dit, qu'il attache un grand poids à l'opinion de M. Neilson; et je lui citerai aussi l'opinion qu'il a émise au sujet du conseil, lorsqu'il avait été envoyé comme agent en Angleterre. Il a maintenu devant le comité des communes qu'il n'y avait que deux modes de réformer le conseil, par de bons choix, ou par le système électif. Il est vrai que ce n'est que son opinion individuelle; (M. Neilson soutient qu'il ne l'a pas dit dans ce sens,) et s'il ne l'a pas dit dans ce sens, nous le dirons nous. (M. Bedard lit le rapport du comité de la chambre des communes, où se trouve cette opinion de M. J. Neilson. Voir ce rapport.)

M. NEILSON. Je conviens que j'ai dit que le système électif serait un moyen de réformer le conseil; mais j'ai ajouté qu'il serait contraire à la constitution. Qu'on lise toute ma réponse, et l'on verra ce qui en est. Il n'y a pas de franchise à citer ainsi une réponse par parties, pour la mal interpréter.

M. PAPINEAU: L'hon. membre ne croit pas sans doute que son opinion, méchante ou bonne, doit enchaîner cette chambre. Il nous est permis de citer partiellement ses propres paroles, qui sont extrêmement verbeuses. Elles sont devenues un document public, et il n'a pas le droit de se plaindre que nous nous en servions, au moins pour ce qu'elles nous paraissent contenir de bon et de juste, et que nous ne citions que cette partie que nous croyons mériter l'attention. S'il répudie aujourd'hui ses propres doctrines, elles sont écrites, et elles sont les mêmes pour nous. Il m'a dit lui-même, que s'il n'avait pas demandé le système électif pour le conseil, lorsqu'on lui avait demandé son opinion à ce sujet, c'est que les requêtes n'en parlaient pas; qu'il craignait d'outrepasser son mandat, et qu'en effet on ne lui tendit un piège; cela seul l'avait arrêté. A son retour plusieurs de ses amis lui ont exprimé de vifs regrets, que sa timidité l'eût empêché de faire cette demande, et adopter sur ce sujet l'opinion de son collègue, M. Viger. (M. Neilson nie que M. V. lui ait exprimé cette opinion.) M. Viger m'en a parlé lui-même; et M. Neilson m'a déclaré, en présence de plusieurs amis, qu'il avait craint qu'on ne lui reprochât que ces notions ne fussent trop républicaines. Et quand il repudierait ses propres doctrines, elles n'en seraient pas moins bonnes pour cela. Ce n'est pas parce que Platon a dit la vérité, mais c'est parce que la vérité est bonne en elle-même, qu'il faut la rechercher. Il faut lire les témoignages de l'hon. membre devant le comité, pour voir combien il était alors ami des idées libérales, et avec quelle force il parla contre les abus. Ils n'étaient pourtant pas ceux qu'ils sont aujourd'hui. Le sang n'avait pas coulé dans les rues; on n'avait pas ordonné à un solliciteur général de sauver des meurtriers, et de soumettre à des militaires le pouvoir judiciaire. Depuis ce temps les militaires ont dominé dans ce pays; et cela est-il un abus moins grand que ceux pour lesquels l'hon. membre avait été envoyé en Angleterre? Il y a aujourd'hui des causes bien plus pressantes et bien plus nombreuses, qui nous portent à demander une réforme. Si depuis ce temps M. Neilson est resté stationnaire, si même il a fait une marche rétrograde, doit-il être surpris de ne se trouver pas avec nous? Au reste, lui et moi, nous sommes près de disparaître de dessus la scène. Nous nous sommes trouvés dans des temps difficiles; et bientôt nous devons céder la place à de jeunes compatriotes, capables et zélés, qui arrivent avec la force et la vigueur de l'âge. Ils sont à la veille de nous devancer, mais ne leur reprochons pas de le faire. Nous leur avons peut-être aplani des difficultés, et leurs succès seront les nôtres. Il n'y a pas de doute que la marche de cette chambre ne soit progressive. C'est en hâtant ses progrès, que l'hon. membre pour le comté de Québec avait eu le mérite de remplir son devoir, s'était vu accueilli avec tant d'enthousiasme, et appelé le Franklin du Canada.

Qu'il se rappelle lui-même que, quand on lui demanda si des institutions populaires seraient bonnes pour ce pays, il répondit, "c'est excellent;" et en effet je le dis, c'est excellent.

M. NAILLON : Ce n'était point là mes idées, je n'en veux pas.

M. PAPINEAU : Vous avez au moins le mérite de les avoir inspirées.

E. GOY : Je demande de bonne foi quelque temps pour me décider.

M. BEDARD fait motion d'ajourner la discussion à un jour subséquent.

M. PAPINEAU : Il serait bon de voter dès à présent les deux premières résolutions. S'il y a des membres qui croient pouvoir conduire leurs propres affaires et celles du public, il n'y a pas moyen de savoir quand nous pourrions commencer la discussion. Si la première résolution n'est pas adoptée, les autres tomberont par ce fait même. Si elle passe au contraire, le président pourra rapporter progrès. Je ne suis pas disposé à attendre que l'hon. M. pour le comté de Sherbrook nous dise : commençons à présent, je suis prêt ; et nous devons tout au plus ajourner d'un jour à l'autre. Si après ce temps on nous dit franchement qu'on ne s'est occupé que de ce sujet, et que 24 heures n'ont pas suffi pour en venir à une détermination, dans ce cas on pourrait peut-être descendre encore à accorder des délais. Nous avons tous été sommés pour le 15, et ceux qui déjà sont prêts ont autant de droit d'avancer, que les autres ont droit de retarder. Ainsi en votant la première résolution, on ne se trouve pas engagé à voter les autres, (c'est une absurdité que de soutenir le contraire), et l'on montre au public que l'on veut faire notre devoir, et que l'on comprend pour quel objet on est appelé. A une heure si avancée, je n'entrerais pas en réponse à l'hon. membre pour le comté de Sherbrook ; cela reviendra dans le cours de la discussion.

M. GOY : Je ne perdrai rien pour attendre.

M. QUEBREL appuie la motion de M. Bedard.

M. PAPINEAU observe qu'en effet il vaudrait peut-être mieux ajourner tout de suite, pour décider une question de privilège importante sous le rapport des principes. Il voulait parler de l'élection de MM. Chamberlin et Child. Il importait de décider cette question avant l'autre, afin qu'on ne vit pas voter pour l'état de la Province, un membre qui ne devait pas être dans la chambre.

La motion de M. Bedard passe unanimement.

Mercredi, 19 février, 1834.

M. NAILLON : Je pense que les membres ont eu occasion d'examiner les résolutions, et sont prêts aujourd'hui à prononcer sur leur mérite. Ces résolutions contiennent une atteinte à l'existence d'un corps constitué comme nous, en vertu de l'acte impérial de 1791 ; la mise en accusation du gouverneur en chef, qui forme aussi une autre branche de la législation ; le refus formel de subvenir par des appropriations d'argent aux dépenses de la Province ; et en outre, un procédé injurieux contre la Mère-Patrie, c'est-à-dire son secrétaire colonial. Il n'est pas nécessaire de dire que je ne puis voter pour de telles résolutions. Il me serait même impossible de le faire, quand ce ne serait qu'à cause des changements qu'on veut apporter à l'acte constitutionnel. Toutes nos requêtes ont appuyé cette constitution, que la représentation du peuple a si vivement défendue lors du projet d'union, quand nos droits et nos privilèges étaient menacés. Chacun doit voir qu'à l'âge où je suis, je ne puis aisément changer d'opinion pour une constitution, que j'ai moi-même soutenue. Si je suis disposé à repousser toute attaque contre cette chambre, je suis disposé à en faire autant pour le gouverneur, qui est le représentant du Roi dans ce pays. Il est vrai qu'il peut être mis en accusa-

tion par cette chambre devant le gouvernement impérial. Mais comment faire le bien commun, en s'attaquant au représentant du Roi ? N'est-ce pas nous mettre en inimitié avec les autorités, sous lesquelles nous siégeons, et déclarer qu'il n'y en a pas d'autres que la nôtre ? Il est de même contraire à nos principes d'arrêter la marche du gouvernement, en refusant de voter les subsides. Ce doit être la dernière ressource de la chambre. Si elle agit en faire un usage constitutionnel, elle amène le gouvernement à la raison, quand il s'en écarte. Mais l'usage inconsideré de cette mesure en diminue l'effet, et détruit nos forces comme dispensateurs des deniers publics. Assurément je serais la dernière personne à consentir, qu'on s'emporte en injures, et en insultes contre celui qui nous communique les ordres de sa Majesté dans cette Province, et qui doit communiquer avec nous en notre qualité de corps législatif. Il est vrai que, comme législateurs, nous n'avons point d'ordre à recevoir de lui ; mais nous avons les règles de la décence à observer envers lui, comme envers tous les autres. Dire que nous voulons rompre toutes communications avec lui, que nous jetons sous la table les dépêches de Mr. Stanley, sont des idées, que comportent les résolutions, qui jamais ne rencontreront mon assentiment. Je les rejette entièrement. Je sais que les affaires de la Province sont dans un état également nuisible pour cette chambre, le conseil, l'exécutif, et le public en général. Je sais qu'il existe un grand nombre d'abus, qui auraient dû être corrigés depuis très longtemps. Mais je suis d'avis que la chambre elle-même a négligé de faire ce qui était nécessaire pour cet objet. Nous avons en 1831 considéré l'état de la Province, et des résolutions ont été alors adoptées à l'unanimité. Elles ont été envoyées en Angleterre par le canal ordinaire du gouvernement ; et peu de temps après le secrétaire d'état nous a renvoyé une réponse, qui nous a été communiquée en 1832. Au lieu de recevoir cette dépêche, dans l'esprit qu'elle avait été écrite et qu'elle avait été dictée, on a poursuivi le projet d'un changement dans la constitution, et tenté de porter atteinte à l'existence d'une des branches de la législation, dont le concours est nécessaire pour donner force de loi à tous objets de législation. C'est nous qui avons mis ces entraves à la réforme des abus. Je prendrai la liberté de lire quelques extraits de cette dépêche du Lord Goderich, datée du 9 juillet 1831. Et s'il y a quelque chose qui montre la libéralité de l'Angleterre envers nous, c'est sans doute cette dépêche. Voyons la. Nous nous sommes plaints dans notre adresse au Roi du 16 mars 1831, « que les progrès de l'éducation parmi le peuple ont été grandement retardés par la diversion des biens des Jésuites, destinés à cette fin. » Si ces biens n'ont pas été encore accordés, le principe a du moins été reconnu, et il n'a dépendu que de nous de les avoir. Voici quelques-unes des termes de la dépêche. « Le gouvernement de Sa Majesté ne nie pas que les biens des Jésuites n'aient été, à la dissolution de cet ordre, appropriés à l'éducation du peuple, et j'admets volontiers que les revenus de ces biens doivent être regardés comme inviolablement applicables à cet objet... Il est à regretter que ces fonds aient été appliqués à d'autres fins... Si l'Assemblée était disposée à procurer des casernes aux troupes de Sa Majesté, tous les biens des Jésuites seraient affectés à leur véritable destination. » S'il arrive que par rapport à cet objet, quelque chose a été négligé, c'est à nous à faire des représentations en Angleterre, avec convenance et sans employer l'injure. Nous avons aussi représenté par la même adresse : « que la régie des terres incultes de la Couronne est vicieuse et injuste, et gêne l'établissement de ces terres. » L. G. répond que, « ce sujet a occupé toute son attention, et qu'il se propose de répondre dans une dépêche séparée. » Cette dépêche

ainsi pron
a été régu
vrier 183
système u
dans les
l'attention
été référé
a-t-il été
plaints en
ment d'A
le comme
une incert
culations
préjudicia
&c. " La
commerce
de vue, e
recommen
modification
être utile e
représenté
raisons et l
légaux su
affaires lo
commande
les bills po
pour l'incor
réel, et to
qui auraient
locales des
faire qu'il
ment." Ne
mélange de
de procéd
jeté de l'Pi
les lois qui
te." L. G.
politique le
d'hommes
plus de po
et que la l
sur ce suj
sujet, je s
chercher d
plaints, ju
publique a
des situat
exécution
L. G. ré
avaient été
tirer les ju
affaires po
daus." Po
restait plu
une alloca
sommes p
en faveur
S. M. dan
nous a rém
sateurs se
ne souffrir
qu'à mesu
cantes, ell

gouvernement in-
commun, en
N'est-ce pas
autorités, sous
r qu'il n'y en a
même contraire
du gouverne-
ments. Ce doit
s'embrasser. Si elle
elle amène le
il s'en écarte.
œuvre en dimi-
me dispensa-
ment je serai la
s'empare en
nous communi-
te Province, et
notre qualité de
le législateur,
r de lui; mais
à observer en-
Dire que nous
tions avec lui,
épêches de Mr.
ent les résolu-
on assentiment.
que les affaires
ment nuisible
cutif, et le pu-
un grand nom-
corrigées depuis
que la cham-
lui était néces-
en 1831 consi-
dérations ont été
s ont été en-
naire du gou-
le secrétaire
qui nous a été
recevoir cette
été écrite et
le projet d'un
enté de porter
des de la légis-
pour dona-
tion. C'est
la réforme des
quelques ex-
rich, datée du
re qui montre
us. c'est sans
Nous nous
au Roi du 16
tion parmi le
ar la diversion
fin. » Si ces
le principe a
u que de nous
termes de la
la Majesté ne
n'ait été, à
à l'éducation
les revenus
comme inviola-
est à regret-
tés à d'autres
procurer des
tous les biens
tribables desti-
à cet objet,
pus à faire des
convenance et
aussi repré-
ge des terres
injudicieuse,
L. G. ré-
ute son at-
ondre dans
e dépêche

ainsi promise, datée du 21 Novembre 1831, a été reçue par cette chambre le 1er. Fé-
vrier 1832. Sa seigneurie adopte le même
système au sujet des terres incultes, que
dans les États-Unis. Son projet méritait
l'attention, et je ne sais pas qu'il ait jamais
été référé à aucun comité; au moins n'en
a-t-il été rien fait. Nous nous sommes
plaints en outre, que "l'exercice par le Parle-
ment d'Angleterre, de son pouvoir de régler
le commerce de la Province, occasionne
une incertitude dommageable dans les spé-
culations mercantiles, et des fluctuations
préjudiciables dans la valeur des biens-fonds
&c." Li G. répond, que "l'avantage du
commerce des colonies n'a jamais été perdu
de vue, et que le gouvernement de S. M.
recommandera autant que possible, toute
modification aux lois existantes, qui pourrait
être utile aux colonies." Nous avons aussi
représenté que, "les habitants des villes, pa-
roisses et townships manquaient de pouvoirs
légaux suffisants pour régler et régir leurs
affaires locales." A ce sujet L. G. a re-
commandé au gouverneur "de sanctionner
les bills pour la subdivision des paroisses, et
pour l'incorporation de Québec et de Mont-
réal, et toutes autres lois bien considérées,
qui auraient pour but de mettre les autorités
locales des comtés en état de régler les af-
faires qui les intéressent plus immédiatement."
Nous nous sommes plaints que "le
mélange de différents codes de lois et règles
de procédure dans les cours de justice, ont
jeté de l'incertitude et de la confusion dans
les lois qui protègent et régissent la proprié-
té." L. G. répond que, "c'est un sujet de
politique locale, à l'égard duquel le jugement
d'hommes éclairés de la Province doit avoir
plus de poids que toute autorité extérieure;
et que la législature coloniale devra législater
sur ce sujet." S'il y a encore des abus à ce
sujet, je suis prêt à prendre l'initiative et à
chercher des remèdes. Nous nous sommes
plaints, que "plusieurs juges ont pris une part
publique aux affaires politiques, et tiennent
des situations incompatibles avec la due
exécution de leurs fonctions judiciaires."
L. G. répond "que divers arrangements
avaient été suggérés au gouverneur pour re-
tirer les juges de toute connexion avec les
affaires politiques, et les rendre indépen-
dants." Pour terminer cette discussion, il ne
restait plus à la chambre que de leur voter
une allocation permanente." Nous nous
sommes plaints de la partialité de l'exécutif
en faveur d'une seule classe des sujets de
S. M. dans la distribution des places. On
nous a répondu que par la suite les malver-
sateurs seraient sévèrement punis; qu'on
ne souffrirait plus une telle partialité; et
qu'à mesure que les places deviendraient va-
cantes, elles seraient données à tous indis-

tingement. Si ces promesses n'ont pas été
exécutées, nous avons droit de nous en plain-
dre d'une manière convenable, mais non
comme de griefs, puisqu'on nous a donné
des moyens dont nous avons négligé de
nous servir. Nous nous sommes plaints
aussi de la non-comptabilité de certains
fonctionnaires publics, et L. G. nous répond
qu'il est prêt à sanctionner toute mesure à
ce sujet. Nous nous sommes plaints qu'un
"acte du Parlement impérial rendit perma-
nent des impôts fixés temporairement par la
Législature provinciale, et en laissant les re-
venus à des officiers sur lesquels la chambre
ne peut avoir aucun contrôle." L. G. ré-
pond à ce grief que, "les ministres de la
Couronne sont prêts à coopérer à toute me-
sure pour révoquer cet acte, si elle est passée
par les deux législatures du Haut et du Bas-
Canada, ces deux Provinces y étant intéres-
sées." Le dernier sujet de plainte avait
rapport à la constitution du conseil législa-
tif. L. G. avait promis une dépêche séparée
à ce sujet, et je ne sais pourquoi elle ne
nous est pas parvenue. Voilà les réponses
qui ont été faites à notre adresse de 1831, et
c'est à nous à montrer, que de notre côté,
avons fait tout ce que nous avons dû faire
pour remédier aux abus. Je crois que nous
avons encore beaucoup à faire. Nous plaignons
nous avec justice aujourd'hui que nos bills
n'ont pas dans le conseil tout le succès qu'ils
devraient y avoir? Ces plaintes sont com-
munes à tous les corps législatifs, qui sont
indépendants les uns des autres. Chacun
d'eux croit avoir le droit de faire à sa façon.
C'est l'inconvénient de ces sortes de consti-
tutions; mais on a encore mieux aimé
le souffrir, quand ce ne devenait point un
abus, que de courir les dangers qu'il y a à don-
ner tous les pouvoirs à un seul corps. J'ai
fait moi-même des plaintes contre notre con-
seil législatif. En regardant la liste des bills,
dans lesquels il n'avait jamais voulu concou-
rir jusques là, je vois que la presque totalité
de ces bills y a passé depuis. Il n'est donc
pas vrai de dire que toutes les lois nécessai-
res au bien du pays, sont sûres d'y être re-
jetées. Elles ne l'ont été que trop souvent;
mais ce n'est plus le cas. Le conseil a con-
couru dans divers bills importants, pour l'ap-
propriation de certaines sommes d'argent,
pour les corporations, pour les procès par
jurés, pour la milice, pour les subdivisions
des comtés. Cette dernière mesure a donné
une représentation vraie et juste de la Pro-
vince. Le conseil a lui-même passé un bill
pour rendre les juges indépendants, et c'est
nous-mêmes qui l'avons refusé. Il a encore
concouru dans plusieurs autres mesures
utiles; tel est le bill pour l'éducation, celui
pour les commissaires des chemins dans les
campagnes, celui pour les subdivisions de

paroisses, et un autre acte qui rappelle en partie l'acte des tenures; et cela quand le conseil était encore mal composé. Je ne parle pas du conseil tel qu'il est aujourd'hui. Je ne crois qu'il convienne de parler convenablement dans cette chambre d'une autre branche de la législature. Nous n'avons point d'injures à nous changer ainsi. Voilà un aperçu de l'état de la Province en 1831 tel que communiqué dans notre adresse au gouvernement impérial, et des réponses qui nous ont été faites à ce sujet en 1832. Il serait bon de voir s'il n'y aurait pas de moyens de remédier aux abus qui règnent aujourd'hui. Qu'on fasse voir à l'Angleterre ce qui peut et ce qui doit être fait; nous remplirons notre devoir, et la charge sera grande contre ceux qui auront négligé le leur. Mais en attaquant le conseil, on s'est élevé une barrière contre bien des lois, qu'on aurait pu faire et qui auraient rencontré l'assentiment du Roi. Cette attaque contre l'existence d'un corps constitutionnel, m'empêche d'espérer qu'on nous accorde de sitôt une réforme contre bien des abus. Nous y avons mis nous-mêmes un obstacle. La constitution dans tout pays est la règle de conduite pour toutes ses parties et la sauvegarde de la liberté de chacun. Du moment qu'on l'attaque on ébranle les passions. Nous nous trouvons dans des circonstances différentes des celles des pays où il y a eu des changements. En Angleterre et aux Etats-Unis, qu'on a cités, des changements ont été opérés par le peuple, non par suite d'un goût pour la réforme, mais parce que les rois eux-mêmes voulaient altérer la constitution. La ligne de démarcation est bien distincte: ils combattaient pour des droits qui existaient; et nous voulons renverser ceux qui sont établis. Le résultat doit être différent. L'histoire est un moniteur fidèle: elle nous apprend que les conséquences suivent le principe. Il est inutile que j'entre dans des détails, pour le prouver. Je finirai par proposer en amendement de substituer les résolutions suivantes:—
(Voir ci-devant).

M. STUART: je conviens avec tout le monde que le pays se trouve dans une situation déplorable; et je désire de tout mon cœur de l'en voir sortir. Je ne parlerai pas de nos griefs avec cette passion, que l'on a montrée, et m'abstiendrai d'entrer dans des objets entièrement étrangers à la question. Loin de moi toutes ces distinctions nationales, ces expressions exagérées et inutiles que s'est permises dans la discussion l'hon. Orateur de cette chambre. Ces expressions sont extrêmement inconsiderées, et j'en laisse l'honneur à celui qui s'en est servi. Je sais que dans ce pays il est impossible d'empêcher les inconvénients qui résultent du mélange de la population; mais est-ce à nous à semer les dissensions, et à augmenter l'irritation? J'ai eu parlé de distinctions, qui les suscite. J'ai eu occasion d'observer quelles sont les doctrines de plusieurs hon. membres de cette chambre; et j'ai cru apercevoir dans la discussion plus de personnalité que de raisonnement. Je vais m'attacher particulièrement à la question,

et démontrer les résultats de ces résolutions de sang-froid, j'espère, et sans exaspération. Nous sommes appelés à dire ce que nous pensons sur l'état de la province. Nous sommes dans un moment de crise. Nous faut-il adopter des mesures propres à augmenter l'embarras et à exacerber l'irritation? Est-il conforme aux lois de la raison et de la prudence de tourner en même temps contre nous toutes les autorités?

Je n'ai pas intention d'entrer dans les détails des résolutions, je ne veux envisager la question que sous un point de vue général. Je le ferai sans m'occuper d'aucune considération étrangère, et suivant ce que je crois être mon devoir. Depuis que je suis dans cette chambre le pays a toujours été divisé en deux partis; à la tête de l'un est l'Orateur de la chambre; et à la tête de l'autre l'Orateur du conseil. Dans les deux partis, on n'a pas su garder de bornes, et je ne saurais dire lequel est le plus fautif. Dans cette chambre j'ai été témoin qu'on s'est souvent arrêté à des distinctions nationales. Quels sont ceux qui ont été constamment dans la majorité; sinon ceux qui sont d'origine Française? Et d'un autre côté quels sont ceux qui occupent les places? On y voit des personnes de toute origine. Des hommes, tirés de toutes les classes de la société, sont élevés aux divers postes d'honneur. Et qu'est ce qui rend un homme digne d'un emploi? Ce n'est certes pas son origine ni son langage, mais sa conduite et ses talens. Si un homme est qualifié pour un emploi, qu'il l'occupe, peu importe son nom, ses relations, et ses idées politiques. On se plaint de la partialité dans la distribution des places; quelq'un, dans l'occasion de fréquenter les bureaux publics peut-il se plaindre qu'on ait laissé entrevoir des préférences et des égards pour les uns plus que pour les autres? Mais ce n'est pas le peuple qui est mécontent; ce sont ceux qui se mêlent des affaires. Où sont donc dans ce pays, les esclaves dont on parle dans les résolutions? Peut-être y en aura-t-il un jour, si ces résolutions sont adoptées. Ceux qui vantent tant leur amour pour la liberté, qu'ont-ils fait pour le pays? Qu'ils nous montrent donc leur ouvrage. Ils ont suscité des mécontentemens, il est vrai; ils ont su exciter les passions; mais si ce sont là les fruits de la constitution, n'en ayons pas du tout plutôt. Il est de fait qu'autrefois il y a eu des abus. Ceux qui avaient le pouvoir, étaient des hommes peu éclairés, et dominés par les préjugés. Aussi, en 1810 on vit conduire sans raison dans les prisons des hommes respectables. Ce fut un acte de violence inexcusable. Mais aujourd'hui quelle nécessité y a-t-il de mettre la Chambre en collision avec les autorités locales et extérieures? Il n'y a pas un homme sensé qui ne convienne qu'une pareille lutte nous serait funeste à tous. Elle aurait l'effet sans doute de donner des forces à la minorité dans cette colonie, contre la majorité qui se plaint. Voilà ce qu'en serait le résultat. Comme représentant du peu,

ple, je me suis
cette consi-
De bonne
tions sont
Pour moi, j'
l'achèvement
ment mesu-
tions; je ve
j'aurai fait

M. GUO-
raisons. L'
vient de ne
cours parle
grand tabl-
son texte n
et il n'a pu
chambre n'
griefs, et co
avoir la ré-
a parlé de c
refusé la c
sans prouve
que le gouv
tror. Je cit
Unis, qui a
des Etats, l
qui n'est él
y avait qu
qui se trou-
ple. Sans é
de l'Exécute
montre en c
refusés, pou
membre pou
fait part d'un
aussi je finis
à la circons
ayant dema-
de parades;
ils sont tou-
absens: tels
sont tous l
absens.

M. L'OR-
aussi indéch
ne devoir pa
ni mériter l
président d
se méprend
les papiers
dit que par l
de l'Officier
ces docume-
muniquer au
aussi. Le pr
autre autor
nou s'égard
ce refus, tou
pas comme
lier.

M. VANPE-
lence, pour
part et d'aut
n'a été envis
général; et
des résoluti

résolutions de
opération. Nous
pensons sur
dans un mo-
des mesures
et à exorcer
lois de la rai-
en même temps

dans les dé-
ux envisager la
vue général.
aucune conti-
ant ce que je
que je suis
a toujours été
te de l'un est
la tête de l'au-
les deux par-
ornes, et je ne
us fault. Dans
qu'on s'est sou-
na nationales.
constamment
qui sont d'ori-
côté quels
places? On y
origine. Des
classes de la
s postes d'hon-
un homme digne
pas son ori-
conduite et ses
qualifié pour un
porte son nom,
tiques. On se
distribution des
cusion de fré-
cut-il se plaindre
préférences et
que pour les
peuple qui est
se mêlent des
ce pays, les
résolutions?
si ces résolu-
tant leur
ils fait pour le
leur ouvrage.
us, il est vrai;
mais si ce sont
en ayons pas du
refais il y a eu
pouvoir, étaient
inés par les pré-
ndre sans rai-
sons respectables.
cusable. Mais
il de mettre la
autorités locales
omme sensé qui
te nous serait
et sans doute de
ans cette colo-
entant du peu-

ple, je me ferais un reproche si je n'iniquais
cette conséquence, qui pourrait être terrible.
De bonne heure, je persuade-t-on que ces résolu-
tions sont de nature à consolider l'état du Pays?
Pour moi, j'y vois son malheur, sa destruction, et
l'esclavage. J'ai exprimé librement et courtoise-
ment mes sentiments par rapport à ces résolu-
tions; je voterai contre; et quoiqu'il arrive,
j'aurai fait mon devoir.

M. GUY: Ces paroles ne sont pas des
raisons. L'hon: membre qui vient de s'asseoir
vient de nous faire ce qu'on appelle un dis-
cours parlementaire; il a voulu nous faire un
grand tableau de nos maux; il a pris pour
son texte nos griefs, il en a cité une foule;
et il n'a pas montré d'où il venait et si la
chambre n'en était point la cause. Il y a des
griefs, et ces résolutions sont le moyen d'en
avoir la réparation: voilà tout ce qu'il dit. Il
a parlé de documents dont le gouverneur a
refusé la communication à cette chambre,
sans prouver qu'ils étaient nécessaires ni
que le gouverneur pouvait ou devait les mon-
trer. Je citerai le cas du président des Etats-
Unis, qui a dernièrement refusé au congrès
des Etats, l'état des comptes de la banque; lui
qui n'est élu que pour quatre ans, il a cru qu'il
y avait quelquefois des devoirs à remplir,
qui se trouvent contraires aux vœux du peup-
le. Sans être appelé à défendre la cause
de l'Exécutif, je demanderai qu'on nous dé-
montre en quoi les documents, qu'il nous a
refusés, pouvaient nous être utiles. L'hon:
membre pour le comté de Richelieu nous a
fait part d'une anecdote fort agréable, moi
aussi je finirai par une anecdote applicable
à la circonstance: Un officier commandant,
ayant demandé à un subalterne ses retours
de parades; eh bien! mon général, dit celui-ci
ils sont tous présents, excepté ceux qui sont
absents: tels sont les arguments de l'hon: M: ils
sont tous présents, excepté ceux qui sont
absents.

M. l'Orateur PAPINEAU: Une anecdote
aussi indéchiffrable et aussi triviale semble
ne devoir pas convenir dans cette Assemblée,
ni mériter beaucoup d'attention. Quant au
président des Etats-Unis, l'hon: membre
se méprend entièrement. Il n'a pas refusé
les papiers qu'on lui demandait; mais il a
dit que par les lois, c'était entre les mains de
de l'officier de la Trésorerie que se trouvaient
ces documents, et que c'était à lui les com-
munique au congrès: et cet officier l'a fait
aussi. Le président n'a fait que référer à une
autre autorité. D'ailleurs cette affaire ne
nous regarde en rien; et quant il aurait fait
ce refus, toujours serait-il vrai que ce n'est
pas comme ici un usage constant et journalier.

M. VANFELSON: Jusqu'ici j'ai gardé le si-
lence, pour entendre les arguments donnés de
part et d'autre. Avant ce soir la question
n'a été envisagée que sous un point de vue
général; et personne n'a parlé sur le mérite
des résolutions. Ce soir a commencé cette

discussion sur les détails. En appliquant mon
opinion, je tâcherai de le faire avec le sang-
froid de l'hon: membre pour la Haute-Ville,
m'adressant à la chose, et non aux personnes;
maîtriserai pour en venir à des conclusions dif-
férentes des siennes. Je me déclare en faveur
de la mesure. Il y a longtemps que le Pays
souffre, et nous devons demander des
remèdes. Tout le monde convient de ces
maux: on ne diffère que sur les moyens.
Les uns prétendent qu'il est dangereux de se
mettre en collision avec toutes les autorités,
coloniales et métropolitaines. M. Neilson, ami
du pays, et avec bonne foi, comme j'aime à
le croire, maintient que c'est notre flûte, si nos
maux n'ont pas été réparés. M. Stuart, de
son côté, assure que si une collision avait lieu,
cela aurait l'effet d'augmenter les forces de la
minorité dans ce Pays. Quant à moi, qui
approuve ces résolutions, je crois que nous
appartenons à un gouvernement sage, judi-
cieux; que nos représentations, également
justes et raisonnables, en seront bien accuei-
lies, et qu'enfin nous en obtiendrons ce que
nous demandons depuis si longtemps. M.
Gugy, dans son discours d'hier au soir, a voulu
faire croire qu'il s'agissait de déclarer la guerre
à la mère-patrie. Je défie de démontrer
qu'aucune de nos représentations ne soit con-
forme aux règles de la saine politique, et con-
tienne rien d'offensant pour le peuple anglais.
Il ne s'agit pas de soldats, de boulets, ni de
canons. L'hon: membre s'est mépris, ou a
feint de se méprendre. Dans tous les temps,
il y a eu des abus, et des représentations ont
été faites; et quand ces abus sont rendus à un
excès insupportable, il n'est pas à supposer
que nous n'oserons pas nous plaindre. Pour
repousser cette assertion de M. Gugy, qui
tendrait à intimider les esprits, je prendrai
la liberté de rappeler les diverses époques poli-
tiques où le pays a eu à lutter, et où il a tou-
jours eu l'avantage, quand il s'est montré
ferme. Depuis la cession, nous avons toujours
été en lutte avec les étrangers qui sont venus
ici; et quoiqu'ils fussent en petit nombre,
leurs relations de l'autre côté de la mer, et
l'intérêt qu'on y prend pour eux, ont rendu forte
leur opposition; et empêché que nous ne puissions
obtenir ce que nous demandons. Dès 1790,
quand on parlait de nous donner la constitution
telle qu'elle est, ces ennemis du pays s'y sont
opposés. Depuis six ans les Canadiens solli-
citaient en vain pour l'obtenir, tant était vive
et forte leur opposition. Mais à peine l'acte de
1791 eut-il été passé, qu'ils furent les premiers
à en profiter. Leur influence était alors la
plus considérable, et pendant les 15 premières
années ils composèrent la majorité dans cette
chambre. Il y avait parmi eux des juges,
des conseillers exécutifs. On poussait l'anti-
pathie nationale, jusqu'à reprocher aux mem-
bres de la minorité leur manque de loyauté,
s'ils osaient faire quelque opposition; et cet
ordre de choses a duré jusqu'en 1810. Vers
ce temps un engin utile pour l'éducation po-
litique, je veux dire la presse, qui n'avait alors
que l'ancienne Gazette de Québec, s'est éta-
bli dans le Bas-Canada. On a senti la né-
cessité d'avoir un papier public à mettre en
opposition avec le *Mercury*, pour réfuter ses
calomnies contre les Canadiens. En conséquen-

ce il s'est établi à Québec un papier, appelé le *Canadien*. Alors a commencé le goût de la politique; et c'est ce qui a fait changer la composition de cette chambre. La discussion de ces papiers a fait comprendre que les juges ne devaient pas être membres de la chambre. Par une résolution il fut déclaré qu'ils ne devaient pas y être, et la chambre fut accusée de vouloir renverser la constitution. Le résultat fut que l'année suivante on reçut un ordre d'Angleterre, qui disqualifiait les juges à siéger dans la chambre. A une époque plus reculée, cette presse a encore produit une autre révolution. La liberté de ses discussions lui attira de la part de l'administration, une persécution, dont celle-ci aura longtemps à rougir. On fit saisir cette presse populaire; on arrêta ceux qui la conduisaient; et on plongea dans les cachots les citoyens les plus respectables. Cette persécution n'a été que momentanée. La fermeté et l'énergie de ceux qui en ont été les victimes, ont tourné au profit du peuple. Ces mêmes personnes, ainsi confinées dans les prisons, ont été reconnues comme des hommes de caractère, et on leur a donné les charges les plus importantes. A cette époque de 1810, dans une crise des plus violentes, un individu surtout a défendu et maintenu les droits du peuple. Cet homme est feu M. le Juge Bedard; je devrais dire l'immortel Bedard, qui a fait pour nous les plus grands sacrifices, et dont le nom doit être à jamais cher aux Canadiens. Quelle a été encore la conséquence de cette lutte? Quelque temps auparavant les juges avaient été disqualifiés comme membres, on s'est alors débarrassé de l'influence de l'exécutif dans la chambre. A cette époque il y avait encore des conseillers exécutifs dans la branche représentative. Les violences du gouverneur d'alors firent ouvrir les yeux, et l'on s'aperçut que la charge de représentants du peuple ne convenait pas à ceux qui avaient d'autres intérêts à représenter. Une administration plus heureuse succéda à celle du gén : Craig, et les affaires politiques du pays prirent un meilleur aspect. Au sortir de cette administration orageuse, ce même peuple qui avait été calomnié, a été appelé à défendre le pays contre les Etats-Unis, qui l'invitaient à se joindre à eux. Les mêmes individus, qui avaient été plongés dans les cachots, ont volé sur les frontières; et on les a vus à la tête des milices. On a reconnu qu'on avait mal à propos injurié et calomnié les Canadiens. Ils ont ouvert les coffres publics pour soutenir la guerre, et ils ont souffert le cours des bills d'armée. La chambre même a déclaré tous les citoyens soldats. De pareils traits auraient dû engager à mettre fin à nos maux. Néanmoins, la guerre Américaine n'a pas été plutôt finie, que de nouveau on a cherché à nous calomnier. Depuis 1815 jusqu'en 1827, nos maux ont considérablement augmenté. A cette époque l'administration qui n'était rien moins que populaire, a forcé le peuple de s'assembler, de dresser des requêtes, de nommer des agents, et de soumettre ses plaintes en Angleterre. En conséquence de ces requêtes, les affaires furent suspendues; et la chambre se montra l'organe du peuple. En 1831 on reçut une dépêche d'Angleterre, qui répandit la joie dans la Province. On y réca-

pitulait tous nos griefs; on se souvenait; on promettait d'y remédier; et la demande à M. Neilson, quels remèdes a-t-on employés, et quels maux sont disparus? Quelques-unes de ces promesses ont-elles été accomplies? Nos Finances ne sont-elles pas encore dans le même embarras? La Législature a passé un bill par rapport à des impôts temporaires, rendus permanents par des lois passées dans le Parlement Impérial; le Conseil y a concouru; mais le Haut-Canada n'a pas voulu y accéder. La condition imposée par la Dépêche était que le Haut-Canada devait y donner son consentement, au lieu de dire simplement que la clause de l'acte de la 14e, relative aux revenus dont il est question, pourrait être rappelée par un Acte de cette Législature. Pourquoi faire intervenir ainsi une autre Province dans nos propres affaires? Le Haut-Canada a su profiter de son influence en Angleterre pour empêcher que cette clause de l'Acte de la 14e Geo. 3 ne fût rappelée. On nous a donc indiqué un remède impossible à appliquer. Qu'est ce qui a été fait pour les terres de la Couronne? A cette époque on se plaignait que ces terres étaient particulièrement données à des étrangers; et notre plainte a été regardée comme fondée. Que fait-on aujourd'hui? On les vend à une compagnie; et ceux qui retireront les produits de cette vente n'ont pas de comptes à nous rendre: on ne sait pas même quel est leur salaire. Sont-ce là les remèdes, qu'on entendait donner? On a parlé de distinction nationale; c'est un sujet qui me déplaît extrêmement, et dont je ne voudrais pas entendre parler. Mais est-ce notre faute, si nous sommes obligés de nous y arrêter? N'est-ce pas dû plutôt à une dépêche du Bureau colonial, de Lord Gode- rich? Si par une telle dépêche on nous force d'émettre notre opinion sur cette matière, qu'on ne nous en fasse pas un crime; mais qu'on s'en prenne à ceux qui nous ont obligés d'en prendre connaissance. Depuis 1831, loin qu'on ait remédié à nos griefs, le mal a toujours été croissant; raison de voir avec chagrin la manière dont les affaires ont été conduites alors. Tout le monde se rappelle les difficultés qui ont eu lieu, l'année dernière, entre l'Exécutif et la Chambre d'Assemblée. Il suffit d'ouvrir le journal, et d'y lire les messages et les réponses de Son Excellence, pour se convaincre que nous sommes en arrière de ce que nous étions en 1828. Peut-on voir cet état de choses, sans y être sensible? Quand nous ne rencontrons partout que froideur et opposition, resterons-nous muets et inactifs? Enfin pour comble de malheur le parti qui veut nous opprimer s'est grossi d'un nouvel ennemi politique. Les choses en sont rendues à un point que, quand bien même la chambre n'aurait pas été en collision avec M. Stanley, elle n'en aurait pas été moins obligée de faire entendre à l'Angleterre les sentiments du Peuple. L'année dernière la chambre, usant de sa

droits, a
deloit. C
dont elle
tre avou
compte
Néamo
directem
ainsi, qu
me corp
quelque
tés. Du
bornes,
no pas r
Stanley
trances
injustic
d'entrer
faute. J
moment
sérieux
être dan
bilité à
ma conv
montrer
lutions,
l'exigent
résolution
chaire. S
pas l'opin
j'aurai v
seront qu
ne m'appr
le comté
lutions
branches
Une part
changem
examine
verra qu
Que fair
pas corr
ple? De
est que p
terai con
rences m
fait des
Bureaux
jugé cet
le Pays
treint à
aucune
sons po
Les lois
d'except
mesure
comme
chose se
objets d
un peup
seil une
cause
tre la ch
ou l'aut

universel; on le demande à on employés, et ques-unes de ces es? Nos Finances même embarras? ar rapport à des manens par des nt Imperial; le fait-Canada n'a tion imposée par Canada devait y u de dire simple- la 14e, relative n, pourrait être te Législature, ainsi une propres affaires' er de son in- empêcher que 14e Geo. 3 ne e indiqué un er. Qu'est ce de la Couronne? it que ces terres ées à des étran- gardées comme d'hui? On les x qui retirèrent n'ont pas de n ne sait pas Sont-ce là les anor? On a par- c'est un sujet e dont je ne r. Mais est-ce obligés de nous luté à une dé- le Lord Gode- e on nous force e cette matière, n crime; mais nous ont obli- e. Depuis 1831, griefs, le mal a de voir avec affaires ont été de se rappelle e, l'année der- Chambre d'As- journal, et d'y onses de Son ncre que nous nous étions en e chose, sans e rencontrons tion, resterons- n pour comble nous opprimer nemi politique. un point que, re n'aurait pas ley, elle n'en le faire enten- ns du Peuple, , usant de 22

droits, a déclaré vacant le siège de M. Mon-
dolet. C'était une question de privilège,
dont elle seule devait connaître. Le mini-
stre avoue lui-même que la chambre ne doit
compte à personne de l'exercice de ses droits.
Néanmoins on reçoit une dépêche qui censure
directement la chambre à ce sujet. Si l'en est
ainsi, que devient notre indépendance com-
me corps législatif? Les privilèges ne valent
quelque chose, qu'autant qu'ils sont illimi-
tés. Du moment qu'on leur assigne des
bornes, ils deviennent illusoire. Comment
ne pas réclamer contre cette dépêche de M.
Stanley? Comment ne pas faire des remon-
trances au peuple Anglais, pour une pareille
injustice? Si donc la chambre est forcée
d'entrer dans une telle lutte, ce n'est pas sa
faute. J'avoue que nous sommes dans un
moment de crise; que les évènements sont
sérieux; que les conséquences en peuvent
être dangereuses; qu'il y a de la responsa-
bilité à prendre: toutefois je voterai d'après
ma conviction, je serai d'opinion de nous
montrer fermes et énergiques dans nos réso-
lutions, si l'honneur et l'intérêt du Pays
l'exigent. C'est pourquoi je voterai pour les
résolutions qui sont maintenant devant la
chambre. Si dans mon vote je ne rencontre
pas l'opinion de mes constituans, du moins
j'aurai voté d'après ma conscience, et ils en
seront quittes pour ne me plus répliquer, s'ils
ne m'approuvent pas. L'hon. membre pour
le comté de Québec nous dit, que ces réso-
lutions attaquent la constitution d'une des
branches de la Législature. Cela est vrai.
Une partie de ces résolutions demande des
changemens dans le conseil. Si l'on veut
examiner les faits, qui y sont énoncés, on
verra qu'un changement est indispensable.
Que faire d'un corps législatif qui ne peut
pas correspondre avec les délégués du peu-
ple? Depuis qu'il a été recomposé, il n'en
est que plus opposé au bien commun. Je ci-
terai comme exemple le Bill pour les assu-
rances mutuelles du feu. Trois comités ont
fait des pétitions demandant d'établir des
Bureaux d'assurance mutuelle, la chambre a
jugé cette mesure bonne, et l'a étendue à tout
le Pays: et voilà que le conseil le res-
treint à trois comtés, sans nous donner
aucune raison. Il fallait de bien fortes rai-
sons pour justifier un pareil amendement.
Les lois doivent être générales. Il n'y a
d'exception que les cas particuliers, où une
mesure ne convient qu'à une seule localité,
comme un privilège pour un pont ou autre
chose semblable. Dans tout autre cas, les
objets de législation doivent s'étendre à tout
un peuple. C'a donc été de la part du con-
seil une innovation, dont on ne voit point de
cause. Si donc il y a une telle antipathie en-
tre la chambre et le conseil, il faut que l'un
ou l'autre soit remodelé; et dans ce cas, ce

doit-il être la branche populaire? Le conseil a
un vice radical, qu'ont indiqué les grands hom-
mes, qui ont discuté notre constitution.
On sait que Pitt, en nous donnant cette
constitution, ne faisait qu'un essai, et que
Fox en démontra tous les inconvéniens.
De ces deux grands hommes, Fox est celui
qui se trouve avoir dit la vérité. Pitt croyait
pouvoir créer dans ce pays une véritable
aristocratie; mais n'ayant pas donné des
titres de noblesse, il n'a pu y réussir. D'ail-
leurs le conseil n'en a-t-il pas demandé?
Voyez ses journaux, et voyez aussi les ré-
ponses qu'il a reçues du Roi. Il n'a pas
voulu leur en accorder, parcequ'il a vu l'im-
possibilité de former dans ce pays une vérita-
ble corps aristocratique. Pour soutenir des
titres de noblesse, il faut de grandes fortunes,
et il n'y en a pas dans ce pays: en sorte
donc qu'il faut réformer ce corps. Plusieurs
des résolutions ont cela pour but. M. Neil-
son est effrayé de cette demande, et dit que
lui-même il a été en Angleterre demander
que la constitution fût conservée intacte.
Oui, mais les changemens même faits dans
le conseil depuis ce temps, ont convaincu de
l'impossibilité de voir régner l'harmonie
dans notre Parlement, sans une réforme
complète de ce corps. Est-il possible sans
cela de passer des lois salutaires? Pour-
quoi donc hésiter à demander une réfor-
me, si tous les membres conviennent qu'elle
doit être avantageuse? Pourquoi dire qu'une
telle demande sera mal reçue de l'Angle-
terre, quand ce n'a pas été le cas dans toutes
les occasions que j'ai citées? En nous adres-
sant à la chambre des communes, nous y
trouverons la même libéralité que nous y
avons déjà trouvée; et elle nous accordera
toute ou la plus grande partie de nos de-
mandes. Je ne veux pas fatiguer plus long-
temps l'attention de ce comité. Je m'arrê-
terai ici, me réservant à faire quelques ob-
servations à mesure que les résolutions pas-
seront. Je finirai en invitant les membres
à penser à l'état où se trouve le pays; à ne
pas abandonner l'intérêt de leurs constituans
pour des craintes puériles. Attaqués dans
ce moment, nous devons défendre nos droits.
Pourquoi crainderions-nous? Il y en a qui
disent que ces remontrances sont trop sé-
vères. Elles sont fermes, elles sont éner-
giques. Ce n'est pas une déclaration de
guerre, mais une déclaration de principes,
une déclaration de ces droits qui nous appar-
tiennent comme sujets britanniques, et qui
nous sont garantis par l'acte de 1791. Voilà
pourquoi je voterai pour ces résolutions, et
j'espère même qu'il n'y aura pas de division.

M. BOURDADES: Je m'abstiendrai pour le
moment de parler des résolutions présentées
par M. Bedard; je ne m'arrêterai qu'aux
amendemens de l'hon. membre pour le comté
de Québec, M. Neilson. Nous convenons

avec lui que le pays est dans une situation déplorable. Mais il nous en attribue la cause. Il est singulier que depuis quelques années les yeux de l'hon. M. se soient fermés, ou que, s'il voit encore, ce soit avec d'autres lunettes. Où fonde-t-il son espoir ? dans les dépêches de 1831. Vraiment, Mr. Pr. c'est prêcher encore la venue du Messie. De bonne foi se persuade-t-il que les promesses de Lord Goderich se réaliseront ? Depuis trois ans, loin qu'on ait apporté des remèdes nos maux, ils se sont de beaucoup augmentés. Y a-t-il rien de plus alarmant que de voir un secrétaire colonial nous dénier nos privilèges, et prétendre nous dicter nos votes de subsides ? On veut donc ne nous laisser qu'un squelette hideux de constitution. Comment expliquer ce changement dans les principes de M. Stanley ? Je respecte son rang et ses talents, mais je ne puis attribuer cette manifeste contradiction qu'à sa jeunesse. Il nous reproche de vouloir attaquer l'existence d'une des branches de la législature. Mais quel espoir peut-on mettre dans un corps, qui tous les jours devient plus mal constitué ? On y fait entrer des étrangers, qui ne sont pas même sujets britanniques. Il est clair qu'on voudrait se jouer de cette chambre, qu'on voudrait la paralyser. Toute fois nous sommes une des parties intégrantes de la constitution, et il ne sera probablement pas facile de nous écraser. C'est le peuple entier qui nous a délégués ici, et nous verrons si le fera encore. Je suis bien aise que cette question vienne à la fin d'un Parlement, afin qu'en sortant d'ici nous soyons jugés par nos constituans. En finissant je rappellerai aux membres, qui reconnaissent tout le vice qui règne dans la constitution du conseil, qu'il est de leur devoir de se débarrasser d'un corps nuisible au bien-être du pays. Il y aurait lâcheté à ne le pas faire. Le seul moyen de réforme est le système électif, si l'on veut avoir un corps intermédiaire, qui sympathise également avec l'exécutif et le peuple. Mais, dira-t-on, ce sera une nouvelle chambre ; c'est donc un autre exécutif, quand il est nommé par le gouverneur. Entre ces deux alternatives, y a-t-il du doute sur le choix qu'il faut faire ?

MR. LAFONTAINE. Dans une question si importante et si difficile, je n'aurais pas osé élever la voix après les discours profonds et lumineux qui nous ont été donnés, si les discours de MM. Gagy et Neilson n'étaient de nature à laisser de mauvaises impressions, et à avoir de mauvais effets. Je l'avouerai, j'ai écouté M. Gagy tantôt avec plaisir, et tantôt avec contrainte. La foule d'anecdotes et de plaisanteries, dont il a semé ses discours, me force de le comparer à ces gazetiers, qui, recevant indifféremment toutes les nouvelles qu'on leur rapporte, sans en exa-

miner ni la source ni la vraisemblance, les débitent pour ce qu'elles sont. Hier la nouvelle était à la guerre : il ne voyait partout que sang, que boulets, que carnage et que mort. Aujourd'hui les nouvelles sont à la paix ; aussi ne fait-il que rire et plaisanter. Hier dans son ardeur guerrière il se comparait à un sénateur romain, des sentimens duquel il semblait pénétré : *Delenda est Carthago* ; il faisait le serment d'Annibal : *Satus populi suprema lex*. Avec d'aussi belles maximes, se peut-il qu'il soit tant changé aujourd'hui, et pour ne servir d'une de ses comparaisons, se peut-il qu'il prenne tant de plaisir à édifier des moulins à vent, pour les combattre à la façon de Don Quichotte ? Je ne sais de qui M. Gagy a voulu parler, lorsqu'il a dit que ces résolutions ne pouvaient venir que de la part de patriotes mendiants. S'étant servi de ces expressions d'une manière générale, chaque membre doit les regarder comme si elles lui étaient adressées. Pour moi, je n'appartiens pas, il est vrai, à une de ces familles célèbres par les places qu'elles ont occupées, et les emolumens qu'elles ont reçus ; j'appartiens à la famille d'un honnête bourgeois, qui par son industrie à su se procurer une existence aisée ; et, je m'en loue, je suis aussi indépendant que qui que ce soit. S'il a voulu parler de ceux qui mendient des suffrages aux élections, je lui déclare que je ne prends point ce reproche pour moi. J'ai dû céder aux vives sollicitations de mes constituans. J'espère donc que M. Gagy voudra bien révoquer cette fausse imputation. Qu'il ne se venge pas sur moi, s'il n'a pas été élu au comté de sa naissance. Dans le cours de la discussion, M. Gagy a dit que les discours emportés de l'Orateur expliquaient assez qu'elle a été la cause du 21 Mai. Il est vrai que de mon côté, j'ai pris une part active à cette élection ; et si M. Gagy prétend dire que ceux qui se sont mêlés de cette élection, y étaient invités par M. l'Orateur, il est grandement en erreur pour moi. Avant la fusillade du 21, je n'avais pas vu M. Papineau depuis la fin de la session : il en était ainsi des autres. Revenant à Mr. Neilson, je dirai qu'il est en contradiction avec ses propres paroles et ses propres principes. Rien n'est plus fort pour nous engager à voter en faveur des résolutions, que ce qu'il nous a dit lui-même. La conséquence, dit-il, suit le principe. Quel est le principe du conseil législatif ? La volonté arbitraire et capricieuse d'un gouverneur, voilà quel est ce principe. Si l'hon. M. dans un autre temps, quand son cœur battait encore pour le pays, a dit en Angleterre que ce principe était la cause de nos maux, je le lui demande aujourd'hui, ce principe ne dépend-t-il pas encore de la même volonté, qui le faisait opérer en 1828 ?

Toute fo
que nous
neur, ma
n'est pas p
qu'il soit a
dont il a e
sur cui
vient son
que dans u
que c'est é
tion, que
législature
dans son
que c'est
ment. D
suprès de
entraver la
gouvernem
que la ch
li écar
so salu
fallait for
l'homme
quait-elle
Orateur
adopter
est claire
conviction
l'hon. M.
dresse de
n valu. L
a rapport
de violati
cette parti
Quoi de
notre droit
dire : je
condition
me payées
vous pas é
dans un
nos agens
Angleterr
lice. Une
est de nou
contenter
vouer ail
ruineux po
contradicti
argument
avons, il e
Cependant
qu'a amoll
fait une te
à la Bours
avantage
cette inju
On avoue
temps da
écote ; ma
quels sont
les nomm
ques-uns,
il serait à
résigner.

milliards, les
Hier la nou-
vinit partout
ange et que
es sont à la
t plaisanter.
Il se compa-
rativement du
da est Car-
ibai : *Scia-*
très belles
ant changé
une de ses
nné tant de
ent, pour les
Quichotte ?
ulu parler,
ne ne pou-
riotes men-
expressions
ue membre
a lui étaient
parties pas,
es célèbres
pées, et les
l'appartena-
dis, qui par
e existence
aussi indé-
S'il a voulu
s suffrages
e ne prends
ai dû céder
constituans.
ira bien ré-
Qu'il ne se
été élu au
le cours de
es discours
ient assez
Il est vrai
art active à
étend dire
e élection,
il est gran-
ant la fusil-
Papineau
était ainsi
son, je di-
es propres
Rien n'est
en faveur
s a dit lui-
ait le prin-
seil légis-
précieuse
e principe.
quand son
a, dit en
cause de
rd'hui, ce
ore de la
en 1828 ?

Toute fois l'hon. M. avoue avec candeur que nous avons le droit d'accuser le gouverneur, mais il ajoute en même temps, qu'il n'est pas prudent de le faire. Pourquoi faut-il qu'il soit accusé ? pour la manière arbitraire dont il a composé le conseil. C'est le peuple sur qui pèse le tort de ses actions, qui devient son accusateur. M. Neilson a remarqué dans une autre partie de son discours, que c'est s'écarter des droits de la constitution, que d'accuser une autre branche de la législature : voilà donc une contradiction dans ses propres doctrines. Il ajoute aussi que c'est entraver la marche du gouvernement. Dans une circonstance bien minime auprès de celle-ci, lui-même a consenti à entraver la marche des affaires, quand un gouverneur refusait de confirmer le choix que la chambre avait fait pour son Orateur. Il était un de ceux qui criaient hautement qu'il ne fallait pas sacrifier un privilège, et qu'il fallait forcer le gouverneur à recevoir l'homme du peuple. Cette chambre manquait-elle alors d'hommes capables d'être Orateur ? Qu'est-ce qui l'engage donc à adopter cette démarche ? La raison en est claire, c'est que dans un temps on a des convictions, et dans un autre on en a d'autres. L'hon. M. s'attache particulièrement à l'adresse de 1831, et à la réponse qu'elle nous a valu. Le premier chef de cette dépêche a rapport aux biens des Jésuites. Y a-t-il de violation plus flagrante de la justice que cette partie de la dépêche de L. Goderich ? Quoi de plus odieux que de reconnaître notre droit de propriété sur ces biens, et de dire : je ne consens à vous les rendre qu'à condition que vous m'indemnisez, que vous me payiez ? On nous dit encore, ne devez vous pas être satisfait ? le conseil a concouru dans un bill de milice ; comme si en 1828 nos agents n'avaient eu d'autre mission en Angleterre que de demander un bill de milice. Une autre contradiction de l'hon. M. est de nous dire que nous devrions nous contenter des promesses du ministre, et d'avouer ailleurs que le pays est dans un état ruineux pour tous les partis. Certes, cette contradiction là du moins est palpable ; cet argument n'est pas même spécieux. Nous avons, il est vrai, une loi pour les jurés. Cependant l'époque est-elle éloignée où ceux qu'a amollis le soleil du château St-Louis, ont fait une tentative, dans une assemblée tenue à la Bourse de Québec, de nous ravir cet avantage ? M. Neilson a-t-il réclamé contre cette injustice ? non, il ne l'a point osé. On avoue que ceux qui sont depuis long-temps dans le conseil, sont de la vieille école ; mais parmi les nouveaux conseillers, quels sont ceux de la nouvelle ? Qu'on nous les nomme donc. Il est vrai qu'il y en a quelques-uns, mais associés comme ils le sont, il serait à souhaiter qu'un acte leur permit de résigner. Si l'on demande à réformer cet

état de choses, on crie à la révolution ! Mais n'a-t-on pas crié de la même manière en 1810 ? Ceux qui proposèrent d'abolir les Juges de la chaire furent traités de révolutionnaires. Ceux qui plus tard ont voulu régler les appropriations d'argent, ont aussi été appelés des révolutionnaires par les Cartaginois de ce temps-là ; cette accusation s'est renouvelée dans tous les temps. Je crois que tout considéré, ceux qui aiment le Pays, et veulent son bien, ne peuvent avoir aucune difficulté à voter ces résolutions. J'avoue que je sens un plaisir secret de voir, qu'elles ont été présentées par le fils de celui qui défendit si bien la cause de la patrie. Si ses cendres ne reposent pas dans la tombe, s'il vivait encore, il sympathiserait vivement avec nous ; il serait peut-être entendre sa voix, non pour demander un conseil électif, mais pour en demander l'entière abolition. Cet homme était un véritable apôtre de la liberté. Je ne vois pas de nécessité d'occuper plus longtemps l'attention de cette chambre.

M. GOV. J'ai pris plaisir à entendre à l'hon. membre, qui vient de s'asseoir, répéter quelques parties du discours que j'eus l'honneur d'adresser hier à cette chambre. Je ne me rappelle pas s'il a été bien correct dans ses citations, mais je regrette qu'il ne m'ait pas répondu dès hier, parcequ'en parlant sur l'impression du moment, et m'étant laissé emporter dans la chaleur de la discussion, j'aurais pu profiter de son commentaire et corriger plusieurs inexactitudes dans mon style. Ordinairement, c'est M. l'Orateur qui se défend lui-même ; je vois aujourd'hui le contraire. C'est M. Lafontaine qui prend sa défense ; l'Orateur lui en saura bon gré, je suppose. Je ne m'étendrai pas dans de plus longues observations à ce sujet ; je suppose que M. Papineau saura reprendre ses droits. J'appellerai encore l'attention des membres à la 50^e résolution, qui, dans la stricte valeur des mots, va à dire : faites ce que nous vous demandons, ou attendez-vous à nous voir nous raidir contre vous, et imiter l'exemple des Etats-Unis. Les termes de cette résolution sont formels. (Il la lit.) N'est-ce pas là une déclaration de guerre ? De qu'elles autres expressions se servaient les Américains, quand ils se sont révoltés, eux qui étaient si bien gouvernés ? Nous qui sommes bien plus mal gouvernés qu'eux, nous avons sans doute de plus fortes raisons de prendre leur démarche ? En bonne foi, est-il prudent d'adresser un pareil langage à la Mère-patrie ? Quelles sont les ressources du Pays ? et quand on ne voudrait pas recourir à ces moyens extrêmes il n'en est pas moins vrai que ces résolutions doivent exciter des soupçons par rapport à la loyauté des Canadiens. Je nie pourtant qu'on y ait exprimé leurs vœux et leurs sentimens. Il n'y a que de fréquens appels au 6^e passions, des intrigues, et des menées, qui

puisse leur faire désirer des événements qui devront être funestes. M. Lafontaine, connaissant mieux que moi la valeur des mots dans le français, me dira sans doute, ce que veut dire cette allusion qu'on fait aux forces et à la révolution de l'Amérique. Si l'on ne veut pas faire entendre que l'on ferait comme les Etats-Unis, quel sens cela a-t-il ? Le temps viendra indubitablement, où nous deviendrons indépendans ; ce Pays sera le centre d'un grand empire. Mais il n'est pas, ceux qui veulent hâter ce moment : les Etats-Unis ne nous envieront-ils pas nos beaux fleuves, et souffriraient-ils que nous fussions indépendans auprès d'eux ? Avec le Mississippi, et l'Ohio, il leur faut encore le St. Laurent pour arrondir leur domination. Il est impossible de se cacher que nous deviendrons libres ; mais si pour parvenir à cet ordre de choses, il nous fallait passer par la guerre civile et tous les maux qui en sont la suite, ceux qui s'affligent si profondément et avec tant de raison, de la mort de trois de leurs concitoyens, seraient-ils insensibles à la dissolution universelle dont ils seraient les témoins, dont leur cœur leur rappellerait sans cesse qu'ils sont la cause ? Si d'avance ils étaient convaincus de toutes ces scènes de désordre et de carnage, n'aimeraient-ils pas mieux souffrir mille fois la mort, que d'en être les auteurs ? Quant à l'amour de la Patrie, quant au salut de la République, c'est un sentiment universel : personne ne veut être esclave ; tout le monde veut servir son Pays. Je veux aussi moi faire la guerre : mais c'est la guerre aux abus, et aux griefs. Je voudrais améliorer notre constitution, je ne voudrais pas la détruire. L'idée ridicule d'un système républicain en Canada n'existe que dans la tête de ceux qui auraient espoir d'en tirer parti. Qu'on nous cite donc une république parfaite et tranquille ; même la petite République de St. Martin en Italie, qui existe depuis si longtemps, n'est pas exempte de cala-las et d'agitation. Je crois donc que la réforme de nos abus serait la démarche la plus avantageuse au Pays. Je dois rendre justice à M. Lafontaine, pour les expressions dont il s'est plaint. Je suis persuadé qu'il n'a jamais eu envie ni cherché de places ; je ne m'en suis pas adressé à lui non plus : je m'étais servi des paroles dont un savant Orateur avait fait un usage, dans le Parlement d'Irlande. Je m'arrêterai aussi à un autre incident un peu étrange, parce qu'on y a fait allusion. Né dans le comté de St. Maurice, j'ai dû y avoir beaucoup de relations, et je n'ai pas été privé de croire que je pourrais y être élu peut-être. A la prière de plusieurs personnes je m'y suis donc rendu. Quoique je n'eusse pas raison de croire qu'on pût dire que j'étais anglais, cependant, à la vue même du clocher de ma paroisse, je vis sortir un certain club d'un certain presbytère, qui s'en vint crier et répandre que j'étais anglais ; et j'étais bien anglais, disaient ces gens, puisque je n'étais pas catholique. Par ce monologue et cette effronterie, ils me firent éprouver une mortification plus déshonorante pour eux que pour moi. L'allusion qui en est faite à ce sujet, et les funestes distinctions nationales qu'on s'est permises ici, m'ont forcé d'entrer sur cette matière. N'ai-je pas raison de me plaindre, moi qui suis né dans ce Pays, qui suis canadien, qui ne me suis jamais éloigné, qu'on ait dit que j'étais anglais, parmi ceux mêmes au milieu desquels j'étais né ? Malgré toutefois qu'on m'ait substitué deux hommes que je suppose être capables et sages ? Voilà la raison qui m'a forcé de vous entretenir de moi un peu plus longtemps que je n'aurais voulu. Il est certain que M. Vanelsou a parlé d'une foule de vieux griefs, si nombreux et si criens, que je suis surpris qu'on les ait endurés. Mais en a-t-il autant aujourd'hui ? On crie contre le conseil, ne sait-on pas la nouvelle du jour ; ne sait-on pas qu'il vient de concourir dans un Bill qui disqualifie plusieurs conseillers ?

M. LAFONTAINE : Il paraît donc que les nouvelles sont encore à la guerre. L'honorable membre m'a demandé une explication que je suis obligé de lui donner. Il me demande ce que je pense de la 50e résolution. Je lui dirai d'abord que je n'ai point travaillé à ces résolutions, et que je ne les ai vues que depuis que je suis descendu de Montréal. Si je comprends bien la 50e, je la trouve exacte. Il convenait de mettre sur ses gardes M. Stanley, qui nous fait de si violentes menaces ; et si ce pays doit être un jour un grand empire, comme nous l'a dit M. Gagy, il faut l'en informer d'avance. Nous disons que nous désirons rester attachés à la mère-patrie aussi long-temps que possible, aussi long-temps que pourra durer le régime colonial : voilà quel est le sens de cette résolution.

M. Kimberse prononce en faveur des résolutions proposées par M. Neilson. Il observe que le conseil, tel qu'il est constitué, a retardé la prospérité du pays.

La chambre se divise ensuite sur les amendemens de M. Neilson, et ils sont rejetés à une majorité de 52 contre 18.

[M. Neilson se retire ensuite, avec la plupart de ceux qui étaient de son opinion, et déclare qu'il reviendra en chambre avec d'autres amendemens. Dix-huit des résolutions sont ensuite lues et adoptées, et l'on ajourne au lendemain à 10 heures P. M.]

Jeu-di 20 Février. — [Séance du Matin.]

[La Chambre en comité général, M. A. C. Taschereau au Fauteuil.]

Après la lecture de la 25e Résolution, M. l'Orateur Papineau, prend la parole et dit : Avant que cette résolution soit mise aux voix, je crois, M. le Président, devoir donner des détails sur ce dont elle parle, puisque celui à qui il y est fait allusion est constitué à tous les gouverneurs du pays, uniquement conduit par le vil motif du gain. Je dois exposer aux yeux de ce comité quelques circonstances de la vie d'HORATIO GATES. Deux membres ont récemment prétendu justifier l'administration, en disant que cet individu avait été régulièrement appelé au conseil législatif ; ils en ont fait la déclaration sur ce qu'il leur a dit, mais ils se compromettaient, puisqu'ils prenaient le parti d'un homme qui s'était rendu coupable de trahison envers sa majesté. Lorsqu'il a été nommé conseiller législatif, il n'était point qualifié par la loi ; il n'était point sujet britannique et n'avait point prêté le serment d'allégeance. Il n'y a que quelques jours qu'il l'a prêté ce serment ; c'est dans le mois de janvier, qu'il a rempli cette obligation imposée par la loi du pays. Dans son zèle brûlant pour récompenser les ennemis de Peuple Canadien, pour remplir des promesses faites par inconsideration, c'est par un crime, et non par une simple légèreté que le Gouverneur en Chef l'a choisi pour être Conseiller Législatif, lorsqu'il aurait dû être exclus de ce corps, s'il n'eût pas voulu insulter le peuple de cette province.

Pendant la dernière guerre avec les Etats-Unis, il y eut à Montréal un comité du conseil exécutif qui siégea pendant quelque temps. Il se composait de MM. McGill, Panet, Richardson et 2 ou 3 autres ; au commencement ils s'occupèrent pendant quelque temps des réclamations des américains qui se trouvaient à Montréal.

Un gr
demeu
leur e
voulai
se Co
nation
sèrent
obtinr
condit
d'allég
comme
ment d
gloire
rent le
nombre
se trou
voir si
ent heu
D'autr
mens o
battre e
l'Angle
les arm
près.
pruden
ment.
On d
diverse
du prés
légance
es enno
rer dans
conquis
dition su
moment
tait alor
ricains d
commer
jections
permit d
pendant
ses afflu
comme
il en ser
Depuis
14 Déc
viens de
ces ser
la surve
sujet à l
gîtres d
foule de
régîtres
garde d
les mai
vincial
moins a
Juges d
de les li
voir, C
glements
matière
der les
Corpor
Paix.
Parr
aussi les
menées
qu'ils n
gistes
jourd'h
régist

ce que les nou-
L'honorable
ication que je
e demande ce
on. Je lui di-
vaillé à ces
règles que
depuis
l. Si je com-
exacte. Il con-
M. Stanley, qui
; et si ce pays
empire, comme
l'en informer
des désirs re-
ussi long-temps
pourra durer
est le sens de

aveur des révo-
on. Il observe
tué, a retardé

te sur les amen-
sont rejetés à

avec la plupart
tion, et déclare
vec d'autres
olutions sont en-
urne au lende-

du Matin.]
néral, M. A. C.

Résolution, M.
arole et dit : A-
se aux voix, je
donner des dé-
celui à qui il
à tous les gon-
conduit par le vif
aux yeux de ce
le vie d'Hora-
ont récemment
on, en disant que
ment appelé au
it la déclaration
se compromet-
d'un homme
ahison envers sa
né conseiller lé-
par la loi; il n'é-
avait point pré-
y a que quelques
it; c'est dans le
cette obligation
ans son zèle brû-
ennemis de Peuple
omesses faites par
ine, et non par
gouverneur en Chef
égislatif, lorsqu'il
ps, s'il n'eût pas
ce province.

avec les Etats-
omité du conseil
elque tems. Il se
anet, Richardson
ement ils s'occu-
des réclamations
ient à Montréal.

Un grand nombre d'entre eux se décidèrent à y demeurer. Il fut publié une Proclamation, qui leur enjoignait à tous de sortir du pays, s'ils ne voulaient point prendre les armes pour sa défense. Cela était conforme au droit public et international. Le nombre des applicans qui s'adressèrent à ce comité se monta à plus de 230. Ils obtinrent de rester dans le pays sous différentes conditions; on leur administra divers sermens d'allégeance. Il y en eut qui, regardant ce pays comme le pays de leur adoption, prêtèrent un serment d'allégeance plein et entier, et se firent gloire de se déclarer sujets Anglais; ils prêtèrent le serment sans aucune condition. Au nombre des premiers qui prêtèrent ce serment, se trouve un digne citoyen, que j'ai le plaisir de voir siéger avec nous (M. De Witt); il y en eut beaucoup d'autres qui suivirent son exemple. D'autres au contraire ne prêtèrent que des sermens conditionnels; ils consentaient bien à combattre au loin, au delà des mers, les ennemis de l'Angleterre; mais ils ne voulaient point prendre les armes contre ses ennemis qui étaient plus près. Leur serment n'était qu'un serment de prudence qui annonçait bien peu de dévouement.

On donnait à ces personnes des certificats de diverses sortes. Les uns disaient : Le porteur du présent certificat ayant prêté le serment d'allégeance et promis de prendre les armes contre les ennemis de S. M., il lui est permis de demeurer dans cette province. — D'autres, au contraire, conçus dans les mêmes termes, contenaient l'addition suivante "sujet à se retirer au premier moment, lorsqu'il en sera requis." M. Gates était alors un des plus marquans entre les Américains qu'il y avait à Montréal; il y exerçait un commerce étendu, et il exprima souvent les objections qu'il avait à sortir du pays. On lui permit donc, ainsi qu'à d'autres, d'y demeurer pendant quelque tems, pour qu'il put terminer ses affaires, sous la condition qu'il se conduirait comme un loyal sujet, et laisserait le pays quand il en serait requis.

Depuis le commencement de la guerre jusqu'au 14 Décembre 1813, les 230 individus dont je viens de parler, avaient pris l'un ou l'autre de ces sermens; mais M. Gates était toujours sous la surveillance de la police; il n'était que toléré, sujet à laisser le pays au premier ordre. Les registres de la police de Montréal contiennent une foule de faits à l'appui de ce que j'avance. Ces registres qui devraient maintenant être sous la garde de la Corporation, au lieu de rester entre les mains des magistrats, puisque l'Acte Provincial l'ordonne expressément, sont néanmoins au pouvoir des magistrats, parce que des Juges de Paix violens et fougueux ont refusé de les livrer à la Corporation, qui devrait les avoir. Ces livres sont remplis d'une foule de réglemens et de détails sur les chemins et autres matières, dont la connaissance servirait à guider les Citoyens. On devrait donc les livrer à la Corporation, au lieu de les laisser aux Juges de Paix.

Parmi ces renseignemens utiles, on n'y trouve aussi les entraves du corps des magistrats, ses menées ténébreuses, et criminelles intrigues qu'ils n'ont pas songé à consigner dans des registres secrets et séparés et qui les couvrent aujourd'hui de confusion; et c'est parce que ces registres les impliquent qu'ils veulent les garder.

chef a refusé de lui répondre. Qui serait assez aveugle, assez incapable de connaître ses droits pour ne pas comprendre que ce refus est une insulte des plus graves? Et le gouverneur ne devait-il pas savoir, que s'il ne voulait point nous donner ces renseignemens, nous pouvions nous les procurer ailleurs?

On y voit que le 14 décembre 1813, il fut fait (M. Thos. McCord présent à cette assemblée des magistrats) un rapport à S. E. relativement aux sujets Américains qui se trouvaient alors à Montréal, et qui avaient refusé de prêter le serment d'allégeance pur et simple. Ce rapport parle de six, savoir : Horatio Gates, G. Henshaw, Elisha Lane, Royal Moore, Ebenezer Tuttle, Wm. Wilsey. Voilà donc une preuve, que ce que M. Gates a dit à deux membres de cette chambre, qu'il était alors sujet Anglais, n'est pas vrai, puisqu'avec cinq autres sujets Américains, il était sous la surveillance de la police, exposé à être forcé de sortir du pays, au premier ordre qu'il recevrait. Une lettre de M. Brenton, secrétaire du gouverneur d'alors, du 1er. avril 1813, adressée à M. McGill, président du comité en question, l'autorise à permettre à M. Gates de demeurer à Montréal, jusqu'à la prochaine arrivée du gouverneur en cette ville. Mais il ne suffit pas de dire que M. Gates était regardé comme étranger; il faut voir s'il se regardait lui-même comme bon sujet de S. M.

En 1813, il présenta au comité du Conseil Exécutif une requête signée par lui et par E. Jones, son associé, pour demander un nouveau délai. Il eut été facile au gouverneur actuel de se mettre au fait de ce que nous savons nous-mêmes. Cette requête disait :

Au Conseil Exécutif de Sa Majesté pour la Province du Bas-Canada :

Ayant été notifiés par les officiers de Police que nous devons venir de l'avant et prêter le serment d'allégeance, qui nous obligera de prendre les armes, si on le demande, contre les Etats-Unis ou de laisser la province, nous, prenons la liberté d'informer l'honorable Conseil, que des deux alternatives nous choisissons celle de laisser la province. Nous ne sommes cependant point entièrement prêts à partir immédiatement, ayant ci-devant eu occasion de pétitionner vos honneurs pour avoir du délai pour régler nos affaires, dans laquelle pétition nous exposions notre position. Nous regardons comme inutile de nous répéter. Vos honneurs doivent bien connaître les difficultés qu'on éprouve maintenant pour régler ses affaires, et si la chose est consistante avec vos devoirs (d'après la libéralité que nous ont manifestée ci-devant S. E. et son hon. conseil) nous espérons avec confiance qu'on nous accordera encore quelques jours, pour faire les arrangemens nécessaires, afin de nous mettre en état de régler celles de nos affaires qui ne sont pas encore réglées. Nous prenons de plus la liberté de remarquer que, comme notre affaire la plus importante qui n'est pas réglée, se trouve à Québec, nous prions vos honneurs de nous accorder du tems, au moins pour écrire à Québec et en obtenir des retours et nous ne cesserons de prier.

HORATIO GATES,
ELNATHAN JONES.

Montréal, 12 Décembre, 1813.

Voilà une déclaration officielle de M. Gates, qui se voyant pressé de près, préfère laisser le Canada pour s'en aller aux Etats-Unis. Est-ce que l'administration n'aurait pas pu connaître tous ces détails? Non, parce qu'elle s'abandonne aveuglément aux ennemis du pays qui l'égarent. Quand la chambre a demandé des renseignements à cet égard; le gouverneur-en-

Les déplorables événements de l'Election du Quartier-Ouest de Montréal, sont évidemment une intrigue commencée par le Conseil Législatif et l'Administration, qui voulaient se venger des marques d'estime et d'approbation publiques données à deux hommes qui avaient été leurs victimes, et dont le triomphe blessait au vif leur orgueil. Ceux qui ont à cette élection pris une part si active, pour gêner la franchise électorale, servaient les vengeances du Conseil Législatif, qui se voyait directement censuré dans cette occasion.

Il était généreux, digne de sujets anglais, de faire voir que les victimes d'une injuste persécution fussent honorées de marques d'approbation; de prouver que Messieurs DUBREUIL et TRACEY, emprisonnés par les ordres du Conseil Législatif, pour l'expression honnête de leurs sentiments, pouvaient encore être soutenus par leurs concitoyens. Mais quand un corps a abusé d'un pouvoir trop longtemps exercé, il est dû devoir des amis de la Liberté de la Presse de s'attacher à montrer leur mépris pour la persécution, pour ceux qui sont devenus les auteurs du crime affreux dont un Petit Jury peut, tôt ou tard, avoir à s'occuper, et sur lequel il sera appelé à prononcer. En attendant ils peuvent se glorifier en se regardant comme des "Honorables"; mais un Petit Jury pourra avoir à décider s'ils sont coupables ou non coupables de cet attentat, et dire s'ils ne se sont point rendus coupables de meurtre volontaire.

C'était pour se venger des imprimeurs, qu'on a recouru à des moyens violents qui ont répandu le deuil et la consternation. Les magistrats de Montréal se crurent en droit d'assommer les Canadiens, spectateurs tranquilles de ce qui se passait, et ne prirent point les précautions nécessaires. Ils ramassaient aux coins des rues des mensonges, des déclarations vagues, que ne soutenait aucun affidavit; et ils s'en servaient pour satisfaire leur animosité. Ils recouraient à la violence, avant de se procurer des affidavits qui ne venaient qu'après coup. Ce n'est pas ainsi que des magistrats Anglais doivent agir; ils ne sont que simples citoyens; et ils ne peuvent sortir de cette qualité, sans avoir des affidavits qui les forcent d'interposer leur autorité.

Il a fallu gêner les électeurs, intimider les uns, flatter et favoriser les autres, au moyen d'une foule de constables spéciaux choisis généralement parmi la plus vile crapule de Montréal. Ces constables allaient côte à côte de ces magistrats. On assermentait les Bill Collins et autres individus semblables, flétris par la main de la justice pour crime d'homicide (*Manslaughter*). Les magistrats assermentaient en foule ces individus qui, sans intérêt dans la société qui les repousse de son sein, sont toujours prêts à vendre leurs bras à celui qui veut les payer; ils partageaient la violence et la dépravité de ces âmes vénales et achetées. Ils s'attachaient bien qu'ils ne pouvaient élever cette canaille jusqu'à eux; mais ils descendirent jusqu'à elle.

A la tête de ces sicaires se trouve Horatio Gates; et c'est parce qu'il s'est alors montré un des plus notifs, qu'il a mérité d'être recommandé au Gouvernement pour être Conseiller Législatif. Il est donc impossible que ceux qui portaient le bâton et l'assommoir, aient représenté au Gouverneur en Chef le refus qu'avait fait M. Gates, durant la dernière guerre, de porter le mouquet contre les ennemis de S. M. M. Gates ne fut recommandé que pour son zèle à l'élection du Quartier Ouest de Montréal et pour les efforts qu'il fit en cette circonstance, pour faire réussir le candidat de l'administration. Ainsi, lorsque nous demandions au Chef de l'Exécutif de nous dire à quelle époque M. Gates avait été recommandé pour être Conseiller, c'était pour constater s'il avait été recommandé par ses collègues lors de l'Election, qui devaient le connaître. Le Gouverneur a refusé de nous donner ces renseignements; il avait résolu d'écraser les réclamations de la Chambre et du Peuple; il voulait décourager la Chambre et la contraindre à renoncer à ses enquêtes et à ses démarches. Mais le refus du Gouverneur n'aura point cet effet. Il faudra bientôt qu'on rende un compte. De jour en jour l'enquête déroule de nouveaux crimes. Que nous soyons sur la scène ou que nous en soyons disparus; tant qu'il restera un des coupables, chacun pourra faire valoir sa réclamation; chacun pourra obtenir un bill d'indictement, et mettre en accusation, non seulement le militaire qui n'a été que l'instrument actif de la magistrature et de ses chefs, mais encore tous les autres qui ont trempé dans cette intrigue criminelle. Ceux qui connaissent ces circonstances de la vie de M. Gates, n'en ont pas informé le gouverneur, et l'ont associé à eux; ils ont dû cacher qu'il n'était point qualifié à siéger. Cependant ni M. Gagy, ni M. Gates, ni M. Baxter, ni M. De Rocheblave, qui sont nés hors des domaines de S. M., n'ont le droit de siéger au Conseil Législatif.

M. Gates et plusieurs autres membres du conseil, n'ont donc aucun droit d'y siéger. Ce n'est que par une aveugle partialité du Gouvernement local qu'on les y voit siéger, parce qu'il cherche à s'environner et à s'appuyer de flagorneurs toujours prêts à aller se jeter à ses pieds.

Il y a des statuts anciens qui régissent la naturalisation des étrangers protestants, qui s'établissent dans les colonies britanniques. Un de ces individus ne s'est point conformé aux dispositions de ces actes, qui imposent l'obligation de souscrire aux 39 articles de l'Eglise Anglicane. Il y en a plusieurs qui n'ont jamais dit le credo Anglican; qui n'ont jamais souscrit aux 39 articles. Mais quand ils auraient été aussi dévots que leurs ancêtres, ces lois ne valent rien pour eux. Ils peuvent bien être nommés juges, shérifs, conseillers ordinaires de l'administration; mais rien de plus. L'acte constitutionnel est postérieur à l'acte du Parlement Britannique. Il est clair que pour devenir membre du Conseil Législatif, ou membre de l'Assemblée, il faut être sujet anglais de naissance, ou naturalisé par un acte du Parlement Britannique. Si on voit au Conseil Législatif M. Gagy et plusieurs autres, ce n'est que par une usurpation du pouvoir souverain. S'ils sont propres à remplir d'autres places, il ne sont point qualifiés à siéger au Conseil.

C
trent
C'est
puis
à for
sou
comm
n'ont
tif.

J'a
été su
derni
prend
férait
pouva
Pourq
Je pro
l'amou
Il sera
y trou
que ce

(Pour
voyez à

M.
M.
pose q
général
la char

M.
près en
d'apport
chambre
ne pens
adopter
Pour m
le mêm
autre m
qu'on e
soumett
adopte,
et plus
crois pa
nement
les habit
de refu
Je crois
ne pas a
grande e
gouvern
a rencor
favorabl
une gran
res viole
respectu
vers leu
point co
proposé
tant les
avoir pos
on s'est
chambre
Canada,

C'est un de ces traits nombreux qui montrent l'arbitraire du système suivi en ce pays. C'est par suite de ce système qu'on voit, depuis 25 ans, le juge en chef de la Province, à force d'adresse, d'astuce, faire tout plier sous le joug de ses volontés, et employer comme marche-pied tous ces étrangers, qui n'ont aucun droit d'être au conseil législatif.

J'ai donc prouvé que Si M. Gates eût été sujet anglais, il se serait compromis au dernier point, puisqu'il ne voulait point prendre les armes pour S. M. B. et qu'il préférerait s'en retourner aux Etats-Unis, où il pouvait prendre les armes contre ce pays. Pourquoi donc restait-il ici ? Ses requêtes le prouvent assez. Il n'était guidé que par l'amour du gain, par la crainte des pertes. Il serait trop long de lire ces requêtes ; on y trouve toujours les mêmes protestations que celles que je viens de rapporter.

(Pour la continuation du discours de M. Papineau, voyez à la fin, lettre B.)

Vendredi, 21 Février, 1834.

M. l'Orateur PAPINEAU au fauteuil.

M. BEDARD, secondé par M. Morin, propose que les résolutions passées en comité général soient soumises à la concurrence de la chambre.

M. NEILSON se lève et s'exprime à peu près en ces termes : je n'ai point en vue d'apporter des entraves aux procédés de la chambre ; je ne doute point que la majorité ne pense que la marche qu'elle croit devoir adopter est la plus avantageuse pour le pays. Pour moi je n'envisage point les choses sous le même point de vue. Je pense qu'une autre marche serait plus favorable au but qu'on se propose. Je crois donc devoir soumettre des propositions qui, si on les adopte, produiront un résultat plus favorable et plus subtil pour l'intérêt général. Je ne crois pas et je n'ai jamais cru que le gouvernement de S. M. ait eu l'intention d'insulter les habitans et les repré sentans du pays, ou de refuser leurs demandes raisonnables. Je crois que c'est une grande erreur que de ne pas avoir confiance en lui, et que c'est une grande erreur que de demander justice au gouvernement, qui malgré les difficultés qu'il a rencontrées, a laissé des preuves qu'il a été favorable au Canada. Je crois que c'est une grande erreur que d'adopter des mesures violentes qui ne respirent point le ton respectueux, que des sujets doivent tenir envers leur souverain ; ce ton ne me paraît point convenable. L'autre moyen que je propose me semble le meilleur. En adoptant les résolutions du comité, on semblerait avoir perdu patience. Dans ces résolutions on s'est écarté du rapport du comité de la chambre des communes sur les affaires du Canada, et on a demandé un changement

total dans la constitution ; car, détruire une branche du gouvernement ; n'est autre chose que cela. Il me semble que si le peuple a le droit de choisir ses conseillers législatifs, nous sommes les conseillers législatifs du peuple, le roi peut choisir les siens. Il agit en deux capacités distinctes ; comme chef de l'exécutif et comme législateur. Nous sommes les conseillers du peuple, et nous exposons ses sentimens au roi, il peut aussi lui choisir ses conseillers. Nous avons voulu priver le roi de ce privilège qui lui est accordé par la constitution, et nous en rendre maîtres. On sait bien où commence l'usurpation, mais on ne sait pas où elle finit. C'est la plus grande désolation qui puisse affliger un peuple. C'est pour ces raisons, par respect pour le rapport du comité du Canada, qui a en grande partie été dressé d'après le témoignage que j'ai rendu devant ce comité, que j'ai cru devoir m'opposer à ce qui me semblerait s'en écarter. Si j'ai bien ou mal jugé, c'est ce que l'avenir décidera. Dieu seul sait ce qui en est ; quant à moi il me reste à déclarer que je partage aujourd'hui les mêmes idées que j'ai toujours eues dans cette chambre, et j'espère que j'y viendrai toujours. Je proposerai donc mon amendement. (Il lit sa motion secondée par M. Duval :) Le public doit avoir une connaissance parfaite de tout ce qui se passe ; on ne doit jamais passer de loi sans consulter l'opinion publique et sans la demander. Dans tous les pays on a fait cela. Les lois faites à la hâte ont causé la ruine des peuples, ce que n'ont jamais fait les lois et les délais dans la passation des lois ; les lois au contraire qui ont été reçues avec ardeur ont entraîné à leur suite de grands malheurs et ont ruiné les peuples.

M. STUART prend ensuite ; dans un discours de près d'une demi-heure que le rapporteur a de la peine à entendre, il dit qu'il votera contre la motion en amendement, et contre la motion principale. La première lui semble inutile, et les résolutions contiennent des faits qui ne sont point vrais. Les droits du pays ne reposent point sur des dépêches, mais sur les lois et la constitution britannique. Malgré tout son respect pour le ministre des colonies, il a encore plus de respect pour les auteurs de la constitution. Il aura toujours, il l'espère, du respect pour les autorités, mais il en aura encore plus pour les lois. Il les soutiendra toujours comme loi, non comme homme. Malgré le rang élevé, malgré les talens brillans de l'hon. Orateur, peu lui importe qu'il se soit prononcé en faveur des résolutions. Ce sont les principes des résolutions qu'il faut examiner. Ce n'est point parceque celui-ci ou celui-là a dit une chose qu'il faut la faire ; il faut voir avant de se décider, si elle est juste ou si elle ne l'est pas. Il n'aime point à se

montrer servile, il parlera avec franchise, car la franchise consiste à dire non pas tout ce qu'on pense, mais à dire tout ce qu'on peut dire. Il avoue ne pas comprendre les résolutions; il a des yeux et des oreilles et veut juger par lui-même. Cette idée peut paraître extravagante, mais il ne s'en rapportera jamais à ce qu'un autre aura dit à Paris ou à Londres sur nos affaires. Pourquoi ne pas avouer ses erreurs? Pourquoi s'en rapporter au Rapport du Comité des communes sur le Canada? Il a depuis longtemps vécu dans la chambre, on doit en Angleterre connaître moins nos affaires. Je dirai avec franchise, continuait-il, que quant à moi je suis prêt à discuter ces résolutions. Ce rapport du comité et ces dépêches du ministre colonial devront-ils nous lier entièrement? Je nie l'autorité de la chambre des communes à prononcer sur nos affaires. Et jetant les yeux sur la liste des ordres du jour, j'y vois le message relatif à l'expulsion de M. Mondelet. En voyant la résolution de M. Neilson, je suis surpris de son silence à ce sujet. C'est lui qui avait proposé et soutenu cette mesure. Si la résolution n'est pas correcte, il y a eu violation de la loi; si au contraire elle est exacte, il aurait dû soutenir sa position. Si l'expulsion de M. Mondelet n'est point conforme à la loi, nos procédés sont des nullités, et la dépêche de M. Stanley est correcte. C'est M. Neilson qui nous a mis dans cette position. Il fallait dans le cas de M. Mondelet passer une loi pour l'exclure, et ne point recourir à de simples résolutions. Si la loi est comme le disent les résolutions, le message est une violation de nos privilèges. Si ce n'est pas le cas, l'expulsion est illégale. M. Neilson n'aurait point dû mettre ce message et cette dépêche dans sa motion en amendement. Nous n'aurions pas le pouvoir de faire ce que nous avons fait dans cette circonstance, je l'ai déjà dit dans la dernière session. Il faut répondre à ce message d'une manière spécifique. On doit regarder ce message non pas comme venant du secrétaire colonial, mais comme venant de S. M. il faut donc lui répondre. L'ordre du jour a aussi rapport au Conseil Législatif; ce sujet a été assez débattu, et je ne m'y arrêterai pas. Il s'agit aussi de la réponse de S. E. au sujet des terres vacantes de la couronne, et de la compagnie des terres du Canada; on aurait bien pu laisser cela de côté. Un quatrième objet, c'est la question de la faillite du ci-devant Receveur-Général Caldwell. J'en dirai autant de cette question. Je voterai contre toutes les résolutions, contre les résolutions principales et contre l'amendement.

M. NEILSON: L'hon. membre qui vient de parler dit qu'il n'aime point mon amendement; chacun est maître de son opinion.

Cependant je regarde ce que je propose comme digne de l'attention de la chambre; et je pense que si on suivait mon avis, on ferait naître la paix parmi nous. Quant aux dépêches du secrétaire colonial, je n'ai pas pour elles plus de respect que n'en a l'hon. membre pour la Haute-Ville (M. S.); le roi a plus de droit; les deux chambres du parlement représentent le peuple d'Angleterre. Il n'en est pas ainsi parmi nous. Le roi seul est notre protecteur, et ce qui nous vient de lui a droit à notre respect. Je ne m'arrêterai point à ce qu'il a dit; si la chambre se forme en comité sur ma motion, je me flatte d'avoir alors son assistance.

[M. Quesnel parle, voyez lettre C.]

M. BEDARD: Je n'ai encore donné que bien peu de raisons à l'appui des résolutions que j'ai proposées, d'autres ayant fort bien traité le sujet. J'avoue que je m'attendais que, dans le cours de la discussion, ceux qui ont opposé cette mesure donneraient des raisons plus solides et plus fortes, que celles que j'ai entendues jusqu'à présent. Il n'est pas juste de dire que ces résolutions tendent à attaquer la mère-patrie, à moins qu'on ne veuille nous interdire le droit de pétitionner. L'hon. membre pour le comté de Chambly, M. Quesnel, ne s'est arrêté qu'à des détails. Il nous demande, par exemple, s'il convient de s'adresser à MM. Hume et O'Connell pour leur demander de soutenir nos Pétitions; comme s'il fallait s'arrêter à de semblables détails, quand il s'agit d'une réforme constitutionnelle et de l'existence politique d'un Pays. M. Neilson, tout en nous reprochant de vouloir changer la constitution en demandant un Conseil Législatif Electif, a admis qu'il n'y avait que deux influences dans ce Pays; celle de l'Exécutif soutenue par le Conseil Législatif qu'il compose lui-même; et celle du peuple par la Chambre d'Assemblée. Nous n'avons donc pas véritablement la Constitution Anglaise, qui se compose de trois branches indépendantes les unes des autres. Cet avis de M. Neilson démontre bien que le conseil n'est qu'inutile sinon nuisible, et qu'il vaudrait mieux encore n'en point avoir. On nous parle du respect que nous devons avoir pour l'acte de 1791. Mais cette vénération pour ce vieux chapitre de nos lois, ne doit pas aller jusqu'à nous empêcher de faire les représentations que nous croyons nécessaires au bien du Pays. Le droit de pétitionner que nous exerçons actuellement est reconnu par la constitution. Du reste presque toutes nos lois ne sont-elles pas des violations de cet acte? celle pour exclure les juges du conseil, celle pour disqualifier certains Conseillers, en faveur de laquelle M. Neilson a voté lui-même, sont toutes des lois contraires à cet acte; puisqu'en effet l'Exécutif a le droit d'appeler au conseil qui il lui plaît, et que c'est limiter la constitution que de limiter ce droit. En maintes et maintes autres occasions nous nous en sommes écartés de la même manière, et avec droit: cet acte n'a jamais été qu'un essai malheureux, et dont les vices ont été prédits par les hommes les plus éclairés. Quant aux reproches que nous faisons à Mr. Stanley, je regrette de ne pouvoir répéter avec la même force, ce que Mr. Stuart a dit en an-

e proposé
chambre ;
avis, on fe-
Quant aux
o n'ai pas
n a l'hon.
Si); le roi
es du par-
Angleterre.
s. Le roi
qui nous
ect. Je ne
si la cham-
motion, je
nce.

[C.]
né que bien
ns que j'ai
ité le sujet.
s le cours de
ette mesure
les et plus
ues jusqu'à
ne ces résolu-
rie, à moins
oit de péti-
conté de
ariété qu'à
exemple, s'il
me et O'Con-
ir nos Pétie-
le semblables
rme constitu-
d'un Pays.
nt de vouloir
nt un Conseil
y avait que
de l'Exécutif
qu'il com-
par la Cham-
ne pas véri-
i, qui se com-
ntes les unes
son démontre
sion nuisible,
en point avoir.
e devons avoir
te vénération
s, ne doit pas
ire les repré-
saires au bien
que nous exer-
la constitu-
ois ne sont-
acte ? celle
celle pour dis-
en faveur de
me, sont toutes
puisqu'en effet
au conseil
c'est limiter
er ce droit. En
ons nous nous
ne manière, et
été qu'un essai
nt été prédits
s. Quant aux
Mr. Stanley,
épéter avec la
rt a dit en an-

glais à ce sujet, il y a un instant, quand il a
évidemment prouvé que nous n'avions pas
de leçons à recevoir de lui. Quoi ! ne nous
serait-il pas permis de réclamer contre les
vexations d'un seul individu, qui nous me-
nace de l'oppression ? se gêne-t-on en An-
gleterre de censurer les ministres de la Cou-
ronne ? Toute fois avec M. Stanley, nous
sommes sur la défensive ; nous ne faisons
que repousser ses attaques. C'est lui qui
sur un ton que nous ne devons pas souffrir,
attente à nos privilèges. Je suis surpris
que M. Neilson n'ait pas répondu, dans les
résolutions qu'il a intré luites, à une certaine
partie des dépêches de M. Stanley ; je veux
parler du droit qu'a cette chambre d'exclure
ses membres, et que le ministre nous con-
teste. Il est étonnant qu'on ait laissé à de
jeunes membres le soin de prendre la dé-
fense de nos privilèges. Le droit d'exclure
ses membres, le droit de maîtrise chez soi,
est un droit naturel, qui appartient à tout
corps. Les plus petites corporations l'exer-
cent, et elles ne peuvent pas exister sans ce
droit, si conforme aux lois de la raison. Il
y a encore une raison de plus qui confirme
ce droit de la chambre, c'est l'usage con-
stantement suivi par la chambre des commu-
nes en Angleterre. On trouve extraordi-
naire de mettre Lord Aylmer en accusation.
N'est-il pas conforme aux lois de la consti-
tution et aux règles du sens commun de se
plaindre des injustices que l'on sent, et de
faire retomber sur chacun la responsabilité
de ses actes ? Nous ne portons point sur
nos cœurs une fenêtre, à travers laquelle
on puisse lire les sentimens qui nous ani-
ment ; il faut que nous soyons jugés sur nos
actes, pour ce qu'ils valent. Puisque Lord
Aylmer s'est emparé des deniers publics,
pour s'en payer lui-même, ainsi que ses fa-
voris, en violation des droits du peuple, il en
doit rendre compte. C'est un principe re-
connu et qui a fait verser du sang en An-
gleterre, que celui de ne pouvoir toucher les
argents publics sans le vote exprès de la
branche populaire. Voilà l'infraction que
Lord Aylmer s'est permise contre nos droits,
et lui seul en est responsable. Il ne veut et
doit satisfaire à la justice, quelle qu'elle soit
les instructions qu'il puisse recevoir. Ce
droit de pouvoir mettre en accusation l'exé-
cutif, a d'ailleurs été reconnu en Angleterre.
Fox ayant observé à Pitt que le conseil lé-
gislatif dans le Bas-Canada ne serait que
l'instrument de l'exécutif, celui-ci répondit
que si c'était le cas, le peuple pourrait faire
des plaintes et des représentations contre
les gouverneurs ; ce qui était admettre le
droit de les accuser, droit dont nous préten-
dons user aujourd'hui. Il faut voir si nous
pouvons partager les avantages de l'acte de

1791, quand si souvent l'on nous arrête
avec ce fantôme de constitution. Le second
reproche que nous faisons au gouverneur est
la manière dont il a composé le conseil,
surtout en y appelant Mr. Horatio Gates,
qui n'est pas même sujet britannique. Il
est né dans les Etats-Unis avant l'admission
de l'indépendance par l'Angleterre ; et
quand il s'est agi de porter les armes contre
les Etats-Unis, il a demandé de s'y retirer,
démontrant qu'il n'était ici que pour faire
fortune. Le troisième reproche adressé au
gouverneur est d'avoir entravé la marche de
la législature en nous refusant la communi-
cation de divers documens officiels, et prin-
cipalement les contingens de cette chambre.
S'il voulait une session, il devait nous ac-
corder les moyens de la continuer. Nous
siégeons en quelque sorte malgré lui. C'est
encore un de ces actes dont il est responsa-
ble. Il est encore un autre acte qui l'accuse
hautement, dont nous devons nous plaindre,
et dont il doit répondre : je veux parler de
son entremise dans une occasion où l'on a
attenté à la vie des citoyens à Montréal, je
veux parler de sa lettre aux officiers de la
Couronne, chargés de poursuivre cette af-
faire. J'aime à croire qu'il avait alors de
bonnes intentions ; mais les conséquences
en ont été funestes, et c'est lui qui les a
voulu et qui en répond. Il écrivait à ces
officiers, veillez à ce qu'aucune mesure illé-
gale ne soit mise en œuvre pour compromettre
les militaires. Il ne pouvait pas dire formelle-
ment : saurez les militaires par tous moyens ;
il y a point d'hommes publics qui auraient
pu se résoudre à signer une pareille lettre.
Mais en ne s'expliquant qu'indirectement,
il savait qu'il pourrait être entendu. La
lettre était portée à un solliciteur général
accoutumé à entendre à demi-mot. Il de-
vait insister devant les juges à ce que les
accusés donnassent des cautions ou fussent
envoyés en prison ; il ne l'a point fait.
Toutes les formes de procédures ont été
renversées. C'était l'usage de ne faire en-
tendre devant les grands jurés que des té-
moins à charge ; on en a fait entendre à dé-
charge, ce qui n'avait jamais été fait aupara-
vant. Voilà quelles ont été les consé-
quences de cette lettre. Les juges en outre
n'ont pas voulu permettre à la partie privée
qui accusait, de se faire entendre, malgré
qu'on puisse citer plusieurs cas où le con-
traire ait été permis. Une autre injustice a
été faite en cette occasion, est d'avoir élargi M.
McIntosh après sa seconde arrestation, sans
en exiger de cautionnement. Je citerai le
cas d'un individu en Angleterre, qui après
avoir été acquitté par un petit jury, fut ar-
rêté de nouveau sur le warrant d'un magis-
trat. Cet individu ayant démontré qu'il

ETAT DE LA PROVINCE.

était arrêté pour la même accusation dont il venait d'être déchargé, les juges déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas prendre sur eux de le décharger, et qu'il leur suffisait d'avoir le warrant d'un magistrat pour l'envoyer en prison. Il serait terrible aussi que des juges de leur propre chef, pussent décider que l'accusé est coupable ou non, et le laisser échapper à leur gré. Voilà ce qu'ont fait les juges à Montréal, et voilà encore quel a été la conséquence d'une malheureuse lettre, écrite avec précipitation. Quand il s'agit si directement de la conservation de nos vies, ne pouvons-nous pas dire que les juges influencés par un gouverneur, ont pris sur eux la discrétion illégale de décharger des individus accusés de meurtre, sans l'intervention d'un petit jury. On nous reproche de prendre une attitude menaçante, qui devra avoir l'effet de faire rejeter nos représentations. Et bien ! que faut-il faire ? attendre, et souffrir encore vingt ou trente ans ? et serons-nous plus avancés après ce temps ? Il faudra toujours en venir à la même détermination et dire, qu'il y a des droits qui nous appartiennent, et dont nous voulons jouir. Nous n'avons qu'à nous demander si nous sommes bien gouvernés ; si nous le sommes mieux qu'au temps que M. Neilson fut envoyé comme agent en Angleterre ; et si l'on prouve que nous ne jouissons pas de la constitution, quel avantage y a-t-il d'attendre un demi-siècle sans la demander ? L'Angleterre a promis de rendre les Canadiens heureux. Nous le prions d'effectuer cette promesse, l'assurant que c'est le moyen de resserrer les liens d'attachement entre cette colonie et la mère-patrie. Mais si vous voulez nous priver de nos droits de sujets britanniques, si vous voulez nous gouverner avec une verge de fer, si vous voulez nous opprimer, vous êtes forts, vous pouvez le faire ; mais rappelez-vous que vous le ferez sur votre propre responsabilité, et que vous ne devez compter sur notre attachement qu'autant que vous serez forts et que nous serons faibles. Quand un gouvernement est tyrannique, qu'il se met au-dessus des lois, et qu'il règne par l'arbitraire et le caprice, le peuple est justifiable d'employer des moyens violents pour s'y soustraire, et il est de son devoir de ne s'y pas soumettre ; mais si l'oppression du gouvernement a une apparence de légalité, si cette oppression est fondée sur des moyens constitutionnels, le peuple doit aussi la repousser par des moyens constitutionnels, tels que sont des requêtes, des représentations. Mais, dit-on, nos représentations ne seront point écoutées : en serons-nous pis ? on nous ôtera le contrôle des argens ; l'avons-nous jamais eu ? on emploiera contre nous le système coercitif mis en opération en Irlande par le ministre actuel ; dans ce cas, ne veut-il pas mieux périr que d'être esclaves ? Quoiqu'il en soit, je voterai ces résolutions d'après ma conscience, et j'en prends sur moi toute la responsabilité.

M. Guay : J'ai eu occasion d'entendre dire à l'hon. membre pour la Haute-Ville de Québec M. Stuart, que les résolutions sont des-

tructives de tous droits constitutionnels, et je m'attendais qu'il soutiendrait les amendemens de M. Neilson, qui tendent à les modifier ? A ma grande surprise, je vois qu'il s'oppose aux uns et aux autres. Toutefois j'en appellerai à ses propres connaissances, aux connaissances qu'il a des affaires, pour qu'il me dise s'il ne conviendrait pas de laisser ces amendemens à la considération de la chambre, et de ne point commencer par préjuger la question. Ce sont des considérations que je lui soumetts. Il y a devant cette chambre d'autres objets dont je m'occuperai. On ne m'avait pas dit quel plan l'on avait formé par rapport aux résolutions, présentées par M. Bedard, ni qu'un membre, entré d'hier dans cette chambre, M. Child en serait. Cependant j'avais cru pouvoir prédire le sort de ces résolutions, et je m'étais douté que la division était déjà toute faite d'avance. Le 19 après la discussion, je ne suis retiré avec plusieurs autres membres. Ma raison était que je ne voulais point voter contre la première résolution, qui a rapport à la vertu et à la loyauté des Canadiens, et que je connaissais trop bien moi-même leur dévouement dans une occasion où il leur était si aisé d'être traitres ; mais d'un autre côté, je ne pouvais pas non plus voter pour cette résolution, étant lié à d'autres que je désapprouve. Je n'ai pas été sans espérance que plus tard on pourrait peut-être mitiger ce premier emportement ; je vois que je me suis trompé. J'ai depuis étudié ces résolutions ; et je me suis aperçu qu'elles ont des modèles dans l'histoire politique des Etats-Unis. Vers l'année 1770, il s'agissait de pareilles résolutions dans le Connecticut, et les mêmes objets à peu-près y étaient pris en considération. On y parlait de paix et de loyauté, et l'on songait à la révolution. L'on y cherchait aussi des sujets de plainte et de querelles. Par quelle fatalité faut-il qu'on ne s'occupe dans les corps délibératifs qu'à chercher des sujets de querelles, pour avoir le plaisir de les repousser ? J'ai dit sous quelles circonstances je me suis retiré. J'ai appris depuis que M. L'orateur, désirant me faire la réponse qu'il m'avait promise, avait regretté mon absence, et moi-même je regrette de n'y avoir pas été. Pour plusieurs raisons je désirerais que la chambre se formât de nouveau en comité, pour prendre en considération les résolutions et les amendemens : j'aimerais à voir les Hons. membres, MM. Papineau, Stuart et Neilson, faire essai de leurs forces les uns contre les autres. Du choc des opinions d'hommes aussi éclairés, soutenant chacun un parti différent, il devrait résulter de nouveaux éclaircissements, conformes à l'intérêt général du peuple, et de la postérité qui doit le suivre. Ces considérations m'induisent à prier les membres de cette chambre de se rappeler que les résolutions leur ont été offertes sous des circonstances désavantageuses ; qu'elles ont été votées un jour auparavant que je m'attendais qu'elles nous seraient soumises, et d'ailleurs elles ont rapport aux questions les plus importantes qui aient jamais été discutées dans cette chambre. Si je demande d'entrer de nouveau en comité, ce n'est pas que j'es-

père chan-
co soit,
le conflit
plus en é-
sance de
toujours a
nouvelles
n'opérera
pas meille
renverser
J'entrera
roles don
jours, et
ques perso
ne connai
bien con
Canadiens
pas les se
aux avan
cela je n'a
et ce que
pas été co
j'espère q
me tromp
que je dé
bitans de
tions nati
quences se
sion de pr
P'annoncer
matières q
de M. Be
la tournur
contrôle d
la représe
la réforme
compositi
l'indépen
d'impeach
cession 1
tous les i
ni de lang
places à
cantes ; j
cour de v
fait un é
sans dout
confères
procuré c
casion m
su déride
bres d'e
question
primer m
tif que je
à la mes
gouverne
bre, qua
land, il
tains doc
que M.
la manie
voudrais

tionnels, et je n'aimerais pas modifier? A l'opposé aux connaissances, il ne m'induit pas à dire de ne point on. Ce sont des objets dont pas dit quel aux résolu- rd, ni qu'un chambre, M. a cru pouvoir et je m'étais déjà toute faite cussion, je ne membres. Ma t voter contre port à la vertu que je connais sement dans é d'être trait- e pouvais pas on, étant liée Je n'ai pas d on pourrait emportement; t. J'ai depuis suis aperçu toire politique 770, il s'agis- e Connecticut, y étaient pris it de paix et la révolution. ts de plainte fatalité faut-il ps délibératifs querelles, pour J'ai dit sous is retiré. J'ai r, désirant me mise, avait re- me je regrette sieurs raisons armé de nou- considération ns: j'aimerais M. Papineau, leurs forces es e des opinions unt chacun un r de nouveaux l'intérêt gé- érité qui doit is m'induisent cette cham- es résolu- e circonstance. éte votées un ndais qu'elles ailleurs elles plus impor- discutées dans de d'entrer de pas que j'es- père changer la détermination de qui que ce soit, mais j'ai lieu de croire que par le conflit des discussions, les membres seront plus en état de se prononcer avec connais- sance de cause. Celui qui parle semble toujours avoir raison; mais on propose de nouvelles résolutions, qui sait si la réflexion n'opérera pas? qui sait si on ne les trouvera pas meilleures? si de nouvelles raisons ne renverseront pas celles qui ont été données? J'entrerais en explication sur quelques pa- roles dont je me suis servi il y a quelques jours, et qui semblent avoir déplu à quel- ques personnes. A moins d'intrigues que je ne connais pas, il faut qu'on ne m'ait pas bien compris. J'ai dit, que j'aimais les Canadiens, mais j'ai ajouté qu'ils n'étaient pas les seuls dans ce pays qui eussent droit aux avantages de sujets britanniques. En cela je n'ai dit que ce qui est vrai et juste, et ce que tout le monde connaît. Si je n'ai pas été compris, j'ai dû en souffrir, mais j'espère qu'on me rendra justice. Je puis me tromper quant aux moyens, mais ce que je désire, c'est le bien de tous les ha- bitans de ce pays. Si jamais des distinc- tions nationales pouvaient avoir des consé- quences sérieuses, j'aurais la pénible occa- sion de prouver quelles sont mes intentions. J'enoncerais en peu de mots, qu'elles sont les matières que j'approuve dans les résolutions de M. Bedard, et que j'aurais soutenues, à la tournure et aux expressions près: le libre contrôle de la chambre sur tous les argens; la représentation vraie de la population; la réforme du conseil, en lui donnant une composition plus analogue à l'état du pays; l'indépendance des juges, et un tribunal d'impeachment pour les y accuser; la concession libre des terres de la couronne à tous les individus, sans distinction d'origine ni de langage; l'impartiale distribution des places à mesure qu'elles deviendront va- cantes; je voudrais aussi qu'on abolit la cour de vice-amirauté. (A ces mots, il se fait un éclat de rire.) Des souvenirs ont sans doute arraché cet éclat de rire à mes confrères; je me sens gré de leur avoir procuré cet amusement; d'avoir en cette oc- casion mêlé l'agréable à l'utile, et d'avoir su désirer les plus sérieux et les plus som- bres d'entre eux. Mais revenons à la question. Les sentimens que je vais ex- primer montreront que ce n'est pas l'excé- cutif que je crains, quand je m'oppose en partie à la mesure. Je serais disposé à dire que le gouverneur a violé les droits de cette cham- bre, quand par un de ses officiers, M. Ry- land, il a refusé de nous communiquer cer- tains documents; je serais disposé à dire que M. Stanley n'a pas droit de nous dicter la manière de voter nos subsides; mais je voudrais le dire nettement, franchement.

Ce sont là des objets que j'aurais soutenus, s'ils n'étaient tellement inextricablement liés à d'autres, qu'ils n'en peuvent être sé- parés: en sorte que je me vois forcé de voter contre tous. Je m'opposerai toujours à ce qu'on forme des comités permanens, hors de nos sessions, je n'approuverai jamais qu'on fasse des menaces et qu'on adresse des expressions injurieuses à celui qui est le représentant du Roi; je regarderai tou- jours comme une mesure impolitique de nous adresser à MM. O'Connell et Hume, pour soutenir nos représentations, sachant qu'ils sont dans la minorité en Angleterre; et je ne puis m'empêcher de croire que ces comités, ces clubs que l'on prétend for- mer ici, ne seront que des boute-feu de sédition. Tout cela vraiment sent la révolu- tion Française, tout cela sent la force brute. On va plus loin, on va jusqu'à of- frir les deniers publics pour maintenir ces associations. Est-il à supposer que le plus jeune des étudiants en droit pourrait accéder à de pareilles propositions? Ceux qui nous les ont soumises sont de bonne foi, j'espère, ils ne voyent pas qu'ils vont tout renverser, tout détruire. Peut-être, mais trop tard voudront-ils arrêter les progrès de leurs doctrines incendiaires. Ceux qui mettent les machines d'un mécanisme en mouvement ne savent pas bien souvent en calculer la force, et une fois que l'impulsion est donnée, ils ne peuvent plus le maîtriser; il en est de même des agitations popu- laires. Réveillez l'énergie des masses, et elles s'entrechoqueront; elles briseront au- jourd'hui leur idole d'hier; et aujourd'hui A est à leur tête, demain ce sera B; elles au- ront commencé par le règne de la liberté et de l'union, elles finiront par celui de la terreur et de l'anarchie. Ces senti- mens, direz-vous, ne sont pas dans le caractère des Canadiens. Ils n'étaient pas non plus dans celui des Français, leurs ancêtres. Rappelez-vous cependant le rè- gne de ces démagogues sanguinaires, qui ont rempli de cadavres les cités de la ré- publiques, et couvert la France de deuil. Dans le court espace de quelques années, combien de chefs, de factions, de gouverne- mens se sont succédés. Les auteurs mêmes de la révolution en ont été les premières victimes. Voilà des considérations que je suis bien aise de rappeler à celui qui a introduit ici ces résolutions, qu'il les ait dressées seul ou non, comme on paraît en douter dans toute la province.

M. BEDARD. Je n'en prends pas pour moi seul le mérite, mais je consens à en prendre toute la responsabilité.

M. GUAY. S'il en est ainsi, que l'hon. membre me permette de lui dire qu'il est jeune encore, et de juger sa complai-

tance à prendre cette responsabilité au poids de la jeunesse. Lorsque j'ai lu ces résolutions pour la première fois, je me suis demandé : celui qui a dressé ces résolutions, ou du moins celui qui s'en est chargé, n'a-t-il pas en vue qu'elles soient refusées, pour avoir le prétexte de dire au peuple, levez-vous, égorgez ceux qui n'ont pas écouté votre demande ? S'attendait-on que ces représentations soient agréées ? si c'était vraiment l'objet qu'on avait en vue, aurait-on pris soin de réunir tout ce qui peut irriter et aigrir ceux à qui l'on s'adresse ! Voilà les questions que je me suis faites, et auxquelles je ne puis répondre. Quelques mois décideront peut-être la question ; on verra si mes soupçons sont bien ou mal fondés ; on jugera de l'arbre par les fruits. S'ils sont amers, ceux qui l'ont planté, en auront le mérite et la responsabilité, s'ils comprennent bien ce que c'est qu'une telle responsabilité ; du moins qu'elle ne pèse pas sur moi. Parmi ces résolutions il y en a une qui annonce un manque total de réflexion. Elle ressemble aux avis des encanteurs, qui contiennent une longue suite, d'articles, et au bas desquels l'on ajoute " et beaucoup d'autres effets, &c." Cette résolution, qui est la 84e, je crois, contient une liste de seize griefs, et elle se termine en disant, qu'il y en a encore tant d'autres qu'il est impossible de les rapporter. Que dira-t-on en Angleterre ? Quoi ! on nous envoie une liste de tous les griefs du monde, et il en reste encore une foule immense. On y rira sans doute de ces lucubrations. Quel remède attend-t-on pour des maux qu'on n'indique même pas ? Tous les griefs du monde, et il en reste encore ! Peut-on vivre dans un tel pays ? Des étrangers m'ont dit qu'ils croyaient que ce pays n'était qu'un glaçon, ne diront-ils pas que c'est quelque chose de pis encore. Je suis persuadé moi que, si ces résolutions passent, elles auront l'effet de diminuer de moitié la valeur des biens-fonds. J'ai des propriétés qui m'ont coûté 20,000 louis, elles ne vaudront pas 10,000. Qu'on réfléchisse à toutes ces conséquences. Ces résolutions, si elles passent, seront, pour me servir de l'expression d'un hon. membre, les fenêtres à travers lesquelles on pourra voir les sentimens de cette Chambre ; et il n'en paraîtra que plus étonnant que de si jeunes membres, comme l'a remarqué M. Bedard, se soient chargés de cette mesure. Moi-même, si je ne connaissais quel est le mot d'ordre, j'eusse été surpris qu'ils l'eussent entreprise. (M. l'Orateur appelle l'hon. membre à l'ordre, et observe qu'il n'y a pas de distinction d'âge à faire dans la Chambre.) Il y a quelques mots d'explications alors, et M. Gagy observe qu'un membre l'avait appelé à la question, au lieu d'appeler à l'ordre, ce qui ne con-

venait pas. Sur quoi on lui rend justice et il continue. Je me suis aperçu qu'on ne mettait pas dans cette affaire toute la bonne foi possible. Je me suis rencontré avec l'hon. membre pour le Comté de Montmorency à la Bibliothèque de la Chambre ; il avait entre les mains les résolutions, et quoique j'aie coutume de me mêler un peu des affaires, il s'est hâté de me les cacher. Il avait raison de croire que je ne les approuverais pas, mais il aurait dû supposer aussi, qu'il ne me les ferait pas voter, sans que j'eusse le temps de les lire. Si dans cette mesure, comme l'a dit M. Bedard, il ne faut point s'occuper de petits détails, il ne faut point non plus recourir à de si petits moyens. On a appelé notre constitution un fantôme ; à ce propos je ne puis m'empêcher de dire que ce fantôme, que fait surgir le Conseil, a du moins ses avantages. On vient de recevoir du Conseil un bill que j'ai introduit, dans lequel soit par ma faute ou celle des écrivains, il se s'est glissé une douzaine de petites erreurs ; cependant le Conseil, tout inapte et tout insensé qu'il est, les a corrigées. Dans ce bill qui donne à une certaine congrégation le droit de tenir des régitres de baptêmes, &c., il a introduit un amendement très nécessaire, par lequel il est dit que les ministres devront prêter le serment d'allégeance, avant de pouvoir jouir de ce droit : cet amendement est d'autant plus nécessaire que des membres de cette Chambre ont dernièrement contesté à un brave citoyen, qui rend plus de services à ce pays qu'ils n'en rendront peut-être jamais, sa qualité de sujet britannique. Jamais fantôme fut-il plus réconfortant ? C'est le premier, que je sache, qui ait eu l'avantage sur un corps aussi éclairé que cette Chambre. Quant à l'hon. Horatio Gates, en temps et lieu, je saurai le défendre et prouver ce que j'ai dit. Nous avons parmi nous un citoyen respectable, que j'estime beaucoup, qui a aussi refusé de prêter le serment d'allégeance, et dont le frère a été officier dans l'armée Américaine ; (ce membre est M. De Witt) et il n'en aime pas moins les Canadiens. Pourquoi a-t-on cherché des griefs de tout côté, et se recroqueville-t-on avec tant de force contre de prétendus abus ? Personne ne nous menace de mettre le feu à la Ste. Barbe. Je viendrai à une autre question, à l'affaire du 21 Mai. Je ne me suis pas encore prononcé sur cette question ; mais j'espère qu'elle sera décidée. En attendant, je me mets en garde contre les pétitions de principes. Sans quoi, qu'est il besoin d'enquête ? si nous sommes prêts à décider, faisons le tout de suite, sinon donnons le temps à la vérité de percer. Si l'on me soulevait le contraire, si l'on prétend préjuger la question, je prendrai la liberté grande d'être d'un autre avis. Quant à MM. O'Connell et Hume, je n'ai voulu rien dire contre le caractère et la capacité de ces

deux grands
prendre seul
s'adresser à
dans la Cham
raient pas y
et que la co
d'un membre
qui sont les

M. Du V
on erreur, q
serment d'u
té, et qu'il
comme suj
est dans le

M. Bed
cé sur l'affi
dit que les
chargés pa
à une lettre
doute M. G
a parlé, lui
son honneur

M. Grog
n'a pas pu

M. Chila
a fait allusi
personne n
sois entré d
avec toute
suis capabl
dire que je
qu'il est co
bien, parce
composé d
eu ne resp
cuis nous av
plaider, e

M. Laro
résolutions
n'a osé le
l'hon : mei
Gagy, si l
de la quest
tier les ré
qu'elles f
qu'avec un
pas autant
autre Me
maux, et d
et de vo
Mais il no
utile d'a
passagère
sur la con
pération,
dique auc
nir à ce b
Etats-Un
que c'est
leur sépa
l'histoire
cu que ce
gouverne
les actes
révolutio
sions à M
l'Irlande
maux qu
par M. S
fendre,

deux grands hommes. J'ai voulu faire comprendre seulement, qu'il était impolitique de s'adresser à eux; qu'étant en mauvais odeur dans la Chambre des Communes, ils ne pourraient pas y influencer beaucoup en notre faveur, et que là comme ici les mesures qui viennent d'un membre de la minorité ne sont pas celles qui sont les mieux vues.

M. DE WITT maintient que M. Gagy est en erreur, quand il dit qu'il n'a pas prêté le serment d'allégeance. Il affirme qu'il l'a prêté, et qu'il a fait de son mieux son devoir comme sujet britannique, depuis 33 ans qu'il est dans le Canada.

M. BEDARD: Je ne me suis point prononcé sur l'affaire de Montréal; j'ai seulement dit que les accusés ont été illégalement déchargés par les Juges, et j'ai attribué cela à une lettre du gouverneur. Je félicite sans doute M. Gagy sur ses richesses, dont il nous a parlé, lui qui se plaignait si vivement que son honneur le juge Kerr l'avait ruiné.

M. GAGY: Si ne l'a point fait, c'est qu'il n'a pas pu.

M. CHILLO. Dans le cours des débats, M. Gagy a fait allusion à mon vote. Je lui déclare que personne n'a connu mon opinion avant que je suis entré dans cette chambre, et que je l'ai donné avec toute la connaissance de cause, dont je suis capable. Pour justifier mon vote, je dois dire que je suis convaincu, que le conseil, tel qu'il est constitué, ne peut nullement faire le bien, parce que choisi par une autre branche et composé d'hommes étrangers au Pays, aucune responsabilité ne pèse sur lui. Dans ce cas nous avons un droit plein et entier de nous plaindre, et de demander une réforme.

M. LAFONTAINE: Il faut présumer que les résolutions sont toutes vraies, puisque personne n'a osé les attaquer directement. Quant à l'hon. membre pour le comté de Sherbrook, M. Gagy, si l'on met de côté tout ce qu'il a dit hors de la question, l'on verra qu'il approuve en entier les résolutions; qu'il voudrait seulement qu'elles fussent faites autrement. J'espère qu'avec un peu de réflexion, il ne s'attachera pas autant à la forme, et viera avec nous. Un autre Membre, M. Quesnel, convient de nos maux, et de notre droit d'accuser le gouverneur et de nous plaindre du Secrétaire Colonial. Mais il nous dit qu'il est impolitique et même inutile d'accuser un gouverneur qui n'est que passagèrement dans cette colonie. Il se fonde sur la constitution, qui une fois bien mise en opération, devra faire notre bonheur; et il n'indique aucun moyen, aucun remède pour parvenir à ce but. Il avance que les constitutions des Etats-Unis ont été les plus libérales de toutes, et que c'est à cela qu'il faut attribuer la cause de leur séparation d'avec la Mère-patrie. J'ai lu l'histoire des Etats-Unis, et je me suis convaincu que ce ne sont point les systèmes libéraux de gouvernement, mais la violation des droits et les actes des administrateurs qui ont amené la révolution. On s'étonne que nous nous adressions à M. O'Connell, dont le nom est si cher à l'Irlande, et à qui l'on attribue faussement les maux qui l'affligent. Menacés de l'oppression par M. Stanley, nous devons le prier de nous défendre, dans l'espérance qu'il obtiendra pour

nous une partie des libertés qu'il a obtenues pour son Pays. L'on a une autre raison de nous adresser à lui, c'est qu'il a promis d'introduire quelques amendemens à notre acte constitutionnel de 1791. Quant aux propositions de M. Neilson, je suis fâché qu'il ne les ait pas proposées en comité général: elles sont de nature à mériter l'attention. Elles détaillent bien une partie de nos griefs, mais ce n'est pas tout: il ne dit toute la vérité; il faut suivre les p. 25 du Pays, et ne nous point arrêter quand la force des choses nous entraîne. Il paraît que l'on convient des principes et des faits énoncés dans les résolutions, seulement on n'en approuve pas les expressions. Il ne convient qu'un plaideur de s'attacher tant à la forme; pour nous arrêter, nous au fond. — Pour ma part, je ne trouve pas le ton de ces résolutions plus dur que celles de 1829. Aujourd'hui l'état de la Province est-il meilleur? Ceux mêmes qui veulent rester stationnaires, conviennent que nous sommes cruellement menacés. Le Conseil est le même qu'il était, lorsqu'on représentait qu'il était nuisible au bien-être du Pays. M. Neilson signa la Pétition des habitants de Québec, qui signalait le vice radical du conseil. (Il cite quelques parties de cette Pétition.) Ne nous serai-til pas permis aujourd'hui de faire les mêmes représentations, et d'indiquer les remèdes aux maux dont on se plaint? Comme je me suis levé pour répondre à M. Quesnel, je dois parler aussi de la Pétition des habitants de Montréal. Il trouve les résolutions trop violentes, il n'approuve pas que nous parlions d'esclavage ni de tyrannie. Quelles sont les expressions de la Pétition de Montréal, que M. Quesnel a signée lui-même? N'y lit-on pas ces mots, "Il ne convient pas à des sujets Britanniques d'être esclaves &c."? J'ai moi-même rédigé cette pétition sous la dictée de Mr. Viger. Elle est généralement plus énergique que les résolutions, dont il est question. Si donc on ne s'attache pas à des mots, comment expliquer dans les mêmes personnes ces changemens dans les principes? M. Neilson veut s'arrêter aux Pétitions de 1829. Mais si ces résolutions sont l'expression de la majorité des habitants du Pays, pourquoi dire que, malgré que ces faits soient vrais, il faut nous en rapporter à M. Stanley, et nous attendre à ce qu'il nous donne une constitution analogue avec celle de l'Angleterre? Les craintes qu'ont énoncées quelques membres sont insuffisantes pour nous arrêter: faisons notre devoir, adienne que pourra.

M. NEILSON cite la requête des habitants de Québec en 1818, et observe qu'on voulait rendre alors le conseil indépendant, mais non pas électif. Quant à ses opinions, il dit qu'il n'a rien à repliquer; que tout le monde les a approuvées; qu'il croit que les membres qui approuvent les Résolutions, doivent voter pour, sauf à y ajouter tout ce qu'ils voudront; que pour lui, il croit de bonne foi que plusieurs des résolutions sont mal fondées. Division sur l'amendement de M. Neilson:

Pour: 24, contre: 56.

M. M. BADEAUX et HAMILTON étaient absens.

[La question de concurrence est mise sur les résolutions, et sur la première la division est la même que la précédente: Les membres conviennent entre eux que la même division sera prise pour toutes. Elles sont toutes adoptées sans amendement. Un comité de membres est

nommé pour préparer l'adresse, savoir : MM. Bedard, Lafontaine, Leslie, Morin, Girouard, Bourdages, et De Witt.

Séance du soir—Samedi, 1er Mars 1834.

M. BEDARD soumet à la chambre une adresse à Sa Majesté, fondée sur les résolutions. Elle est lue en entier en français. M. Bedard fait ensuite motion qu'elle soit lue en français et en anglais, paragraphe par paragraphe, et que la chambre y concoure.

M. STUART :—Il est impossible que la chambre puisse voter cette adresse si précipitamment ; pour moi, je ne suis pas prêt à le faire. Ceux qui la travaillent depuis huit jours, ne voudraient-ils pas nous donner vingt-quatre heures pour l'examiner ? Quelle est la raison d'agir avec tant de précipitation ? Je serais d'avis de remettre la question à lundi prochain. Il n'est pas facile de voter sans examen une adresse qui renferme une si grande foule d'objets. Je dois demander de ne pas décider ex abrupto et sur une simple lecture, une question qui intéresse tout le pays.

M. BEDARD :—Il n'y a rien dans cette adresse qui n'ait été proposée à la chambre ; c'est la répétition des résolutions. Ce procédé en outre a toujours été suivi. Quant à moi, je n'aurais aucune difficulté à consentir à du délai ; mais je sais qu'il y a un grand nombre de membres, qui ont donné beaucoup de temps aux affaires, et qui désirent retourner dans leurs familles. Il n'est pas juste de les retarder inutilement. Pour cette raison, et parce qu'il n'y a rien dans l'adresse qui ne soit aussi dans les résolutions, je persisterai dans ma motion.

M. BOURDAGES :—On veut employer contre l'adresse les mêmes moyens qui ont été employés contre les résolutions, savoir, les délais ; ces arguments ne nous ont point arrêtés, et j'espère qu'il ne nous errerons pas aujourd'hui. L'usage a toujours été de concourir dans les adresses de cette nature, aussitôt qu'elles ont été présentées.

M. NELSON :—L'honorable doyen a tort de vouloir insinuer que des membres de cette chambre aient voulu entraver les résolutions sur l'état de la province. Moi-même j'ai demandé des délais, et j'étais fondé en raison puisque la conclusion de ces résolutions n'avait pas encore été imprimée en anglais. Un jour de délai qu'on demandait alors, n'était certainement pas un délai bien long. Dans ce moment qu'on nous informe que l'adresse est fondée sur les résolutions, on doit s'en rapporter à l'honneur des membres, et je ne vois pas de nécessité de demander des délais pour la prendre en considération. Elle ne nous intéresse pas beaucoup, nous qui sommes dans la minorité : il suffit que la majorité en soit contente. Puisqu'elle est fondée sur les résolutions, il n'y a pas de doute que je suis déterminé à voter contre. Pour moi, je ne demande donc aucun délai, et j'ai toujours dit que je ne voulais pas entraver la mesure, et qu'il était juste que les sentiments de la majorité de cette chambre parvinssent en Angleterre, afin qu'on y eût quelle mesure adopter. J'espère donc que l'adresse sera votée dès ce soir, et que nous qui avons voté contre les résolutions, si nous voulons être constants, nous voterons dans le même sens aujourd'hui.

M. STUART :—Quand je demande du délai jusqu'à lundi, je crois user de mon droit. Une adresse semblable à celle-ci, qui concerne toutes les affaires du pays, ne se voit pas comme un petit bill de quelques louis. Pour ma part, je veux la lire et la comprendre. Je ne comprends pas la logique de M. Neilson, quand il nous dit que cette adresse ne nous intéresse plus. Parce que je me suis trouvé dans la minorité, cesserie-je de m'occuper des affaires qui concernent toute cette colonie ? sans doute, non ; je manquerais envers mes constitués. Ce n'est pas assez pour moi d'avoir opposé les résolutions, je veux encore examiner l'adresse, et voir si elle ne contient pas quelque chose, sur quoi je pourrais avoir des observations à suggérer.

M. ANDERSON demande que l'adresse soit toute lue en anglais, avant que d'être lue dans les deux langues, paragraphe par paragraphe.

M. GUY : J'ai prêté toute mon attention à la lecture de l'adresse, pour me mettre en possession de son contenu ; mais il a régné ici un tel bruit, que, quoique je me flatte de comprendre le français aussi bien que qui que soit, je n'ai pu entendre qu'une très petite partie : en sorte qu'il n'y a que ceux qui l'ont préparée, qui sachent si elle ressemble aux résolutions. Toujours est-il vrai, qu'elle n'a été lue que dans une seule langue, savoir : en français, dans une chambre où il y a plusieurs membres qui ne parlent que l'anglais. Il y a plus, l'hon. membre pour le comté de Mégantic, M. Anderson, a réclamé le droit de l'avoir en anglais, et je ne sache pas que personne ne lui ait répondu. Il y a des gens qui pour des bagatelles se font des cas de conscience. Comme Tartuffe, ils se font un crime d'avoir écarté une puce, et ils ne craindraient pas de commettre les plus grands crimes.

« He'll strain at a gnat,
And swallow a camel. »

Tous les jours j'entends l'honorable Orateur demander dans les deux langues : « Cette motion sera-t-elle accordée ; *shall this motion be granted* ? »—et quand un membre, qui n'entend que peu le français, demande la lecture en anglais d'une adresse aussi importante que celle-ci, ne sera-t-il point écouté ? Pourquoi non, M. l'Orateur, pourquoi non ? Est-ce parce qu'ordinairement il ne prend pas part aux débats, et que dans cette mesure il n'a point voté avec l'honorable doyen ? Tous les jours on crie qu'on veut tout faire à l'anglaise, et qu'on proscriit la langue des habitants du pays ; on crie à la partialité, à l'injustice. Aujourd'hui en voudrions-nous faire autant dans cette chambre ? Ce n'est pas un sentiment de préférence qui me fait élever la voix. Si je me trouvais dans une assemblée anglaise, où se trouveraient des personnes ne parlant que le français, et où l'on affecterait de ne parler que l'anglais, je réclamerais également contre

une telle justice vers les deux.

[M. Stuart lui dire que la langue pu cela doit être.]

M. GUY : Je prie de mots que constance. référence laquelle je l'attention qu'elle ait cette résolution les comités et à Mont d'argent qu'elles ser sur les.

M. RONDIN : J'ai parlé dans.

M. GUY : J'ai fait connu cette mesure qui nous dans l'adresse la conséquence de et quel en diguer les éviter les ce pour effect bre ? mettre étrangers.

France, s'alliance enfin pour l'autocratie bon, nous quelle peut solution, nous public M. Bedard se trouve bablement que le cu que le R. J'envis personnellement qu'on ont fait. rapport à afin que pût adopter retablir le pays. M. qui ouvre invite les à prix de la hache elle me p qui sont c

mande du délai mon droit. Une li concerne toutes pas comme un pour ma part, je Je ne comprends quand il nous dit esse pas. Parce minorité, cesserni concernent toute et je manquerais et pas assez pour me, je veux en- si elle ne con- quoi je pourrais érer.

l'adresse soit d'être lue dans par paragraphe.

lute mon atten- , pour me met- contenu ; mais il , quoique je me çais aussi bien entendre qu'une qu'il n'y a que sachent si elle l'oujours est-il dans une seule dans une cham- pres qui ne par- is, l'hon. mem- itie, M. Ander- voir en anglais, dano ne lui ait i pour des ba- de conscience, un crime d'a- me craindraient nds crimes.

nat, el. »

orable Orateur gues : " Cette hall this motion membre, qui t, demande la esse aussi im- ers-t-il point Orateur, pour d'ordinaire il s, et que dans avec l'honora- on crie qu'on qu'on proscri- s ; on crie à la rd'hui en vou- ette chambre : préférence qui e me trouvais où se trouve- nt que le fran- ne parler que ment contre

une telle injustice. En cette occasion la justice veut que cette adresse soit lue dans les deux langues.

[M. STUART interrompt M. Guay, pour lui dire qu'elle doit être lue dans les deux langues paragraphe par paragraphe, et que cela doit suffire.]

M. GUAY continue : Puisque j'ai la parole, je prendrai l'occasion de faire en peu de mots quelques réflexions qu'exige la circonstance. Il y a dans cette adresse une référence à la 91^e. résolution, je crois, sur laquelle je me trouve en devoir d'appeler l'attention de mes concitoyens. Il se peut qu'elle ait été passée par inadvertance. C'est cette résolution par laquelle on autorise les comités qui seront nommés à Québec et à Montréal à dépenser toutes sommes d'argent qu'ils jugeront à propos, et pour lesquelles on leur promet de les indemniser sur les deniers publics.

M. RODIER a observé qu'il n'en est point parlé dans l'adresse.

M. GUAY : J'en suis bien aise. Cela fait connaître du moins quelle part a dans cette mesure le père putatif des résolutions, qui nous a dit qu'elles se trouvent toutes dans l'adresse. Quelle peut être la conséquence de cette résolution dont j'ai parlé, et quel en est le but ? N'est-ce pas prodiguer les revenus de cette Province ? inviter les capitalistes à prêter leurs capitaux pour effectuer les desseins de cette chambre ? mettre le pays entre les mains des étrangers ? l'ouvrir aux Etats-Unis ou à la France, s'ils ont intérêt à détruire notre alliance avec l'Angleterre ? N'est-ce pas enfin promettre de salarier les rebelles ? L'autocrate Russe pourra, s'il le trouve bon, nous aider contre la Mère-Patrie. Voilà quelle peut être la conséquence de cette résolution, et voilà comme on offre les revenus publics. Ce qui me surprend, c'est que M. Bedard ignore que cette résolution ne se trouve point dans l'adresse : il en est probablement comme de la pantoufle du Roi que le cuisinier avait tellement défigurée, que le Roi lui-même ne put la reconnaître. J'envie vraiment la grande capacité de ces personnes, qui font tous en courant, tellement qu'elles ne peuvent pas dire ce qu'elles ont fait. Je voudrais que tout ce qui a rapport à ce pays fût comme en Angleterre, afin que quelque ministre sage et éclairé pût adopter quelque mesure efficace pour rétablir le calme et la tranquillité dans ce pays. Mais qu'y dira-t-on d'une résolution qui ouvre cette colonie aux étrangers ? qui invite les masses à renverser la constitution à prix d'argent ? qui met, pour ainsi dire, la hache au pied de l'arbre ? Pour moi, elle me paraît insensée, si non séductrice. Ceux qui sont en possession de ces faits, n'auront donc

pas le temps d'y appeler l'attention. Si l'on veut procéder avec tant de précipitation, à quoi bon les délibérations et les règles parlementaires : pourquoi ne pas dire tout de suite que toute mesure sera présentée et décidée dans un instant ? On paraîtrait vouloir faire passer cette adresse précipitamment, pour rétracter peut-être comme par surprise quelque chose qu'on regrette et qu'on rougit de voir dans les résolutions. Le législateur qui s'est mépris, n'a-t-il pas droit de revenir sur ses pas ? Il peut décider d'une façon, et après 24 heures de réflexion il peut venir dire : j'ai été en erreur ; je me suis laissé entraîner par l'éloquence d'un tel ; le respect dû à un autre m'en a imposé ; j'ai eu tort et je vois que j'ai voté d'une manière contraire au bien de mon pays ; aujourd'hui je change d'opinion, et je vote en un sens contraire. C'est ce que les règles parlementaires ont en vue, afin qu'une mesure ne se décide point subitement et ne soit point l'impression du moment. S'il n'en était pas ainsi, les sessions ne seraient pas aussi longues qu'elles le sont. Un bill de subsides se ferait dans une veillée ; tout s'arrangerait sans débats : il n'y aurait qu'à diviser. Une mesure serait proposée ; ce serait un bill ; l'instant d'après, une loi. Les règles parlementaires ont eu quelque autre chose en vue : elles ont voulu que les déterminations des corps délibératifs dépendissent de la réflexion. Dans cette occasion je ne crois pas devoir changer d'avis : j'ai voté contre les résolutions, et je voterai aussi contre l'adresse. J'ose croire que les membres de bonne foi, qui ont voulu y réfléchir, voteront avec moi, sans s'occuper qu'on leur dise qu'ils sont inconsistants ou non. En effet, quel est l'homme qui peut dire ? je ne penserai pas autrement, je ne me trompe pas, j'aurai toujours raison. Mais quand la division devrait être la même, il n'en est pas moins vrai que c'est notre droit de lire l'adresse à tête reposée, et pour ceux qui ne comprennent que l'anglais, d'en avoir la lecture dans cette langue. Si des circonstances malheureuses appellent un homme à défendre avec énergie ses concitoyens d'origine Française, j'espère que je serais cet homme. Comme je l'ai déjà dit, si dans une assemblée Anglaise on faisait la même injustice que l'on prétend faire ici, je réclamerais également. Comme ennemi des distinctions nationales, je demande donc que la lecture de l'adresse soit faite en Anglais pour M. Anderson. Que le reproche que M. Bourdages fait à des membres d'avoir voulu entraver cette mesure, retombe sur ceux qui l'ont mérité : pour moi je m'en tiens quitte. Faut-il aussi que de leur côté ceux qui laissent leurs familles nous précipitent aveuglément dans une telle mesure, et nous livrent, pieds et mains liés, parce qu'ils ne veulent pas manquer le stage de demain ?

M. STUART. Quant aux distinctions nationales, personne n'y est plus étranger que moi. Pourquoi la lecture de l'adresse, faite dans les deux langues paragraphe par paragraphe, ne suffirait-elle pas ? Quelle objection peut-on faire à cela ? Pour moi, ce n'est point ce que je demande, c'est un moment de délai.

M. BEDARD : Je n'ai pas envie de répondre aux personnalités et aux s—de l'honorable membre pour le comté de Sherbrooke. S'il es, quelqu'un qui fomenté les distinctions natio-

ETAT DE LA PROVINCE.

ales, et dont on doit mépriser les idées, c'est lui sans doute. Je demande pardon à la chambre de ces expressions que m'arrache la futille déclamation, que je viens d'entendre.

M. HAMILTON appelle à l'ordre.

M. GUGY : écoutez, écoutez : ce sont les politesses de M. le Maire.

M. BÉDARD : Je ferais remarquer aux membres que, comme il fallait toujours lire l'adresse dans les deux langues paragraphe par paragraphe, j'ai cru qu'une seule lecture suffirait en la soumettant à la chambre. Cependant je m'en rapporte à l'opinion de cette chambre. Qu'elle ordonne une seconde lecture, si elle ne croit pas que c'est du temps perdu.

M. NEILSON est d'avis qu'une seule lecture en anglais et en français doit suffire, et que ceux qui ne veulent pas s'en contenter ne peuvent avoir en vue que de prendre le temps de cette chambre.

M. MORIN : Je regrette qu'une telle discussion se soit élevée, puisqu'elle pourrait faire croire que nous faisons dans cette chambre des distinctions nationales : ce qui n'est point le cas. Il n'y a point d'objection de la part d'aucun membre à permettre d'abord la lecture de l'adresse en anglais : la chambre l'offre à M. Anderson. Je proteste donc contre toutes les insinuations qu'a pu faire M. GUGY à ce sujet : et puisque nous sommes d'accord avec lui, toutes ces observations doivent tomber d'elles-mêmes.

(La chambre offre à M. Anderson la lecture de l'adresse en anglais ; mais celui-ci ne désiste de sa demande.)

M. GUGY : Je ne répandrai pas aux politesses de M. Bédard : pour trancher toute difficulté, je fais motion en amendement de remettre la considération de cette adresse à lundi prochain. La chambre se divise et rejette l'amendement à une majorité de 59 contre 11.

Pour,

M. M. Anderson, Davis, GUGY, HOYLE, LANGUEDOC, Le Boutillier, Stuart, Taylor, Wright, Wurtz (11).

Contre,

M. M. Amiot, Archambeault, Baker, Bedard, Berthelet, Bertrand, Bessier, Blanchard, Boussonnault, Bouffard, Bourdages, Bureau, Carreau, Casgrain, Casseau, Courteau, Child, De Blenzy, Deligny, Deschamps, De Tonnancour, De Witt, Dionne, Dorion, J. Dorion, Duval, Fortin, Girouard, Guillet, Goubout, Hamilton, Huot, Kimber, Lafontaine, Larue, Leslie, Létourneau, Méthot, Morin, Mousseau, Neilson, Poulin, Proulx, Quessnel, Raymond, Ricard, Rochon, Rodier, Scott, Simon, Taschereau, P. E. Tessier, Toomy, Trudel, Turgeon, Valois, Vanfelson, Viger (59).

La question de concurrence est ensuite mise sur le premier paragraphe de l'adresse, après qu'il a été lu en français et en anglais ; et il est accordé à une majorité de 53 contre 29.

Pour,

M. M. Amiot, Archambeault, Bedard, Bertrand, Bessier, Blanchard, Boussonnault, Bouffard, Bourdages, Bureau, Carreau, Casseau, Courteau, Child, De Blenzy, Deligny, Deschamps, De Tonnancour, De Witt, Dionne, J. Dorion, P. A. Dorion, Drolet, Fortin, Girouard, Guillet, Goubout, Huot, Kimber, Lafontaine, Larue, Leslie, Létourneau, Méthot, Morin, Mousseau, Poulin, Proulx, Raymond, Ricard, Rochon, Rodier, Scott, Simon, P. E. Taschereau, Tessier, Toomy, Trudel, Turgeon, Valois, Vanfelson et Viger. (53)

Contre,

M. M. Anderson, Bédard, Baker, Berthelet, Davies, Duval, Goodhue, GUGY, Hamilton, Hoyle, Languedoc, Le Boutillier, Lemay, Neilson, Quessnel, Stuart, Taylor, Wood, Wright et Young (20).

Il est convenu que la même division sera prise pour tous les paragraphes.

M. M. Neilson et Lemay observent qu'il y a des paragraphes qu'ils approuvent dans l'adresse, mais qu'ils votent contre tous, parce qu'ils sont liés à d'autres qu'ils ne sauraient approuver.

M. M. Noël, Masson et Taschereau, qui avaient voté pour les résolutions, étaient absents ; ainsi que M. Cuvillier, et autres, qui avaient voté contre.

M. M. Bédard et Hamilton qui n'avaient point voté, ont voté contre l'adresse.

M. Bédard fait motion que M. Morin soit député à Londres avec l'adresse.

A propos, des mots "M. Viger, Agent du Bas-Canada," qui se trouvent dans la motion ci-dessus, M. Taylor déclare qu'il proteste contre ces expressions, et dit que M. Viger n'est point l'agent du Bas-Canada.

M. Bédard fait motion que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le gouverneur-en-chef par la chambre d'assemblée, le priant de la communiquer à Sa Majesté.

M. M. Bourdages, Leslie et Child ont été nommés pour demander à Son Excellence le gouverneur, quant il serait prêt à recevoir la chambre. Aujourd'hui, le 4 mars, le gouverneur a reçu la chambre avec son adresse.

A.

(Discours omis dans cet ouvrage.)

Mercredi, 19e Février, 1854.

M. BLEUZY : Quand je me rappelle avec quelle force l'honorable membre du comté de Québec défendait jadis nos droits constitutionnels, je dois l'avouer, ma surprise a été grande quand je l'ai entendu, il n'y a qu'un instant, nous dire qu'il s'opposait à toutes et à chacune des résolutions devant la chaire, et qu'il proposait un amendement dans le but évident de les faire échouer. A quoi attribuer un pareil changement ? je l'ignore, et ce n'est pas mon but d'en chercher la cause ; mais puisque l'honorable membre préfère l'état actuel de souffrance dans lequel se trouve le pays, à un avenir plus heureux, je le renvoie à sa conscience, je le laisse dans le *statu quo* qu'il aime mieux : pour moi, je suis d'opinion que voilà déjà trop longtemps que les habitants de ce pays souffrent, qu'il est temps de chercher à leur procurer un sort plus favorable. Destinés à vivre en paix, ils ont jusqu'à ce moment tout supporté patiemment, parce qu'ils attendaient avec espérance la réalisation des promesses solennelles du ministre, d'apporter un remède efficace aux maux sans nombre, dont ils ont à se plaindre, et qui ont fait le sujet de plusieurs de leurs requêtes aux pieds du trône. Mais maintenant que leurs

espérances s'évanouissent, voyent dans le ce, il est grand cette l'échec. Il est l'erte pour déter l'orage sur le crise aussi facile bien-être et ont confié leurs sentans du ferme et décidé dans cette occasion. Il me les parties du p et à nous mon de sa confiance à cet appel et voix et contre contre le ministrai point devant ces hommes que cens honteux dont l'esprit d'autre aiguille que la crainte. sans se déshon ges, de tant d'i contre nous et ple que nous re devant la chaire griefs sous le p puis longtemps dont il faut bien ne jamais cesse sement. L'honroulé sous nos force et avec porter la convic démontrer la résolutions. A me que raison adressé, il y a vouloir parcour ce ne serait qu toujours ; néanrir ce reproche occasion sans n'animant, à l'griefs nouveaux fais allusion à qui forment, je de cette long d'injures, don nous plaudre cesser de récl rons obtenu fillait pas moi lande, du tyran à faire mettre une loi barbare ver la condui clarer que n privilèges et

espérances s'évanouissent, maintenant qu'ils voyent dans le lointain l'orage qui les menace, il est grandement temps qu'ils sortent de cette léthargie dans laquelle ils semblent plongés. Il est temps qu'ils soient sur l'alerte pour détourner les conséquences de l'orage sur le point d'éclater. Dans une crise aussi fâcheuse, il est important pour le bien-être et le bonheur de ceux qui nous ont confié leurs destinées, que nous, représentants du peuple, prenions une attitude ferme et décidée : rappelons-nous qu'il a dans cette occasion solennelle les yeux sur nous. Il me semble l'entendre de toutes les parties du pays, nous inviter à être fermes et à nous montrer dignes de son estime et de sa confiance ; moi je suis prêt à répondre à cet appel et s'il faut aujourd'hui élever la voix contre l'administration coloniale, et contre le ministre des colonies, je ne reculerai point devant la tâche : je ne suis pas de ces hommes qui volontiers brûlent un encens honteux sur l'autel de l'adulation, et dont l'esprit venal et timide ne connaît d'autre aiguillon que l'intérêt, d'autre frein que la crainte. En effet comment se taire, sans se déshonorer, à la vue de tant d'outrages, de tant d'injures lancés de toutes parts contre nous et par contre-coup contre le peuple que nous représentons. Les résolutions devant la chaire sont un récit fidèle de ces griefs sous le poids desquels gémissent depuis longtemps les habitants de ce pays, et dont il faut bien comprendre l'étendue pour ne jamais cesser d'en demander le redressement. L'honorable Orateur en a bien déroulé sous nos yeux le tableau, avec une telle force et avec une telle énergie, qu'il a dû porter la conviction dans tous les cœurs et démontrer la nécessité de l'adoption de ces résolutions. Après un discours aussi sublime que raisonné, que celui qu'il nous a adressé, il y aurait témérité de ma part de vouloir parcourir le même terrain ; d'ailleurs ce ne serait que répétition, ce qui fatigue toujours ; néanmoins aux risques d'encourir ce reproche, je ne puis laisser passer cette occasion sans émettre les sentiments qui m'animent, à la vue de quelques-uns de ces griefs nouveaux qui m'ont le plus frappé : je fais allusion à ces dépêches, tissu d'injures, qui forment, je puis dire, le dernier anneau de cette longue chaîne de colonnies et d'injures, dont nous avons tant de droit de nous plaindre ; contre lesquelles il ne faut cesser de réclamer que quand nous en aurons obtenu l'entier redressement. Il ne fallait pas moins que l'oppresser de l'Irlande, du tyran je devrais dire, qui a réussi à faire mettre ce beau pays dans les fers par une loi barbare et inhumaine, pour approuver la conduite récente de l'exécutif ; déclarer que nous ne pouvons veiller à nos privilèges et que nous ne pouvons apposer

à nos votes d'argent, telle condition qui nous semble juste et nécessaire. Si la doctrine extraordinaire de ce ministre était appuyée et une fois admise que deviendraient les pouvoirs cette chambre ? Une ombre, et autant faudrait-il qu'il n'y eût pas de chambre, puisque nous ne pourrions être d'aucune utilité au peuple qui nous délègue. Mais, M. le Président, perdons de vue pour un moment le principe que le ministre émet, la doctrine qu'il soutient, pour exprimer l'arbitraire et le ton insolent qu'affecte le ministre, et qui sont les traits caractéristiques de ces dépêches et qui doivent révolter tout homme bien né. En effet relisons attentivement ces dépêches et nous trouverons que le ministre fait usage envers ce corps d'un langage, d'expressions qu'il n'oserait tenir envers son égal, sans s'exposer à recevoir le châtiement que son impudence lui attirerait sur le champ, et nous, corps constitué, nous souffririons patiemment de pareilles insultes ? je ne puis le croire.... Quoi ! parce que cette chambre dans sa sagesse à l'an dernier, soumise et sollicitée à un changement dans la constitution, et nommément l'extinction ou plutôt la modification d'un corps qui entrave continuellement les affaires, sache, je puis dire, les fondemens de cette liberté civile à laquelle le peuple canadien a tant droit de prétendre ; ce monsieur prend sur lui de nous tenir un langage où la grossièreté et l'impudence sont les traits dominans. Il nous attaque sans ménagement, et avec cette sorte de hardiesse effrontée qui suppose toujours du mépris pour ceux contre qui l'attaque est dirigée ; mais qu'il me soit permis de demander la réforme du gouvernement de nos compatriotes, de demander un changement dans la constitution, si l'expérience nous démontre que cette réforme est nécessaire, que ce changement dans la constitution produirait le plus grand bien. Serait-ce parce que nous serions colons, que tout respect est oublié, que nous sommes traités comme des esclaves ? mais comme colons, ne sommes-nous donc pas membres de la société, comme les habitants de la métropole ? ne sommes-nous pas enfans de la Mère-Patrie ? n'appartenous-nous pas à la même famille ? ne sommes-nous pas citoyens de la même patrie, sujets du même empire ? ne devons-nous pas jouir des mêmes droits et des mêmes privilèges ? je voudrais bien savoir si M. Stanley oserait tenir envers la chambre des communes en Angleterre, le langage qu'il s'est permis à notre égard ; mais il semble que tout est permis contre la branche populaire de cette Province ; il n'y a pas jusques au dernier gazetier qui, encouragé, je puis dire, par l'administration coloniale, ne se fasse un devoir dans chaque numéro de sa gazette, de diriger contre ce corps les

attaques les plus virulentes, les libelles les plus mensongers, les épithètes les plus injurieuses; quelques lâches ligués ensemble, et se couvrant lâchement du manteau de l'anonyme, vont au point d'attaquer la conduite privée de plusieurs membres de cette chambre. Si l'exécutif n'était pas radicalement vicieux, s'il entendait son devoir, ou plutôt voulait le faire, de pareils écrits seraient-ils tolérés? je le demande quel peuple au monde, si j'en excepte les Canadiens, souffrirait longtemps au milieu de lui, une presse soldée par ses ennemis et qui ne cesserait de lancer contre lui et ses représentants les calomnies les plus injurieuses et les plus mensongères, comme le font journellement au milieu de nous quelques-unes des presses anglaises? mais laissons ces ennemis méprisables pour suivre le ministre dans ses dépêches. Ce monsieur ne se contente pas de nous donner une *mercure*, il va plus loin, il nous fait des menaces; il ajoute ce ministre impérieux: si vous ne compromettez les intérêts de ceux que vous représentez, je m'adresserai au parlement impérial pour trouver un remède. Vraiment il croyait s'adresser, je suis porté à croire, aux esclaves des îles, mais qu'il apprenne que le peuple canadien, que ses représentants, ne craignent point de pareilles menaces; que le ministre se trompe s'il croit que nous ne résisterons point avec énergie à ce que nous regardons comme des outrages et des injustices; s'il croit que nous ne lui réuserons point avec mépris les chaînes qu'il voudrait nous imposer, en assurant en même temps que nous avons trop de confiance dans la magnanimité du peuple anglais et dans les talents et l'honneur de ses représentants, pour supposer qu'ils se prêteraient aux vues tyranniques d'un despote. Non, le gouvernement de la métropole ne souffrira jamais que la prophétie du marquis de Lafayette à l'égard de ce pays se réalise; qu'ind ce père de la liberté disait à un officier de Sa Majesté Britannique, et cet officier était mon père, qui fut fait prisonnier à la bataille de Burlington, sollicitait son intervention auprès des autorités américaines pour obtenir quelque adoucissement dans sa captivité: non, le répondit ce grand personnage, puisque vous vous battez pour être esclave, soyez-le..... C'est maintenant le moment p opice, M. le Président, de faire connaître au gouvernement britannique, que si nous lui sommes attachés, si dans toutes les occasions nous et nos ancêtres nous nous sommes montrés loyaux, et toujours prêts à voler aux frontières pour défendre le pays d'une agression étrangère, il ne s'en suit pas que nous consentirions à être gouvernés avec un sceptre de fer, à continuer d'être le jouet de quelques hommes intrigants, qui trompent les gouverneurs et les portent à des excès qui font notre malheur. Le peuple canadien connaît trop bien ses droits, il ne souffrira jamais qu'ils soient impunément violés. Encouragé sans doute par la conduite du ministre, le gouverneur suit son exemple: en effet ce n'est que peu de jours après nous avoir dit qu'il espérait un résultat favorable de nos travaux, qu'il vient mettre toutes les entraves possibles à nos procédés. Il refuse de nous faire les avances nécessaires pour nos dépenses à moins qu'on ne lui donne

une garantie par un bill. N'est-ce pas nous dire qu'il n'a aucune confiance en ce corps? et quelle raison peut l'induire à en agir ainsi? ne devait-il pas être convaincu que si le fonds approprié pour cet objet n'était pas suffisant, nous sommes liés en honneur? n'a-t-il pas notre promesse par écrit, que nous lui fournirons le déficit à même les autres fonds? Un pareil refus démontre bien, suivant moi, un désir évident de faire manquer la session aussitôt après qu'il a eu le plaisir de nous faire parvenir ces dépêches insultantes, que peut-être son influence auprès du ministre a suscitées. Mais ce n'est pas tout, dans maintes occasions le gouverneur s'est refusé de nous communiquer des papiers dont nous avions absolument besoin, qu'il était tenu de nous communiquer et sans lesquels nous ne pouvions efficacement procéder; je citerai, entre autres, copies des opinions des hommes de loi qu'il avait consultés au sujet du writ d'élection pour le comté de Montréal, un compte des ventes sémiestrielles des terres de la couronne par le commissaire de la couronne, le bail des forges de St-Maurice renouvelé pour dix autres années, et je ne cesserais si je récapitulais tous les refus de cette nature que nous avons essayés et qui ont été autant d'entraves à nos procédés. Tant d'abus, M. le président, auront l'effet, je m'en flatte, de nous convaincre tous que dans cet état de choses, le bien du pays ne peut avoir lieu, et qu'il est urgent que nous fassions parvenir à la mère-patrie, avec cette franchise qui doit appartenir à tout bon sujet, le tableau détaillé de nos griefs, et quelle sache que nous entendons avoir justice, et justice prompte et entière.—

Jedii, 20e Février, 1834.

Continuation du Discours de M. Papineau,

M. PAPINEAU :

M. Gates s'adressa plusieurs fois au comité du conseil exécutif pour avoir la permission de demeurer dans ce pays; il obtint chaque fois des délais de 8 à 10 jours, tantôt du comité, tantôt du gouverneur Prevost; on lui ordonnait alors de laisser la province. Ces demandes et ces ordres se répétèrent longtemps. Néanmoins, plus tard (il était alors moins martial qu'il l'a été depuis,) il apprend que ceux qui, dans les Etats-Unis, sont opposés à la guerre, sont exposés à des désagréments et des pertes dans leurs affaires; il change aussitôt de dessein. Il envoie donc une nouvelle requête au comité du conseil exécutif. Voici comme il s'exprime:—

"A l'hon. Conseil Exécutif de S. M. pour la province du Bas-Canada :

"Votre pétitionnaire prend humblement la liberté de représenter, qu'ayant ci-devant pétitionné vos honneurs pour avoir la permission de prêter le serment général d'alléance et de rester dans la province, le délai qui s'est écoulé en donnant une réponse, et le bruit courant que ceux qui avaient prêté le serment de qualification (au nombre desquels était votre pétitionnaire) n'auraient point la permission de prêter le serment général, ont engagé votre pétitionnaire, après avoir attendu quelques jours, à saisir toute occasion pour se procurer des lettres de change, billets de banque et argent monnayé des Etats, et pour y transmettre ses fonds, et il avait commencé à le faire lors-

qu'il a été ou de la réflexion tionnaire des raisons hâte."

Le vol au paravan point de p ment de S de renonc Unis; les le march et son or, Il continu perte très portant la provin les détails dans le cas trouve qu la province qui ne le Votre pét remarquer de ses am de rester met, et lu ceux qui sont point gouverner pétitionna peut s'em pays et a pays com Dans ces plic qu'on d'être mis jets de S. voir il ne

Je pre l'honora ble, M Boston, p réaliser l Etats, au gletierre p cont rôle.

Au dos 1813) on "Huit demeurer C'est la d sorte de plus bas, de M. J vrier.—R passe-por mité du C de Son E nant qu aussi fac après un tergivers conseil le L'acte q séjour d pour lui; d'allégé vier cert lorsqu'il

pas nous dire
rpes? et quelle
i? ne devait-il
approprié pour
sommies liées
promesse par
félicité à même
émontre bien,
faire manquer
le plaisir de
sultantes, que
du ministre a
dans maintes
fusé de nous
nous avions
de nous com-
ne pouvions
entre autres,
e loi qu'il avait
ction pour le
les ventes sé-
he par le com-
des forges de
autres années,
tous les refus
essuyés et qui
procédés. Tant
l'effet, je m'en
que dans cet é-
peut avoir lieu,
as parvenir à
se qui doit ap-
au détail de
ous entendons
et entière.—

février, 1834.
M. Papineau,

Bois au comité
permission de
point chaque fois
tôt du comité,
on lui ordonnait
des demandes et
temps. Néan-
moins martial
que ceux qui,
és à la guerre,
et des pertes
assitôt de des-
le requête au
voici comme il

de S. M. pour
humblement la
ci-devant pé-
la permission
d'alléance et
délai qui s'est
et le bruit cou-
le serment de
els était votre
a permission de
engagé votre
du quelques
r se procurer
banque et ar-
y transmettre
à le faire lors-

qu'il a été requis de prêter le serment général ou de laisser la province, et c'est sans due réflexion qu'il a choisi ce parti. Votre pétitionnaire regrette sérieusement, pour bien des raisons, la résolution qu'il a prise alors à la hâte."

Le voilà qui regrette sa première décision; auparavant ses intérêts ne lui permettaient point de prendre les armes pour le gouvernement de S. M.; il ne se croyait point justifiable de renoncer à son attachement pour les Etats-Unis; les circonstances changeant, et comme le marchand n'a pour Dieu que son coffre-fort et son or, il s'y dévoue bien vite entièrement. Il continue ainsi sa pétition: "Il craint une perte très grande si non totale d'une dette importante qui lui est due dans la partie Est de la province (dont votre pétitionnaire a soumis les détails à vos honneurs il y a quelques jours) dans le cas où il serait obligé de partir; et il trouve que ses affaires dans d'autres parties de la province, et surtout ici, sont dans un état qui ne le justifierait pas s'il laissait le pays. Votre pétitionnaire prend de plus la liberté de remarquer qu'il a récemment reçu des lettres de ses amis à Boston qui le pressent fortement de rester dans cette province, si on le lui permet, et lui exposant la position désagréable de ceux qui dans les Etats ont des vues qui ne sont point d'accord avec la politique actuelle du gouvernement; vu le laps de temps que votre pétitionnaire a passé dans cet endroit-ci, il ne peut s'empêcher d'être fortement attaché au pays et au gouvernement, et il regarde ce pays comme sa patrie plus que tout autre. Dans ces circonstances votre pétitionnaire supplie qu'on lui permette de prêter le serment d'être uni sur le même pied que les autres sujets de S. M. dans cette province; et par devoir il ne cessera de prier.

HORATIO GATES.

Je prendrai encore la liberté d'observer à l'honorable Conseil, que par l'arrivée de mon neveu, M. Nath. Jones, j'ai reçu des lettres de Boston, par lesquelles j'apprends que je puis réaliser les fonds que j'avais transmis aux Etats, au moyen de lettres de change sur l'Angleterre pour des fonds que j'y ai sujets à mon cont rôle.

HORATIO GATES.

Au dos de cette requête (datée du 22 Janvier 1813) on trouve ce qui suit :

"Huit jours sont accordés à M. Gates pour demeurer ici, et pas plus, à partir de cette date. C'est la décision du gouverneur général qu'il sorte de cette province. 2 Février 1813." Et plus bas, on voit les mots suivants de l'écriture de M. McCorr, magistrat d'alors: "10 Février.—Reçu ordre de M. McGill de retenir le passe-port de M. Gates jusqu'à ce que le comité du Conseil ait prononcé sur une référence de Son Excellence, reçue ce jour." Il est étonnant que les gouverneurs n'aient pas été aussi faciles alors qu'ils l'ont été depuis. C'est après une pareille conduite, après toutes ces tergiversations que M. Gates a été appelé au conseil législatif, sans être sujet britannique. L'acte qui naturalise les étrangers après un séjour de 7 ans n'avait pas encore pu opérer pour lui; et c'est avant d'avoir prêté le serment d'allégeance (car il ne l'a prêté que le 25 Janvier dernier) qu'il va siéger au conseil; c'est lorsqu'il est constaté qu'il n'est pas sujet bri-

tannique, et qu'il a refusé de prendre les armes pour le gouvernement et la défense de ce pays, que dans ce conseil législatif même il outrage indécemment la chambre d'assemblée et le peuple de ce pays, en les accusant d'être des traitres et de vouloir une révolution.

Ce sont là des tableaux qu'il convient de dérouler, car il s'agit d'hommes publics. Ce sont eux qui sont les plus dangereux, car ils trahissent souvent le gouvernement qui croit devoir s'en rapporter à eux. Ils sont sans patrie, sans intérêt qui les lie au peuple, prêts à demeurer ici tant qu'il s'y trouveront bien, et à partir aussitôt qu'ils croiront pouvoir mieux faire ailleurs. Ils adresseront leur encens et l'adulation aux autorités, lorsqu'ils y trouveront leur profit, et ce sont eux qu'on fera passer et qu'on regardera comme bons sujets. Tel a été le cas dans la guerre; la chose est constante, et sera connue dans l'histoire. C'est alors que seront dévoilées les intrigues de certains personnages qui prétendent être bons sujets, et qui, en 1810, accusaient les représentants du peuple d'être révolutionnaires, parce qu'ils voulaient payer les dépenses du gouvernement. Ceux qui pendant la guerre disaient: Volons aux frontières, sacrifions notre vie pour la défense du pays et du gouvernement contre les ennemis de S. M.; ceux qui, dans cette chambre, veulent remédier aux abus de l'administration et travailler au bonheur du peuple et à consolider son union avec le gouvernement, ceux là seuls sont bons sujets; et cependant ils sont calomniés et accusés de vouloir renverser le gouvernement.

Quand donc nous demandons à quelle époque M. Gates avait été recommandé, quel titre il avait eu à la faveur de l'administration, le gouverneur en chef a voulu balayer la chambre et il a refusé de répondre. Eh! bien, nous pouvons nous passer de ces explications; nous savons que son Mandamus est daté du 1er. Août 1832; et que c'est parce qu'en Avril et en Mai de la même année, il fusait le métier d'assommeur, qu'il fut recommandé comme dirige d'entier au conseil législatif. Nous le savions dès lors; et cela suffit pour faire voir à quel point le gouverneur se compromet, ainsi que tous ceux qui l'entourent.

Dans d'autres circonstances la chambre a éprouvé de pareils refus de la part d'un homme aveuglé qui se croit un autocrate, et qui croit pouvoir aller seul sans nous. Il est inutile, M. le Président, de fatiguer la patience de ce comité en signalant la masse de corruption qu'offrent nos administrations. On a pu faire quelques choix judicieux; mais ce n'a été que pour avorter, et faire naître des espérances qu'on ne se proposait point de réaliser. Les ennemis de cette chambre ne cessent de faire des déclarations indécentes contre nous, on nous accuse d'être des factieux, de vouloir créer des distinctions nationales, et de dire aux autres: Otez-vous, pour nous faire place. Cette accusation est une absurdité; c'est une défense toujours prête pour des hommes corrompus. Nous ne devons pas y faire attention; il suffit que nous remplissions nos devoirs pour réfuter ces reproches. Je regrette que les membres qui ont pris l'autre jour la défense du conseil ne soient pas à leurs places; ils auraient eu occasion de répondre à ce que je viens de dire, et aux preuves que je viens de fournir.

Depuis très-longtemps j'occupe dans cette Chambre, sans l'avoir demandé et sans avoir prié, un poste auquel m'ont élevé la bienveillance et la confiance des membres de la Chambre,

plus que mon simple mérite; je regarde cette faveur comme le plus grand honneur, surtout lorsqu'on pense qu'on aurait pu y appeler plusieurs autres des membres qui y avaient les mêmes titres. Je suis, il vrai, dans une situation plus apparente, plus ouverte, mais je n'ai jamais fait que partager et suivre l'opinion publique, sans vouloir gouverner qui que ce soit. Je me flatte que personne n'est plus que moi dévoué à son pays; et croit-il-on que cet homme, par le plus léger acte de complaisance pour l'administration, voudrait demander des places que son amour du bien public le forcerait de rejeter? Ce n'est point vanterie; j'ai quelquefois, quoique rarement, accepté des places; mais ce ne fut point au sacrifice ou à l'oubli de mes principes. Durant la dernière guerre, nous avions eu (M. D. B. Viger, et moi) à nous plaindre de la conduite de Sir George Prevost, qui trompé par ses conseillers ordinaires, nous avait fait une injustice. Détrompé plus tard, il eut la franchise de faire des excuses et d'offrir une réparation aux deux personnes qu'il avait offensées injustement. Il m'appela à remplir une place que je ne voulus accepter qu'après avoir fait la déclaration expresse, que je serais toujours le même, et que je ne sacrifierais point mon indépendance et mes principes. Ce fut à ces conditions que je consentis aussi à entrer au Conseil Exécutif. Depuis on a plusieurs fois tendu des pièges à mon indépendance, en jetant devant moi l'appas des places et des faveurs de l'exécutif; mais j'ai heureusement tenu ferme, en résistant à ces offres et à ces promesses.

Celui qui veut introduire ici le système électif serait bien extraordinaire, s'il avait les projets ambitieux que lui prêtent ses ennemis. Ils ne sont point de bonne foi ceux qui le représentent comme voulant se perpétuer dans le pouvoir. Mais on dit: Il est poussé par l'ambition.—L'expérience démontre que l'opinion publique est flottante et changeante.—Ceux qui ont des emplois permanents et ne peuvent être changés ne sont pas exposés à ses vicissitudes, comme là où les formes du gouvernement sont démocratiques; c'est cette fluctuation d'opinion, ainsi que les changemens qui en sont la suite inévitable, que les amis du pouvoir regardent comme le malheur des formes démocratiques. Ceux au contraire qui veulent que les formes du gouvernement soient démocratiques, tiennent un langage tout différent; ils disent que ce n'est pas un mal et que c'est un grand bien.

Voilà ce que j'ai cru devoir répondre à ceux qui m'ont prêté des sentimens et des vues que je n'ai point. J'ai toujours cru, et c'est peut-être l'occasion favorable de le dire, que les emplois publics quels qu'ils soient, offrent de bien faibles avantages; et que c'est un jour heureux pour celui qui en sort pour rentrer dans les douceurs de la vie privée.

Les déclamations de la nature de celles dont je parle, empêcheraient partout la rectification des abus, si on se laissait intimider par elles. C'est une bien pauvre cause que celle qui est défendue par les sarcasmes et les injures dirigés contre des hommes qui ne sont point revêtus du pouvoir: il faut descendre dans la vie privée des citoyens. Cela est bas, cela est odieux. Il n'en est pas ainsi des hommes publics, qui doivent toujours rendre compte de leur conduite.

Or, en demandant des formes électives, ce n'est pas pour nous, qui demain rentrerons dans la

masse de nos concitoyens, mais pour d'autres: Je crois donc que les seules considérations publiques influeront sur la Chambre, et feront voir que l'état du pays demande des institutions plus libres. C'est un pitoyable raisonnement que de dire que c'est une chose nouvelle que cette demande de réformer la constitution, qui peut toujours être modifiée, et qui ne nous donne point la millième partie de nos droits. [M. l'Orateur entre ici dans des explications que le bruit empêche le Rapporteur de saisir.] Les changemens demandés aujourd'hui auraient dû être introduits dans le principe. En créant un Conseil comme le nôtre, on créait une chose insolite. L'Acte de 1791 n'était point une constitution, mais un renversement de constitution. Ceux qui ont étudié l'histoire de la Grande Bretagne y ont vu que le peuple anglais peut se procurer tout ce qui lui convient par le moyen de la Chambre des Communes, et même par la force des armes, principes bien reconnus. J'ai dit souvent à ceux avec qui je me suis trouvé en relation: Etudiez l'histoire d'Angleterre, et vous y trouverez ces principes et ces faits; étudiez aussi l'histoire de ce pays; vous verrez que vous pouvez proposer tout moyen de réforme, toute voie légale d'obtenir justice; appuyez-vous sur l'influence des masses; consultez l'opinion publique au moyen d'assemblées générales, et il est impossible que le pays ne puisse obtenir justice.

Il n'est rien de sage, de juste que le peuple ne puisse demander; et si nous agissons dans l'intérêt et avec l'approbation du plus grand nombre, nos démarches seront justes. Ce n'est point l'intérêt d'une fraction ou d'une faction qui peut régler dans un pays ce qui est juste et ce qui ne l'est pas. Je crois que nous pouvons procéder à adopter les résolutions soumises à ce comité; elles n'avancent que des faits reconnus et soutenus par des preuves.

La Résolution passe sans opposition; ce discours dont ce qui précède n'est qu'une faible esquisse a duré une heure et un quart.

C.

Vendredi, 21 Février, 1834.

M. Queenel prend la parole et dit:—Jusqu'à présent je n'ai pas encore eu occasion d'exprimer mon opinion sur la mesure qui nous est soumise. Je ne fatiguerai point l'attention de la chambre, mais je veux faire quelques observations sur ces résolutions. En les examinant avec soin il me semble qu'on veut s'adresser au Parlement Impérial. Je regrette que cela soit au-dessus de nos forces, si nous ne réussissons point, nous reculons le pays de 20 ans, et nous nous exposons à une perte sans ressource. Le gaud est jeté; la majorité a défié tous ses ennemis; elle a fait une déclaration de guerre.

[M. Queenel est interrompu pendant quelques minutes par l'arrivée d'un message de Conseil.]

Je disais qu'en nous adressant à l'Angleterre pour demander un changement dans notre Acte Constitutionnel, nous n'avions guère d'espoir de l'obtenir aujourd'hui, et que cette démarche entraînerait avec elle des suites dévastatrices pour le pays. Irons-nous en Angleterre lorsque nous sommes en guerre avec toutes les autorités de la province? Contre les règles de la saine politique, nous entreprenons plusieurs guerres à la fois. Nous déclarons la guerre au gouverneur, lorsque nous savons qu'il sera soutenu par les ministres, qui ont déjà approuvé sa conduite. Nous déclarons une autre guerre au conseil législatif qui, avec beaucoup de raison, se sent appuyé par l'Acte qui le constitue. Nous dé-

clarons la
sans songe
système vic
amélioré.
sont point
qu'il faut
passer un
Nous nous
pays; il es
tée qu'elle
li la charge
et il n'est p
des magistr
et au besoin
d'avoir decl
passons de
le ministre
nous puis
transmet.
toutes ces
pas tout ap
Et quels so
entreprise
certains me
Britannique
à examiner
avons beau
qu'on nous
rends hom
orillans, à
dévouemen
toyens. Il
coup faire p
son malheu
néral malhe
un autre, q
que des ma
ré à l'Irlande
Je sais qu
l'influence,
coercé l'Irl
M. O'Conn
s'adresser à
On nous en
par ses tale
Quand mé
cause avec
point. Nos
yeux. Nag
Hume pour
quêtes du l
publié tous
ainsi publi
Hume à M.
cette lettre
ne fera rien
inutiles dan
mains les
mêmes: vo
raciner les
vons nous
Voilà notr
Hume. Il
C'est cert
confiance.
de son pa
saires pou
cette prude
avons tant
a-fait oubli
nous serv
drait prou
actuelle n'
dée; et c'e
nous exan
cordées au
rique, on l
gués aux l
qu'on nous

pour d'autres considérations purement politiques, et seront voir les institutions plus sagement que de ce que cette de- on, qui peut tou- nous donne point M. l'Orateur en- le bruit empê- Les change- raient dû être créant un Con- ne chose insolite. une constitution, stitution. Ceux Grande Bretagne peut se procurer le moyen de la éme par la force onnus. J'ai dit suis trouvé en l'Angleterre, et types et ces faits; pays; vous ver- ser tout moyen l'obtenir justice; des masses; au moyen d'as- impossible que

le que le peuple agissions dans du plus grand ont justes. Ce ion ou d'une fac- pays ce qui est e crois que nous résolutions sou- cent que des faits reuves. position; ce dis- est qu'une faible quart.

1 Février, 1834. et dit :—Jusqu'à cation d'exprimer nous est soumise. e la chambre, mais sur ces résolu- ion il me semble t Impérial. Je re- de nos forces, si reculons le pays à une perte sans majorité a défié la déclaration de

pendant quelques de Conseil.] ot à l'Angleterre dans notre Acte re d'espoir de l'ob- marche entraîne- nous pour le pays. nous sommes en de la province? Nous déclarons nous savons qu'il ont déjà approu- une autre guerre au ap de raison, se sitative. Nous dé-

clarons la guerre à l'administration de la justice, sans songer que c'est la faute de la législature si le système vicieux sous lequel elle gémit n'a pas été amélioré. Nous attaquons aussi les juges; s'ils ne sont point aussi indépendants qu'on le voudrait, à qui la faute? C'est nous-mêmes qui avons refusé de passer un bill pour assurer leur indépendance. Nous nous en prenons encore à la magistrature du pays; il est bien vrai qu'elle n'est pas aussi éclairée qu'elle devrait l'être; mais nous avons aboli la charge de Président des Sessions de Trimostre; et il n'est pas moins vrai que si nous y avions laissé des magistrats instruits, ils auraient pu bien souvent et au besoin éclairer leurs confrères. Non contents d'avoir déclaré la guerre aux autorités du pays, nous passons de l'autre côté de la mer, et nous attaquons le ministre colonial lui-même; et cela sans que nous puissions expliquer les dépêches qu'on nous transmet.—Mais je ne veux point me rattacher à toutes ces choses; je demanderai si nous ne devons pas tout appréhender du résultat de nos démarches? Et quels sont donc nos alliés dans une aussi grande entreprise? Nous les trouverons sans doute dans certains membres qui appartiennent au Parlement Britannique; on nous les y désigne en effet. Reste à examiner si, d'après ce qui s'est passé, nous avons beaucoup de succès à en espérer. Le premier qu'on nous indique est M. Daniel O'Connell; je rends hommage à ses vertus civiques, à ses talents brillants, à son brûlant amour pour sa patrie, à son dévouement sans bornes aux intérêts de ses concitoyens. Il a beaucoup entrepris et a voulu beaucoup faire pour l'Irlande, mais il n'a produit que son malheur. Nous nous adressons à un général malheureux; et il serait plus sage d'en choisir un autre, que de choisir un général qui n'a éprouvé que des malheurs constants. C'est lui qui a procuré à l'Irlande l'Acte de Coercition qui la fait gémir. Je sais que ses démarches ont été la cause de l'influence, peut-être coupable du ministre, qui a coécéré l'Irlande; voit les fruits des démarches de M. O'Connell. Je le demande, est-il prudent de s'adresser à lui dans les circonstances actuelles? On nous en indique un autre également distingué par ses talents reconnus. C'est M. Joseph Hume. Quand même il serait disposé à défendre notre cause avec toute l'ardeur possible, il ne réussirait point. Nous avons un exemple frappant sous les yeux. Naguère M. Mackenzie s'était adressé à M. Hume pour soutenir auprès du Parlement les Re- quêtes du Haut-Canada dont il était porteur. Il a publié tous ses procédés, et parmi les documents ainsi publiés, on trouve une lettre adressée par M. Hume à M. Mackenzie pour ses constituants. Dans cette lettre il leur dit : le parlement britannique ne fera rien pour vous, et tous mes efforts seraient inutiles dans ce parlement. Vous avez entre les mains les moyens de vous rendre justice vous-mêmes; vous avez le contrôle des argens pour déraciner les abus. Servez-vous en.—Nous ne pouvons nous attendre à une autre réponse de sa part. Voilà notre jugement prononcé d'avance par M. Hume. Il en est un troisième, l'hon. M. Viger. C'est certainement celui en qui j'aurais le plus de confiance. Il est reconnu pour être le véritable ami de son pays; il est doué de tous les talents nécessaires pour faire valoir notre cause, et surtout de cette prudence et de cette modération dont nous avons tant besoin et que nous semblons avoir tout-à-fait oubliées; cependant je crains que ses efforts nous servent à peu de chose. Pour réussir il faudrait prouver en Angleterre que la constitution actuelle n'est point bonne et quelle doit être amendée; et c'est ce qu'on ne réussira pas à prouver. Si nous examinons la nature des diverses chartes accordées aux ci-devant colonies anglaises de l'Amérique, on les trouve toutes plus libérales et analogues aux besoins de ces colonies. D'où vient donc qu'on nous a accordé à nous, à en juger d'après nos

plaintes, une faveur moins grande? La raison en est bien simple; et c'est qu'on a voulu nous assimiler de plus près à la constitution britannique. Et je crains bien qu'on ne vienne nous dire que nous avons été et que nous devons nous estimer heureux d'avoir une constitution aussi ressemblante à celle de l'Angleterre, et qu'on ne nous fasse des reproches de ce que nous voulons nous en éloigner. Les Anglais ont toujours été fiers et orgueilleux de leur constitution qu'ils regardent comme un chef-d'œuvre de perfection et dont ils n'ont jamais voulu reconnaître les vices. En Angleterre, on n'a jamais voulu convenir des vices de la constitution. Et pense-t-on qu'aujourd'hui on y sera plus facile sur ce sujet? Quant à moi je ne le crois pas. Dans ces circonstances convient-il de s'adresser à un Parlement qui doit être imbu des mêmes préjugés? qui répète sans cesse, par la bouche du ministre, et plus maintenant que jamais, que la constitution est et sera toujours sacrée et inviolable à ses yeux—qu'il veut réformer les abus mais ne rien changer d'ailleurs? Je ne suis pas tout-à-fait étranger à ce qui s'est passé dans la Grande-Bretagne, je crains fort que ces circonstances soient très-défavorables; et c'est ce qui me fait regretter que ces résolutions aient été adoptées en comité. Lorsque nous entendons le ministre colonial nous dire que si nous trouvons des défauts dans la constitution, il la rendra plus analogue à la constitution de l'Angleterre, que veut-il dire? Que fera-t-il? Lisez sa dépêche et jugez de sang-froid. Nous avons lieu de croire que quand il aura touché à une branche de la législature il voudra toucher à l'autre. En exigeant pour qualification des membres du conseil législatif qu'ils soient grands propriétaires, afin de les rendre plus indépendants, nous n'aurions rien à dire puisqu'il ne peut y avoir ici de pairie héréditaire. On retirera aussi les gens en place du conseil; et nous dirons, c'est bon. Mais notre tour pourra venir ensuite. Que fera-t-on pour nous? Je ignore, à moins qu'on ne veuille nous qualifier sous le prétexte de nous rendre plus éclairés et plus indépendants. On cherchera peut-être à régler nos différends loin de cette chambre. Nous pourrions nous plaindre de la décision, mais on nous répondra : Vous avez tort; la chambre des communes se compose de plus de 500 membres; et la chambre d'assemblée du Bas-Canada n'en compte pas 100. La sagesse réunie d'un corps aussi nombreux doit l'emporter sur l'autre, et vous n'avez rien à dire.—Il en résultera certainement pour nous de grands inconvénients. J'ai cru devoir dire quelles sont mes craintes; j'ignore où ces résolutions peuvent nous conduire. Si elles n'excitent point de trop grands troubles, il en résultera au moins une bien grande réaction. Il en résultera, à mon avis, ne point passer ces résolutions; elles ne peuvent que nous faire paraître sous un jour défavorable. Plus tard nous aurons pu adopter des procédés de cette nature avec moins de danger, et avec plus d'espoir de réussir. Je souhaite sincèrement que mes prévisions ne s'accomplissent point; je souhaite me tromper. Quoique je diffère d'opinion avec la majorité de cette chambre, si elle réussit à procurer l'avantage réel et permanent du pays par les moyens qu'elle emploie aujourd'hui, je me réjouirai de ses succès avec les hommes éclairés qui auront formé la majorité. Je regretterai alors de n'avoir pas eu comme eux assez d'énergie pour braver le péril et entreprendre une chose que je regardais comme dangereuse, ou du moins très incertaine quant à ses résultats. Si au contraire mes craintes se réalisent, si la chambre succombe dans son entreprise, je partagerai avec les autres les maux qui pourront peser sur ma patrie. Je dirai : ce sont sans doute les meilleures intentions qui ont guidé la majorité de la chambre, et on ne me verra point m'unir avec ses ennemis pour lui reprocher d'avoir eu des vues perverses. Voilà ce qui fera ma consolation; telles sont les raisons qui me forcent à ne

ETAT DE LA PROVINCE.

point partager l'opinion d'un si grand nombre de mes concitoyens.—Privé par une indisposition subite d'être présent et de prendre part aux discussions qui ont eu lieu dans le comité général, je sens qu'il est trop tard maintenant pour donner mon opinion sur chacune des résolutions ; mes forces en

ce moment d'ailleurs ne me le permettraient pas. Pour dire en deux mots ce que j'en pense, j'en approuve un grand nombre, j'en réproûve plusieurs, mais prises dans leur ensemble et comme formant un tout, je ne les approuve pas.

permettraient pas.
J'en pense, j'en ap-
prouve plusieurs,
et comme formant